

Libération

Migrants

«Je naviguais vers mon espoir»

Rencontre avec Assef Husseinkhail, cet Afghan repêché lundi sur un radeau de fortune au large de Sangatte et devenu symbole de la détresse des réfugiés.

PAGES 2-5



OLIVIER TOURNON

EUROPÉENNES LA SOCIÉTÉ CIVILE CANDIDATE À L'UNION

PAGES 10-11

ET AUSSI «LE DISCRET TRAITÉ
TRANSATLANTRIC»

PAGES 34-35

LE PORTRAIT DU
CANDIDAT LIBÉRAL BELGE
GUY VERHOFSTADT

PAGE 36

Agression à Lille, récit de la lâcheté ordinaire

Attouchements, menaces... Cécile, 29 ans, raconte comment elle a été malmenée dans le métro lillois dans l'indifférence des autres passagers.

PAGES 12-13

PSG, la loi du champion



FRANCK FIEF, AFD

Le club parisien a remporté mercredi le championnat de France 2013-2014, sans sentiment mais avec beaucoup de pétrodollars.

FOOT, PAGES 18-20

ÉDITORIALPar **ALEXANDRA SCHWARTZBROD****Courage**

Le destin d'un seul homme marque parfois davantage les esprits que celui de milliers de ses camarades d'infortune, car il permet à chacun de s'identifier et donc de comprendre. On n'a plus sous nos yeux une masse de bêtes traquées, mais un homme ou une femme qui pourrait être vous ou moi, fuyant un pays en guerre, avec pour seul bagage le souvenir d'une famille ou d'un métier, et pour seul objectif celui de vivre une vie normale. C'est pour cette raison que notre correspondante à Lille s'est lancée à la recherche d'Assef Husseinkhail, cet Afghan qui a tenté lundi de traverser la Manche sur un radeau bricolé de ses mains, à l'aide d'un pied de table et de quelques planches. Une (més)aventure qui ressemble à s'y méprendre à l'histoire de *Welcome*, ce film poignant que Philippe Lioret (*lire ci-contre*) était allé tourner en 2008 sur place, à Calais, là où beaucoup de migrants sans papiers échouaient déjà, rêvant d'Angleterre. On peine à imaginer, dans le confort de nos vies, même si celles-ci sont difficiles pour certains, les trésors d'imagination, d'énergie et surtout de courage qu'il faut aller chercher au fond de soi pour tenter un tel périple. Assef Husseinkhail s'en est sorti (pour l'instant, car il s'obstine à vouloir recommencer), mais combien d'autres, chaque jour, meurent noyés ou étouffés dans l'indifférence générale ? Cette impuissance des États d'Europe est une tache que l'histoire peinera à effacer, une honte lancinante que nous aurions tort d'occulter. C'est peut-être elle qui, un jour, nous poussera, collectivement et/ou individuellement, à agir enfin.

«Libération» a retrouvé Assef Husseinkhail, qui a tenté lundi la traversée de la Manche, depuis Calais, sur un radeau de fortune. Malgré les dangers, cet Afghan souhaite retenter l'aventure.

«Quatorze ans à errer et tu n'as rien»

L'ESSENTIEL**LE CONTEXTE**

«Libération» a recueilli le témoignage de cet Afghan qui, après quatorze ans d'errance, a tenté la traversée de la Manche sur un radeau de bric et de broc.

L'ENJEU

Son parcours individuel apporte un éclairage cru sur celui des milliers de migrants qui, chaque jour et au péril de leur vie, tentent de fuir la guerre ou la misère.

Par **HAYDÉE SABÉLAN**Envoyée spéciale à Calais (Pas-de-Calais)
Photo **OLIVIER TOURON**

Il secoue la tête et soupire : «Il était bien, mon bateau. Si on m'avait laissé faire, je serais arrivé en Angleterre.» Assef Husseinkhail, 33 ans, migrant afghan, fils d'un berger de la région de Kaboul, est un rêveur et un chanceux. Lundi, il a dérivé plusieurs heures au large de Sangatte sur un radeau, avant de se faire intercepter dans l'après-midi par la Société nationale de sauvetage en mer (SNSM). Quand on lui explique qu'il a failli mourir, il n'a pas envie de le croire.

C'est vrai que c'était un beau bateau : trois sobres planches de bois pour le cadre, trois autres pour le fond, un bloc de polystyrène enveloppé dans une bâche pour le flotteur, un pied de table et une canne à pêche en guise de mât, et une

voile blanche en drap d'hôpital. Il était à genoux sur les planches, en survêtement et bonnet, à la merci des vagues.

«**PANTOUFLES**». A Calais, il est le symbole des risques, toujours plus grands, que prennent les migrants pour tenter de traverser la Manche. «Il était déçu qu'on l'ait récupéré. On lui a fait la leçon, raconte Bernard Barron, président de la SNSM locale. Il était au large de Sangatte, à 2 milles [3,6 km] des côtes, dans le chenal d'accès des car-ferries. C'est le capitaine du car-ferry P & O Spirit of Britain qui a signalé un frère esquif qui dérivait» vers le cap Gris-Nez.

Assef Husseinkhail, lui, raconte qu'il était «content» sur son bateau. «Je naviguais vers mon espoir. Je m'imaginais déjà arriver. J'avais avancé jusqu'à la mer sombre. J'avais de l'eau jusqu'aux genoux et je disais des poèmes.» Il insiste : «Je sais nager, j'ai appris dans une rivière

près de chez moi. Mon bateau n'aurait pas pu se renverser, je l'ai testé avant de le mettre à l'eau. J'ai mis vingt jours à le fabriquer. Un jour je ramassais un clou, un autre un morceau de bois. J'allais tous les jours à la plage pour construire mon bateau. Je l'avais bien caché. Les autres me traitaient de fou. Ils me disaient : "Ne pars pas." J'étais déterminé. Ah ! Si j'étais arrivé !»

Bernard Barron pense qu'il a eu de la chance. «La mer était très calme, heureusement. Il y a des courants très violents dans la Manche. Même par mer calme, il peut y avoir 50 centimètres à un mètre de creux. Il suffit qu'un pétrolier passe, et il y a des creux de 3 mètres. Ce n'est pas un lac. L'eau est à 12 °C. A cette température, on s'endort au bout d'une demi-heure dans l'eau. C'est inconscient. Autant gravir le Mont-Blanc en pantoufles.»

Risqué ? Assef écarte les bras : «Tout le monde me dit que c'était dangereux, que j'ai risqué ma vie. Mais, moi, je suis en danger tous les jours ! Ce n'est pas dangereux de vivre ici ? Il n'y a pas de toilettes. Tu ne peux pas te laver. Quand les associations [le Secours catholique, ndlr] viennent nous chercher pour les douches, on se dispute tous pour y aller. Ici, tu ne fais pas de vrais repas, un seul par 24 heures. Je suis devenu maigre.» Il montre le campement de tentes et de bâches où près de 200 Afghans vivent, juste en face du lieu de distribution de nourriture, dans le vent et la pluie, face au port. «Et ces maisons de plastique ? Tu t'imagines si l'une d'elles prend feu ? Avec ce vent ? Mais tout flambe ! Et ce n'est pas dangereux, ça ? La nuit, on dort mal. Il y a le vent, la pluie. C'est tout le temps mouillé. Tu vis dans l'eau. Tu te réveillés, tu sens des bêtes qui te courent sur le corps. Ce n'est pas une vie. Et pour aller en Angleterre, tu sais comment il faut faire ? Mon cœur ne me dit pas : "Allez Assef, va te glisser sous un camion !" Et si je tombe ? Et si je suis écrasé par le charagement ? On m'a affirmé qu'en Grèce, des gens sont morts dans un camion frigorifique ! Que raconter à mes parents ? Leur annoncer que je vais faire une chose pareille ? Ils penseraient que leur fils est fou ! Ils me diraient : "Mais prends un taxi, va en Angleterre." Tout le monde

REPÈRES

612700 1500

personnes ont déposé des demandes d'asile en 2013 dans les 44 pays industrialisés selon un rapport publié fin mars par le HCR. L'Allemagne (avec 109 600 demandes) la France (60 100) et la Suède (54 300) sont les pays européens les plus sollicités.

euros par personne. C'est la somme demandée par les passeurs turcs aux migrants qui veulent gagner l'UE. L'acheminement vers la Grèce se fait sur des embarcations vieillottes et surchargées.



Le rapport statistique publié le 21 mars par le HCR, indique que les 44 pays les plus industrialisés ont enregistré une forte hausse des demandes d'asile en 2013, en raison notamment des conflits armés ou de la situation politique dans de nombreux pays. L'Afghanistan, jadis premier pays de provenance des réfugiés, arrive désormais en troisième position, derrière la Syrie et la Russie. Parmi les principaux pays d'origine des demandeurs d'asile, on trouve aussi l'Erythrée, la Somalie, l'Irak ou encore le Pakistan. Dans les pays d'accueil, la probabilité de recevoir le statut de réfugié est plus importante pour les personnes provenant de pays en guerre.



Assef Husseinkhail, migrant de 33 ans, intercepté lundi alors qu'il tentait de rallier l'Angleterre, sur la plage de Calais, hier : «J'aimerais recommencer. Mais je sais qu'ils ne me laisseront pas.»

m'avertit : «Assef, tu n'aurais pas dû partir sur ce bateau.» Mais personne ne pense à me dire «Assef, lève-toi, ne reste pas là, chaque jour ici est dangereux, tu risques ta vie tous les jours à Calais». » Et il ne supporte pas l'image qu'il renvoie. «Les gens nous regardent. Ceux qui passent devant le campement pour la première fois sortent leur téléphone portable pour prendre une photo ou filmer, ça fait mal. Vous avez un endroit pour que les gens se reposent, pourquoi pas un lieu pour dormir ?»

PARPAINGS. Assef Husseinkhail erre entre Asie et Europe depuis quatorze ans. Commence par fuir le danger d'être enrôlé par les talibans, puis passe deux ans et demi en Iran à fabriquer des parpaings, neuf mois en Turquie dans une usine textile, sept ans en Grèce dans le bâtiment. «En Iran, les gens nous disaient : «Rentrez dans votre pays.» Un jour, cinq personnes qui vivaient en haut d'une maison en construction ont été poussées du quatrième étage. Par la police ou par d'autres gens, je ne sais pas. Elles sont toutes mortes. Quand j'ai appris ça, j'ai su que l'Iran n'était pas un pays pour moi et j'ai décidé de partir.»

A 19 ans, il coud des vêtements pendant neuf mois dans une usine textile en Turquie. Puis se fixe sept ans en Grèce. «J'ai été peintre, j'ai posé des portes et des fenêtres, du chauffage et de la clim. J'ai appris tout ça. Sans un métier, c'est

impossible. Je travaillais pour un entrepreneur du bâtiment. Il passait me chercher, me déposait, quelqu'un de bien. Un jour, il m'a annoncé : «Ali – il m'appelait Ali –, ça commence à aller mal pour nous. Je ne vais plus pouvoir t'employer, j'ai du mal à avoir assez pour nourrir ma famille.» C'était la crise économique, j'ai dû partir. Sinon, j'y serais encore. Je parle encore grec, même si j'ai un peu oublié. Je suis allé quelques mois à Paris, c'était l'hiver. Un hiver très froid, il neigeait. Je suis passé par la Croatie, la Macédoine, la Serbie, la Slovaquie, l'Italie, l'Allemagne. Quand je suis arrivé à Paris, j'ai demandé

«Tout le monde me dit que c'était dangereux, que j'ai risqué ma vie. Mais, moi, je suis en danger tous les jours !»

Assef Husseinkhail 33 ans, migrant afghan

à des Afghans la ville la plus proche de l'Angleterre, ils ont répondu «Kalass», c'est comme ça qu'on appelle «Calais» entre nous. Parfois, quand je me parle à moi-même, je me dis : «Quatorze ans que tu es dehors et tu n'as rien.» J'ai une petite sœur, je ne l'ai jamais vue. Si j'avais eu des papiers en Grèce, j'aurais pu aller et venir, rendre visite à mes parents, ma sœur. Quand je les ai au téléphone, ils me demandent : «Tu viens quand ?» Je leur réponds toujours «cette année.» Il soulève son bonnet et montre ses tempes. «Et,

cette année, j'ai commencé à avoir des cheveux blancs.»

COLLECTE. Il y a près de quinze ans, des Ukrainiens ont tenté la traversée en kayak. L'embarcation s'est retournée, l'un des deux est mort, on a retrouvé l'autre au large, accroché à une bouée qui indique les bancs de sable. «J'aimerais bien recommencer. Mais je sais qu'ils ne me laisseront pas.»

Dans les locaux du Secours catholique, les bénévoles veulent être pris en photo avec lui. Un Syrien annonce qu'il traversera à la nage. «Sa femme et sa fille sont restées là-bas. Il est prêt à tout pour arriver en Angleterre et les faire venir», dit Mariam Guerey, animatrice au Secours catholique. Elle sort de sa poche une photo de Mengs Medhane Yehdego, un jeune Erythréen de

16 ans. Il a été percuté mardi sur l'autoroute, en tentant de sauter d'un camion qui partait dans le mauvais sens.

Sur la photo en noir et blanc, qui semble rapatrié et enterré en Erythrée. Assef Husseinkhail regarde le cliché : «Elle a raison, il faut que ses parents le voient une dernière fois. Chez moi, on dit que ton enfant est ton meilleur ennemi. Parce qu'un jour, il te quitte.»

«RIEN N'A BOUGÉ DEPUIS "WELCOME"»

Dans *Welcome* (2009), le réalisateur Philippe Lioret raconte l'histoire d'un jeune Kurde sans papiers déterminé à traverser la Manche à la nage pour rejoindre son amie en Angleterre.

«Quand je suis arrivé en 2008 à Calais pour tourner *Welcome* et que j'ai vu ce qu'enduraient ces migrants sans papiers, j'ai failli renoncer, je me disais que je ne pouvais pas faire un objet commercial à partir d'un drame pareil. Ce sont les associations qui m'ont convaincu de ne pas lâcher. «Il faut que tu en fasses quelque chose, sinon ça fera une brève dans les journaux», me disaient-elles. Tout ce que je raconte dans *Welcome* est vrai, les types qui tentent de passer en camion, cachés sous les essieux et qui meurent étouffés, par exemple. C'est bien de raconter l'histoire d'Assef Husseinkhail. Mais un jeune Erythréen vient de mourir dans la région, il tentait de s'enfuir lui aussi, et personne n'en a parlé.

«Qu'est-ce qui a bougé depuis que j'ai réalisé ce film, il y a six ans ? Rien. Et pourtant, les gens dont je parle, les gens comme Assef Husseinkhail, ne sont pas des délinquants. Leur seule faute est d'être né dans des pays en guerre où ils risquent leur peau à chaque seconde. Ce sont souvent des hommes et des femmes éduqués, construits, qui n'ont simplement pas le choix. Il faudrait que nous, citoyens, on fasse juste l'effort de se demander : «Qu'est-ce que je ferais à leur place ?»

«En voyant arriver la gauche au pouvoir, j'ai été soulagé, je me suis dit que tout cela était derrière nous : l'identité nationale et tout ce qui va avec. Mais, quand j'entends Manuel Valls utiliser les mots «pragmatisme» ou «fermeté», j'ai l'impression qu'il ne sait pas de qui il parle. *Welcome* a obtenu le prix du Parlement européen. Ils m'ont applaudi, puis ils sont passés à autre chose...»

Recueilli par ALEXANDRA SCHWARTZBROD

Trois décès en 2013 et déjà six cette année ont été dénombrés.

Calais : plus de réfugiés, plus de risques

De plus en plus nombreux, de plus en plus jeunes, de plus en plus seuls. Et de plus en plus désespérés.

Il y a au moins 450 migrants candidats à l'asile au Royaume-Uni rien qu'à Calais, à en croire les chiffres de dons de repas par l'association Salam. Ils vivent dans les «jungles», dans les dunes, des squats et des campements. On croise de plus en plus d'ados au visage encore glabre et rempli d'acné. Les plus jeunes enfants seuls ont 10 ans.

Les migrants, pas tous sous l'emprise de passeurs, car pas tous assez riches pour s'en payer, sont afghans, érythréens, soudanais, égyptiens. En ce moment, une quinzaine de Syriens sont là. Et, à l'image d'Assef Husseinkhail sur son ra-deau, ils prennent de plus en plus de risques. Est-ce le fait qu'ils sont plus nombreux ? Moins riches pour payer le

de l'autre côté. Tous ne meurent pas des tentatives de passage, la frontière tue aussi, par les rivalités entre passeurs qui engendrent ou par les coups de couteau d'un trafiquant à un migrant qui tente de traverser sans son aide, sur une «chasse gardée». Un autre homme est mort d'une crise cardiaque en plein Calais, faute d'avoir eu accès à des soins et des médicaments. Les migrants sont nombreux, toujours dispersés par les CRS qui tentent d'empêcher les squats.

Incurie. Les bénévoles, eux, sont moins présents sur le terrain pour les entourer, parce que les bonnes volontés s'épuisent. L'association la Belle Étoile, pour protester contre l'incurie de l'État, a cessé de distribuer les repas de midi il y a un peu plus d'un an. Les migrants n'ont plus qu'un repas par jour – mais encore deux le week-end avec l'Auberge des migrants – et moins de contact avec les bénévoles, débordés. De plus en plus de nouveaux ignorent où sont les douches, où est la permanence

On croise de plus en plus d'ados au visage encore glabre et rempli d'acné. Les plus jeunes enfants seuls ont 10 ans.

passage ? Plus endettés ? De plus en plus se lancent, seuls ou à plusieurs, dans des tentatives désespérées. Le nombre de morts augmente. Le Calaisien Philippe Wanneau, ancien responsable d'association, qui a créé le blog Passeurs d'hospitalités, a compté trois décès en 2013 et déjà six en 2014. Deux Érythréens se sont noyés alors qu'ils tentaient de grimper dans un ferry, en nageant dans le port. Des gens ont été percutés sur l'autoroute, un jeune a perdu la vie, écrasé par un chargement, quand le camion dans lequel il se trouvait a pilé.

Rumeur. Mariam Guerey, animatrice au Secours catholique, s'inquiétait hier d'être sans nouvelles d'un groupe de Syriens, dont le téléphone ne répond plus depuis mardi soir. Une autre rumeur courait hier : mardi, un migrant serait arrivé mort

nence d'accueil des malades, perdus. Au repas du soir, la municipalité a construit une barrière pour canaliser la file d'attente. Ce détail humiliant les transforme en troupeau. On pousse, on se bouscule, certains bénévoles passent leur temps à se fâcher.

Mercredi soir, de jeunes Érythréens qui débarquaient à Calais regardaient ce spectacle, abasourdis, et refusaient d'entrer dans la file, malgré la faim. Jean-Claude Lenoir, président de l'association Salam, fulmine, lui, contre un «accueil de plus en plus scandaleux en France». «Quand on pense que c'est la gauche qui est au pouvoir, et que rien n'évolue, voire empire – la permanence des soins était à 500 mètres, elle est maintenant à 3 kilomètres –, c'est dramatique. Eux, tant que c'est la guerre dans leur pays, ils seront toujours là.»

H.S. (à Calais)



Un migrant africain, contre les barbelés qui délimitent l'enclave espagnole de Melilla, au nord du Maroc, le 1^{er} mai, jour où

A Ceuta et Melilla, la pression migratoire augmente

Le rehaussement, en 2007, du triple grillage qui sépare les deux enclaves espagnoles au Maroc n'a pas dissuadé les clandestins, qui sont de plus en plus nombreux chaque année à y tenter le passage vers l'Europe.

A l'aube de la Fête du travail, le 1^{er} mai, 600 migrants africains se regroupent près de Beni-Enzar, le principal poste frontière qui sépare le Maroc de l'enclave espagnole de Melilla. Ces hommes, jeunes, qui ont mis des mois à traverser le Sahel, n'ont rien à perdre. Après un si long voyage, il leur faut coûte que coûte franchir ce triple grillage, haut de 6 mètres et hérissé de fil barbelé, qui se dresse devant eux. En face, la garde civile, qui les a localisés à l'aide de caméras ther-



600 clandestins ont tenté le passage vers l'UE. J. BLASCO DE AVELLANEDA, REUTERS

miques depuis une bonne heure, les attend de pied ferme.

La bataille s'engage. Matraques et extincteurs d'un côté, mains nues et bâtons de l'autre. Les images prises par la TVE (la télévision publique espagnole) montrent un corps-à-corps sans merci, au milieu des cris et des coups de sifflet. Au final, bien moins nombreux, les gardes civils ne peuvent éviter que 145 Africains échappent à leur contrôle, foulent le sol espagnol aux cris de «bosa, bosa» («victoire, victoire») et rejoignent le centre de séjour temporaire pour les immigrés (Ceti) hypersaturé – 1 200 personnes pour une capacité de 400 –, d'où ils seront un jour hélicoptés vers la péninsule.

Paramilitaires. Les militaires déplorent 14 blessés. L'essentiel des Africains – meurtris par les coups et les barbelés – font marche arrière, essayant d'éviter les Forces auxiliaires marocaines, un corps de paramilitaires, qui n'hésitent pas à les passer à tabac avec une violence inouïe. Un jour prochain, les migrants retenteront l'assaut, autant

de fois que nécessaire. Hier, la police espagnole a diffusé une vidéo d'un migrant retrouvé vivant dans le moteur d'un ferry débarquant à Tarifa. Depuis l'an dernier, la pression migratoire a fortement augmenté à Melilla et Ceuta, deux villes-territoires espagnols fichés dans le nord du Maroc, la seule

Si l'on en croit les chiffres officiels, 4354 Africains ont pu franchir la barrière métallique qui sert de frontière en 2013, contre 2804 en 2012 et 1605 en 2010.

frontière terrestre de l'Union européenne en Afrique. Autour de ces enclaves, le triple grillage d'environ 12 kilomètres de long sert de frontière. C'est par là que les migrants tentent de passer. Si l'on en croit les chiffres officiels, 4354 Africains ont pu franchir cette barrière métallique en 2013, contre 2804 en 2012 et 1605 en 2010. Une hausse qui contraste avec les chiffres des deux autres voies habituelles de passage, désormais «tranquilles» : la côte andalouse, où arrivent



de moins en moins d'embarcations clandestines, et surtout l'archipel des Canaries, au sud-ouest, désormais sous contrôle policier.

En 2006, en provenance de Mauritanie et du Sénégal, les cayucos (des pirogues) déversaient 31 678 Africains sur les côtes canariennes; l'an dernier, pas plus de 104. Une telle différence s'explique par le fait que l'agence européenne de contrôle aux frontières, Frontex, y déploie un dispositif dissuasif, tout en bénéficiant d'une collaboration efficace des autorités mauritaniennes. A Ceuta et Melilla, colonies espagnoles revendiquées par le Maroc, la situation est plus délicate : Rabat refuse la présence des douaniers européens. Autre facteur aggravant, les récents conflits politiques ou catastrophes économiques – notamment au Mali et au Niger – ont poussé des milliers de Sub-Sahariens à entreprendre la très périlleuse émigration vers l'Europe. D'après le ministère de l'Intérieur espagnol, 30 000 Africains attendraient ces jours-ci en territoire marocain une bonne occasion pour rejoindre «l'eldorado européen», surtout via Ceuta et Melilla.

Casse-tête. Pour Madrid, ces deux frontières sont un casse-tête. Depuis 2007, le rehaussement du triple grillage n'a pas servi à dissuader les vocations. Le 25 avril, le gouvernement Rajoy a voté l'octroi de 2 millions d'euros pour installer une maille spéciale, supposée rendre impossible l'escalade à mains nues. L'initiative n'a fait que susciter l'indignation des ONG, dont Human Rights Watch : «Il y a toujours autant d'émigrants et cela met leur vie en péril. C'est inutile et cruel.» L'espoir du gouvernement Rajoy est d'obtenir de Rabat qu'il mette en pratique un accord hispano-marocain de 1992 – seulement ratifié en 2012 – de «*restauration des migrants*».

L'Union européenne tente également de convaincre le royaume chérifien sur ce point crucial, puisqu'il permettrait aux policiers espagnols de renvoyer immédiatement les Africains vers le Maroc. Sans succès,

pour l'instant : Rabat ne veut pas être tenu «responsable d'un problème qu'il n'a pas généré». Pour le géographe politique Xavier Ferrer Gallardo, «un terrain d'entente sera peut-être trouvé un jour. Mais si cela n'est pas accompagné d'un accès légal vers l'UE plus facile et d'une lutte plus efficace contre l'inégalité mondiale, ces flux de clandestins et leurs souffrances ne disparaîtront pas, ils se canaliseront d'une autre manière».

De notre correspondant à Madrid
FRANÇOIS MUSSEAU

Sur l'immigration, la fermeté fait consensus.

L'Union du tout-répressif

L'extrême droite et la droite populiste ont «la» solution miracle pour juguler l'immigration clandestine et elles la martèlent à l'infini en ces temps de campagne électorale : le rétablissement des frontières intérieures de l'Union. Ainsi, Nicolas Dupont-Aignan, le président de Debout la République, en octobre, au lendemain d'un énième drame au large de Lampedusa, une petite île italienne, qui a vu périr en

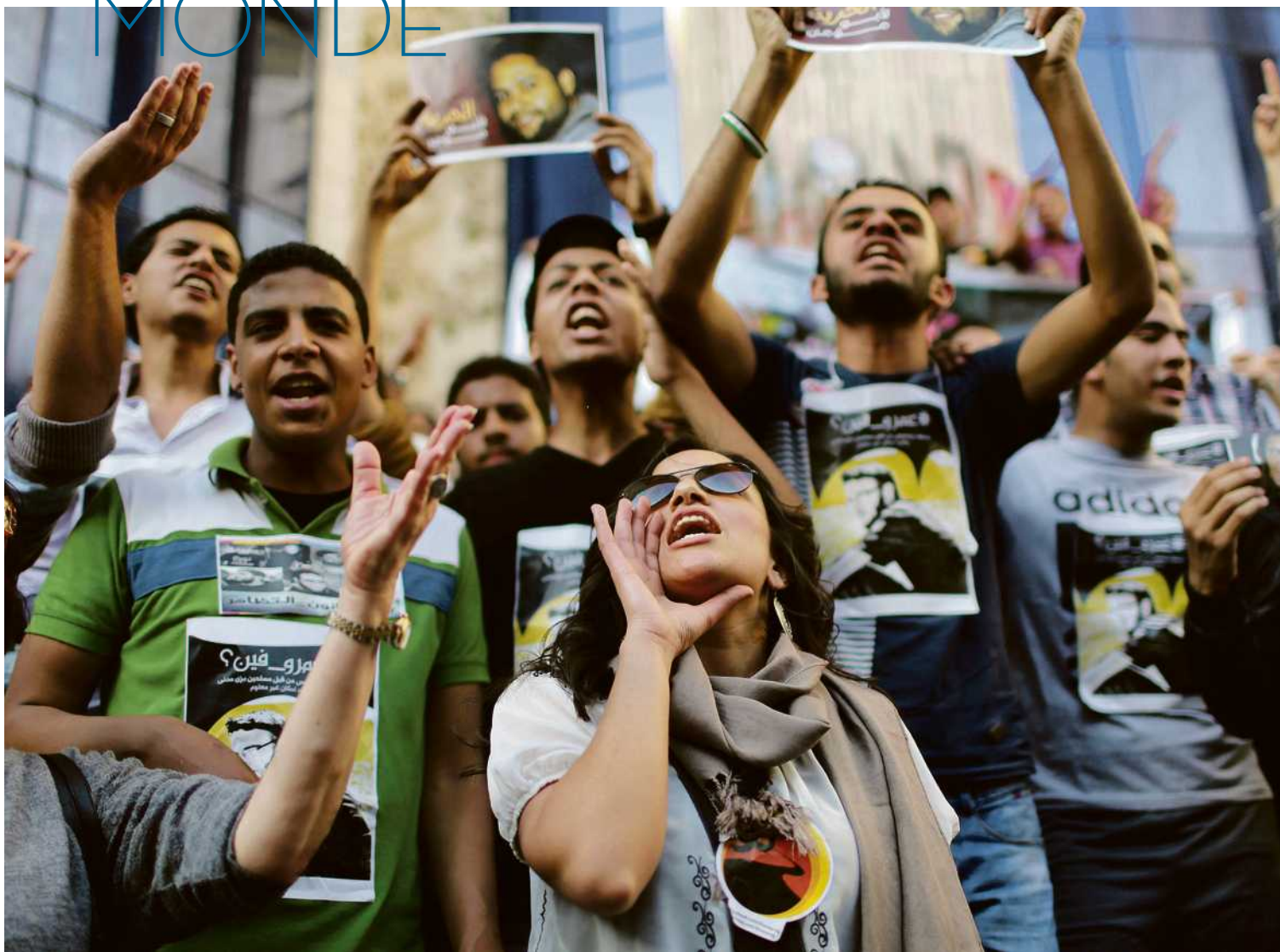
ANALYSE mer plus de 300 étrangers, a dénoncé Schengen et son espace de libre circulation qui a créé un «système fou d'appel d'air» : «En supprimant toutes les frontières intérieures à l'Union européenne, on incite obligatoirement ces pauvres malheureux à accéder à certains endroits du territoire, comme Lampedusa [...] parce que, une fois qu'ils sont entrés, ils peuvent aller partout en Europe.» Comme si l'immigration clandestine n'existait pas avant Schengen et que ce phénomène était limité à l'espace européen...

Machine. En réalité, «la pression migratoire est là pour durer», comme le souligne la Commission européenne, car l'Union est à la fois l'espace le plus riche de la planète et une zone de basse pression démographique. L'Europe ne peut donc qu'attirer des personnes qui fuient la misère, sachant qu'elles y trouveront de meilleures conditions de vie, ou qui quittent leur pays ravagé par la guerre pour un espace de paix sans équivalent dans le monde. Aucun gouvernement ne croit donc sérieusement que des policiers postés aux frontières européennes ou nationales dissuaderont les étrangers non communautaires de tenter leur chance. C'est pourquoi les institutions communautaires estiment que l'Union devrait se doter d'une véritable politique d'immigration qui ne peut en aucun cas se réduire au seul volet répressif.

Il ne s'agit évidemment pas d'ouvrir en grand les frontières, mais de gérer intelligemment les flux, de rouvrir des portes d'accès. C'est parce qu'elles sont toutes hermétiquement fermées que les étrangers non communautaires tentent leur chance et, parfois, périssent au cours de leur voyage. Ce changement de politique est d'autant plus nécessaire que l'UE va manquer de travailleurs à la fois pour faire tourner sa machine économique, mais aussi pour payer les retraites de vieux Européens qui ne font plus assez d'enfants. Mais de cela il n'est pas question : le discours, de droite comme de gauche, reste uniquement axé sur la fermeté.

Impasse. Lorsqu'on accuse l'Union de ne pas avoir une politique commune d'immigration (et d'asile), c'est inexact. Depuis 1997, elle s'est dotée d'un corpus de textes qui dessine une vraie Europe forteresse, repliée sur elle-même. Les seules voies d'entrée, outre l'asile garanti par la Convention de Genève, sont le regroupement familial et la régularisation une fois sur place. Le message envoyé par l'Union aux étrangers peut se résumer ainsi : vous n'êtes pas les bienvenus, mais si vous survivez au voyage, vous aurez une petite chance d'être régularisés. La pire des politiques qui soit puisqu'elle revient à encourager une multiplication à l'infini des Lampedusa... En dépit des appels du pied de la Commission, qui a compris que ce tout-répressif est une impasse, les gouvernements européens sont paralysés par la peur des populismes. Imagine-t-on, par exemple, la gauche française, avec un FN à 20%, assumer un virage politique sur l'immigration ? Au diapason de son opinion, elle préfère se contenter de pleurer ceux qui périssent parce qu'ils sont condamnés à la clandestinité.

De notre correspondant à Bruxelles (UE)
JEAN QUATREMER



«Tuer tout espoir, la stratégie du pouvoir»

A l'approche de la présidentielle, les révolutionnaires de 2011 sont sévèrement réprimés et les jeunes Egyptiens disent leur déception.

Par **PERRINE MOUTERDE**
Correspondante au Caire

Alors que la présidentielle des 26 et 27 mai devrait porter l'ex-maréchal Abdel Fatah al-Sissi à la tête de l'Egypte, la désillusion gagne les jeunes révolutionnaires. Ceux-ci ont pourtant contribué à la chute de l'ex-président Hosni Moubarak en 2011, puis à celle de l'islamiste Mohamed Morsi deux ans plus tard. Dès le 26 juillet 2013, Ahmed Maher, cofondateur du Mouvement du 6-Avril, faisait part de ses

craintes. Ce jour-là, trois semaines après avoir renversé Morsi, Al-Sissi, alors chef de l'armée, appelait le peuple à lui «donner mandat» pour «en finir avec le terrorisme».

«Qu'entend Abdel Fatah al-Sissi quand il parle de terrorisme ? s'alarmait le jeune activiste, fer de lance du soulèvement de 2011 contre Moubarak. Après avoir arrêté tous les Frères musulmans, ne va-t-il pas s'en prendre à nous ?»

Les faits ont donné raison aux pires craintes d'Achmed Maher. Après avoir combattu les régimes d'Hosni Moubarak, du Conseil suprême des forces armées et des islamistes, les

jeunes militants laïcs sont désormais visés par la répression menée par le nouveau pouvoir.

«DÉFAITE». Au-delà des Frères musulmans et de leurs partisans – au moins 1400 morts et 16 000 arrestations depuis l'été –, toute voix dissidente est étouffée. Le 28 avril, un juge a ainsi condamné 683 présumés islamistes à la peine de mort. Quelques heures plus tard, une autre cour décrétait l'interdiction du Mouvement du 6-Avril pour atteinte à l'image du pays et collusion avec l'étranger. «Nous sommes plus qu'un mouvement, nous

sommes une idée, qui traduit les rêves d'une partie de cette génération, a réagi le groupe. Nous poursuivons nos activités.» Ahmed Maher, 33 ans, purge aujourd'hui une peine de trois ans de prison, confirmée en appel. Il a été accusé, avec deux autres militants, d'avoir violé la loi restrictive sur les manifestations, adoptée à l'automne.

Alaa Abdel Fatah, autre figure de l'opposition laïque, vient lui aussi de passer du temps en cellule. Cent quinze jours, jusqu'à sa libération sous caution fin mars. Dans une interview au site Democracy Now!, il n'hésite plus à parler de «défaite». Un mot qu'il répète à plusieurs reprises. «La situation est très différente de lors de mes précédentes arrestations, en 2006 ou 2011. Nous sommes dans une période de défaite. Ce qui s'est passé, au moins depuis la fin juillet, est une vague contre-révolutionnaire massive. Il aurait pu y avoir une réaction forte face à cette répression, elle n'a pas eu lieu. Je ne sais pas si la révolution est terminée, mais nous avons perdu une bataille.»

Hatem Tallima, 35 ans et membre des Socialistes révolutionnaires, fait le même constat. S'ils sont ciblés par les autorités, ces militants ont aussi perdu l'appui de la rue. «Avant, la masse critique des Egyptiens était derrière nous et soutenait nos demandes – la chute des régimes dictatoriaux, davantage de justice sociale, de dignité. Ce n'est plus le cas. En trois ans, les conditions de vie se sont détériorées. Alors le peuple se dit : "Revenons à la

REPORTAGE

sécurité et à ce que nous avions avant 2011. » Dans ce contexte, les jeunes révolutionnaires se font discrets. Réunions pour faire le bilan, établir une stratégie et unir les rangs, campagnes contre la torture ou pour soutenir des ouvriers en grève... Les grandes manifestations ou les mots d'ordre radicaux, comme les appels à la chute du régime, ne sont plus à l'ordre du jour. Et mobiliser est de plus en plus difficile. « Beaucoup de jeunes sont démo-

«Les médias, qui nous présentaient comme des révolutionnaires, nous qualifient aujourd'hui de traîtres.»

Ahmed Jad 24 ans, étudiant

ralisés, constate Hatem Tallima. Tuer tout espoir, cela fait partie de la stratégie du pouvoir. Quand nous réunissons 3 000 personnes pour un événement, c'est un succès. Il y a un an ou deux, nous étions des dizaines de milliers ! » Pour Youssef el-Chazli, politologue spécialiste de l'Egypte qui a contribué à l'ouvrage collectif *Jeunes arabes* (la Découverte, 2013), cette période pourrait toutefois être propice à une maturation politique bénéfique. « Les jeunes qui étaient actifs avant 2011 et ont ensuite prolongé leur engagement sont toujours présents, observe-t-il, dans la campagne de Sabahi [l'unique rival d'Al-Sissi, ndlr] ou dans d'autres groupes numériquement faibles, mais relativement audibles. L'heure est à la réorganisation interne, à une refondation idéologique et pratique. »

«BOUILLONNEMENT». A l'approche du second scrutin présidentiel en trois ans, certains militent en effet pour Hamdine Sabahi, arrivé troisième de l'élection en 2012, notamment grâce au vote des jeunes. D'autres ont rejoint la campagne d'Al-Sissi, tel Mahmoud Badr, fondateur du mouvement Tamarod à l'origine des manifestations du 30 juin contre Mohamed Morsi. Si l'élection semble jouée d'avance, la participation devrait être l'un des enjeux du scrutin. Mi-janvier, lors du référendum sur la Constitution, les jeunes étaient peu nombreux devant les bureaux de vote. Selon des chiffres non officiels, émanant d'observateurs et cités par le *Washington Post*, seul un quart des moins de 30 ans serait allé voter. Une abstention massive qui pourrait se reproduire à la fin du mois. « Les jeunes vont contribuer à la faible participation, analyse Magued Osman, directeur de l'institut de sondage Baseera. En particulier les jeunes les moins éduqués, qui sont au chômage ou marginalisés. »

Ce n'est pas le profil d'Ahmed Jad, 24 ans. Mais lui non plus ne se rendra pas aux urnes. En plus de ses études de commerce, il tient une épicerie dans le quartier de Dokki. « J'ai cru à la révolution du 30 juin, assure-t-il. Mais depuis, l'ancien régime est revenu sur le devant de la scène, et le pouvoir a lancé cette guerre contre le terrorisme. Le régime avance dans une direction, les Frères musulmans dans une autre. Et les médias, qui nous présentaient comme des révolutionnaires, nous qualifient aujourd'hui de traîtres. Alors je me contente de suivre tout ça de loin. Je ne m'implique plus. » Marina al-Mishreki, hôteesse de l'air de 23 ans, préfère elle aussi se réfugier dans l'art et les livres plutôt que de suivre la politique. « Après toutes ces années, c'est toujours le pouvoir qui définit ce dont le peuple a besoin. Il y a eu trop de mensonges, il n'y a pas de confiance entre les jeunes et les politiques. J'aimerais aller voter mais je ne suis convaincue par aucun des candidats. »

La volonté de changement de ces jeunes, politisés par la révolte de 2011, n'a toutefois pas complètement disparu. Selon Youssef el-Chazli, elle s'est reconvertie dans des luttes

moins ouvertement « politiques ». « Il suffit de suivre le bouillonnement culturel à Alexandrie ou au Caire, ou la cristallisation de revendications féministes, énumère-t-il. On peut dénicher "l'esprit révolutionnaire" un peu partout dans l'espace social. »

Conscients de l'importance du vote des jeunes – 60% des Egyptiens ont moins de 30 ans –, les deux candidats tentent de conquérir leurs voix. Sabahi a promis, s'il est élu, d'annuler la loi sur les manifestations. Al-Sissi, lui, a affirmé que la jeunesse constituait « l'avenir et l'espoir du pays », et lancé une section de jeunes au sein de sa campagne – dirigée par un homme de 53 ans.

Rien qui ne fera revenir Nour el-Dine Mahmoud, parti étudiant en France en août. « Je n'ai aucune envie de rentrer en Egypte, lâche-t-il. La période est très déprimante. Franchement, je ne vois pas quel rôle les jeunes peuvent jouer aujourd'hui. Beaucoup de mes amis cherchent à partir. »

REPÈRES

«L'armée ne jouera pas de rôle au pouvoir en Egypte si je suis élu président à la fin du mois.»

Abdel Fatah al-Sissi lundi, dans une allocution télévisée

LA PRÉSIDENTIELLE

Elle doit se tenir les 26 et 27 mai. Abdel Fatah al-Sissi, ancien chef de l'armée et homme fort du pouvoir depuis l'éviction du président Morsi en juillet, est le grand favori. Il affrontera Hamdine Sabahi (gauche), déjà candidat en 2012.

15 000

partisans de l'ex-président Morsi ont été emprisonnés depuis le 3 juillet 2013, selon les organisations de défense des droits de l'homme.

Le gouvernement intérimaire qu'Al-Sissi a installé mène une implacable répression contre les partisans de Morsi, seul chef de l'Etat jamais élu démocratiquement en Egypte, et contre la confrérie des Frères musulmans qui avait remporté toutes les élections après la chute de Hosni Moubarak en 2011.

Le 12 avril au Caire, des jeunes du Mouvement du 6-Avril réclament la remise en liberté d'activistes.

PHOTO ASMAA WAGUIH, REUTERS

DEMAIN EN KIOSQUE



avec

MONDE D'une Corée à l'autre, au périple de sa vie
FRANCE Le 36 au trente-sixième dessous
IDÉES Entretien avec le linguiste Raffaele Simone
CULTURE Le Greco, étoile de Tolède
NEXT Microbrasseries, ça mousse et ça pousse

...et toute l'actu !

Gao Yu, la mémoire broyée de Tiananmen

La journaliste chinoise, qui entendait commémorer le massacre de 1989, a été arrêtée et forcée à des excuses publiques à la télévision.

Par **PHILIPPE GRANGEREAU**
Correspondant à Pékin

Gao Yu, une célèbre journaliste d'investigation qui avait mystérieusement disparu de chez elle le 24 avril, a soudain reparu hier soir... sur les écrans de la télévision d'Etat. Filmée assise sur une chaise en fer dans une salle d'interrogatoire capitonnée d'un centre de détention, la journaliste âgée de 70 ans déclare sur un ton hésitant et monocorde : «*Je considère que mes actions ont porté atteinte aux intérêts nationaux, et que c'était très mal. J'accepte sincèrement et sérieusement d'apprendre cette leçon, et je veux avouer mon crime.*» La voix caractéristique de la captive est reconnaissable, mais il est difficile de se rendre compte de son état d'épuisement après une douzaine de jours d'interrogatoire. Ses amis jugent néanmoins que «*d'incroyables pressions*» ont été nécessaires pour «*extorquer ces aveux*» à cette femme de tête. A un mois du 25^e anniversaire de la répression du mouvement démocratique de Tiananmen, les 3 et 4 juin 1989, les disparitions et arrestations de dissidents déterminés à commémorer cet événement officiellement proscrit des mémoires se multiplient. «*On s'attend dans les*

«Nous ne devons jamais permettre la dissémination d'opinions qui s'opposent aux théories du Parti ou à sa ligne politique.»

Extrait du «Document numéro 9» qui établit les principes du pouvoir pour les dix ans à venir

semaines qui viennent à des centaines d'arrestations et mises en résidence surveillée», rappelle un opposant. Mais le pouvoir veut aussi montrer qu'il peut faire plier les plus indociles, en mettant en scène leurs aveux publics. L'opposante septuagénaire a été arrêtée alors qu'elle devait se rendre à une cérémonie-débat sur les évé-

nements de Tiananmen organisée clandestinement dans un appartement de Pékin par 13 dissidents. La réunion a eu lieu le 26 avril mais, depuis, tous les participants ont disparu, ont été détenus ou bien placés en résidence surveillée. Parmi eux, l'écrivain Liu Di, le professeur de cinéma Hao Jian, un professeur d'université et un chercheur de l'Académie de sciences. Présent également, Pu Zhiqiang, avocat du célèbre artiste iconoclaste Ai Weiwei et ancien leader étudiant de Tiananmen, a pour sa part été inculpé sous un chef d'accusation passe-partout : «*xunxin zishi*» («fauteur de troubles»). Des rafles de militants sont aussi en cours dans d'autres villes, selon une source dissidente.

RÉCIT

CHÂTIMENT. Lauréate du prix mondial de la liberté de la presse de l'Unesco (en 1997) et de deux autres prix internationaux, Gao Yu est accusée de divulgation de secrets d'Etat – un chef d'accusation fréquemment utilisé comme prétexte pour emprisonner les opposants. Elle avait déjà été condamnée pour ce «crime», en 1993, à six ans de prison. Elle avait été incarcérée une première fois en 1989, pendant quinze mois, juste après la répression par l'armée du mouvement étudiant de Tiananmen, auquel elle avait participé. L'irruption de plusieurs régiments et de chars pour «nettoyer» ce que les autorités ont qualifié de «mouvement contre-révolutionnaire», dans la nuit du 3 au 4 juin

1989, s'était soldée par la mort d'un millier de personnes à Pékin. Depuis, parler des événements de Tiananmen est devenu tabou en Chine, où le Parti communiste orchestre une sorte d'amnésie collective au sujet de ce massacre. La journaliste Gao Yu risque une lourde peine, et son humiliante prestation face aux caméras de la




Gao Yu, 70 ans, est accusée d'avoir divulgué un «document secret» en août. PHOTO KIN CHEUNG/AP

télévision d'Etat s'explique peut-être, aussi, par une volonté désespérée de mitiger son châtimement. Selon l'agence de presse Chine nouvelle, elle est accusée d'avoir divulgué, en août, «l'intégralité d'un document secret» du Parti communiste à des «sites étrangers». La police, qui n'en a pas dit davantage, fait probablement référence au fa-

meux Document numéro 9 du Comité central, dont le contenu a fuité. Le président chinois Xi Jinping est, selon une source informée, le principal auteur de ce document programmatique qui déclare la guerre à la démocratie et aux droits de l'homme. «*Nous ne devons jamais permettre la dissémination d'opinions qui s'opposent aux*

théories du Parti ou à sa ligne politique, ni la publication de points de vue contraires à ceux des dirigeants», lit-on dans ce texte de référence pour les dix ans à venir. Xi Jinping identifie sept «périls», parmi lesquels «la démocratie constitutionnelle occidentale», les «valeurs universelles» des droits de l'homme, la «société civile», la «liberté de la presse», le «néo-libéralisme». Le septième péril, «la critique des erreurs historiques du Parti», est sans doute le plus significatif, car c'est celui sur lequel le pouvoir se sent le plus vulnérable.

À VIF. Nombre d'épisodes peu glorieux du passé, dont le rappel est interdit, entrent dans cette catégorie. Ainsi, la «grande famine» provoquée par la politique de Mao, qui, en 1958-1962, a fait 45 millions de morts. Mais c'est la mémoire de l'écrasement sanglant du «printemps de Pékin» de juin 1989 qui reste le plus à vif, car des dizaines de millions de Chinois peuvent encore en témoigner. Pour en éteindre le souvenir, le Document numéro 9 appelle à «purifier l'Internet et l'environnement dans lequel se forme l'opinion publique» ainsi qu'à «innover dans nos stratégies de gestion et nos méthodes». L'aveu cathodique en fait sans doute partie. 

REPÈRES

Dans la nuit du 3 au 4 juin 1989, l'armée chinoise entre dans Pékin pour réprimer le mouvement démocratique lancé plus d'un mois avant, place Tiananmen. Un millier de personnes sont tuées dans la capitale et des centaines d'autres dans les villes où la protestation s'est répandue.

«Les arrestations sont malheureusement monnaie courante à cette époque de l'année.»

Reporters sans frontières hier, à propos de l'anniversaire de Tiananmen

«La Chine compte des dizaines de milliers de prisonniers d'opinion.»

Nicholas Bequelin chercheur sur l'Asie pour l'ONG Human Rights Watch

Un Musée du 4-juin, consacré à la répression de Tiananmen, a ouvert ses portes en avril à Hongkong. On peut y acheter des clés USB racontant l'histoire du mouvement. Elles sont faciles à dissimuler aux douaniers chinois, souligne le musée.

L'HISTOIRE

QUAND LA VENUE DU PAPE ATTISE LA «HAINE»

A deux semaines de l'arrivée du pape en Israël, la multiplication des actes de vandalisme islamophobes et antichrétiens devient embarrassante pour les autorités locales, qui dénoncent des «crimes de haine». Ces provocations s'inscrivent dans ce que leurs auteurs appellent «le prix à payer». Les agressions de colons extrémistes et d'activistes de la droite dure se sont intensifiées ces derniers mois contre des Palestiniens, des Arabes israéliens ou encore l'armée israélienne. Mercredi, des graffitis «Mort aux Arabes et aux chrétiens» ont également été tagués sur un bâtiment du Vatican, tout près de la vieille ville de Jérusalem.

LES GENS



CONTRE BOKO HARAM, JONATHAN ET LA MÉTHODE COUÉ

«Je crois que l'enlèvement de ces jeunes filles marque le début de la fin du terrorisme au Nigeria.» Goodluck Jonathan, le chef de l'Etat nigérian, s'est montré bien optimiste, hier, en évoquant le rapt de plus de 200 lycéennes par Boko Haram. Comme le président Obama, Jonathan estime que cet enlèvement de masse «pourrait aider à mobiliser la communauté internationale» contre la secte islamiste. Par le passé, les autorités nigérianes –très critiquées pour leur incapacité à juguler l'insurrection islamiste qui a fait plusieurs milliers de morts en cinq ans– ont régulièrement refusé la coopération sécuritaire internationale. PHOTO AFP

3 000 soldats français déployés au Sahel

DÉFENSE Jean-Yves Le Drian a détaillé, hier, le nouveau dispositif contre-terroriste dans la région.

Paris a annoncé hier vouloir entreprendre dès cet été une vaste réorganisation de l'armée française dans la région du Sahel et du Sud-Sahara avec le déploiement sur place de quelque 3000 hommes qui auront pour mission de lutter contre le terrorisme. Ce nouvel engagement intervient alors qu'un huitième militaire de l'opération Serval a été tué mercredi soir dans le nord du Mali et que deux autres ont été blessés et évacués sur Gao.

Marcel Kalafut, 26 ans, d'origine slovaque et sergent au deuxième régiment étranger de parachutistes de Calvi, a trouvé la mort lorsque son véhicule a sauté sur un engin explosif à une vingtaine de kilomètres de Tessalit, a indiqué le ministère de la Défense dans un communiqué. Les militaires français étaient engagés dans une mission de sécurisation des portes du massif de Tighar-ghar.

«**Traffic**», Le nouveau déploiement, à partir du Mali, dans la «bande sahélo-saharienne» apparaît comme une nouvelle phase de l'opération Serval. Selon le ministre français de la Défense, elle succède à la phase actuelle qui est «en train de se terminer» et qui apparaissait comme une guerre frontale

Ces militaires resteront «le temps qu'il faudra», sans «date limite», a indiqué le ministre de la Défense.

contre les groupes jihadistes. «Nous sommes en train de nous réorganiser pour avoir une conception régionale du contre-terrorisme. [...] Sur le Mali, maintenant, les forces des Nations unies sont là, l'armée malienne se reconstitue [...] et notre rôle à nous, c'est



A Gao, dans le nord du Mali. PHOTO SÉBASTIEN RIEUSSEC. AFP

de poursuivre le contre-terrorisme, non seulement au Nord-Mali mais aussi au Nord-Niger [...] et au Tchad. Nous sommes en train de réorganiser notre dispositif pour que 3000 militaires français soient présents

dans cette lutte contre le terrorisme», a expliqué Jean-Yves Le Drian. Ces militaires resteront «le temps qu'il faudra», sans «date limite», dans cette «zone de dangers et de trafics en tout genre», a-t-il poursuivi.

Dans le nord du Mali, les effectifs seront ramenés comme prévu à 1 000 hommes et seront concentrés, «sur la durée, à Gao essentiel-

lement». Au plus fort de l'opération Serval, au printemps 2013, le contingent français a compté près de 5000 hommes.

Collaboration. La nouvelle stratégie française vise à frapper les groupes islamiques, qui, profitant de la porosité des frontières entre le sud de la Libye, le nord du Tchad et le Niger, s'infiltrèrent dans la région. Elle prend en compte aussi la situation au Nigeria : Paris a proposé au gouvernement d'Abuja la collaboration de ses services de renseignements pour lutter contre Boko Haram et aider à récupérer les 200 jeunes filles kidnappées par le groupe islamiste.

Service Etranger

VU DE MOSCOU

Par ÉTIENNE BOUCHE

Le Kremlin s'applique à rejouer la lutte antifasciste en Ukraine

Il faut prêter attention à la quantité d'affiches annonçant le Jour de la victoire pour mesurer l'importance des commémorations de la Seconde Guerre mondiale en Russie. Orgueilleux et solennel, le défilé militaire qui se tient aujourd'hui sur la place Rouge célèbre une page sacrée du passé national : la victoire, très coûteuse, de l'URSS sur l'Allemagne nazie. Que le pouvoir russe convoque la mémoire de la «Grande guerre patriotique» pour conforter l'unité nationale n'a rien de surprenant. Sauf que cette année, l'hommage à la victoire de 1945 se déroulera dans un contexte singulier. Depuis plusieurs semaines, les références à la guerre se multiplient dans l'espace public pour commenter la crise ukrainienne.

Quand le président ukrainien Viktor Ianoukovitch a été renversé, les responsables politiques russes ont dénoncé un coup d'Etat orchestré par des fascistes, pointant du doigt systématiquement l'influence de certains nationalistes radicaux sur la place de l'Indépendance. Depuis, Moscou n'a pas de mots trop forts pour exprimer son hostilité à l'égard des nouvelles autorités de Kiev et condamner l'enlèvement du pays. Sans oublier d'accuser les Européens de cécité sur la propagation de «l'idéologie fasciste» en Ukraine. La politique russe en Crimée a ainsi été en partie justifiée par la lutte contre les *banderovtsi*, terme en vogue qualifiant les nationalistes qui, selon le Kremlin, se rangent derrière la figure de Stepan Bandera. Ce chef du mouvement nationaliste ukrainien au milieu du XX^e siècle est un héros national pour les Ukrainiens de l'Ouest et un collaborateur nazi pour l'Ukraine russe. Si certains activis-

tes pro-Kiev n'ont rien de colombes immaculées, Moscou a le point Godwin facile. Afin de discréditer le nouveau pouvoir et de fabriquer un consensus national sur la crise, les responsables russes y vont franchement. Après le drame d'Odessa (dans l'est de l'Ukraine) où 38 pro-Russes sont morts dans un incendie déclenché suite à de violents affrontements, le 2 mai, le président de la Douma, Sergueï Narychkine, a estimé qu'un «génocide» était à l'œuvre en Ukraine. La diplomatie russe a également rendu public un «livre blanc» recensant les atteintes aux droits de l'homme commises par des «forces nationalistes, extrémistes et néonazies». Des photos de la Seconde Guerre mondiale figurent dans le rapport.

Dans ce contexte, Vladimir Poutine a promulgué une loi contre la «réhabilitation du nazisme». Et à Moscou, des rumeurs médiatiques annoncent le président russe en Crimée le jour des commémorations. La chancelière allemande, Angela Merkel, a déclaré qu'il serait «dommage qu'une telle journée soit utilisée dans un tel contexte de tensions pour organiser une parade». Interrogé sur le sujet, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, est resté évasif : «Pour l'instant, ce qui est prévu est la participation du Président à la parade à Moscou.»

Par ailleurs, les séparatistes pro-Russes ont déclaré hier qu'ils maintenaient le référendum annoncé pour dimanche sur une «déclaration d'indépendance» de la «république» autoproclamée de Donetsk dans l'est de l'Ukraine. La veille, Vladimir Poutine leur avait pourtant demandé de reporter ce référendum. ◆

C'EST POUR VOUS **france culture**

CULTURES MONDE LE MAGAZINE SANS FRONTIÈRES

FLORIAN DELORME DU LUNDI AU VENDREDI / 11H-12H

AVEC LA PARTICIPATION CHAQUE VENDREDI D'UN JOURNALISTE DE LIBÉRATION

en partenariat avec **Libération** **franceculture.fr**

Mohamed Mechmache,
le 25 avril à Pantin,
en Seine-Saint-Denis.

revoit Duflot au ministère du Logement et de l'Égalité des territoires : « On a pu discuter de cet accrochage et construire quelque chose de plus sain. » Six mois plus tard, sa présence aux européennes est décidée, puis officialisée en février. S'il a choisi de dire oui aux écologistes, c'est parce qu'« avec eux », estime-t-il, « on ne parle pas à notre place ». Et, à ceux qui s'étonnent de le voir avec les Verts, il répond : « L'écologie n'est pas réservée aux bobos ! On voudrait bien nous aussi avoir accès au bio. La malbouffe, les problèmes de santé, d'équipement, de logement, on les vit tous les jours. »

Lors du lancement de la campagne des écologistes, début avril à Toulouse, Mechmache était resté discret. Avec quelques proches, il observait cette bande de copains bruxellois emmenés

«Ce qui se passe dans nos quartiers se passe dans d'autres quartiers européens.»

Mohamed Mechmache

par José Bové. Un choc de cultures. Mais le voilà bien plus à l'aise. Avec ses thèmes de campagne choisis, à commencer – sans surprise – par la « lutte contre les discriminations ». « Ce qui se passe dans nos quartiers se passe dans d'autres quartiers européens », insiste-t-il. Il revient aussi régulièrement sur l'aide alimentaire mise en péril sous la dernière mandature européenne. Et, comme ce jour-là à Montpellier, sur l'impossibilité pour les petites associations d'obtenir des subventions estampillées « UE » : dossiers trop lourds, paiements trop longs... « C'est un labyrinthe sans nom ! Faut avoir de la trésorerie d'avance, ils paient trois ans après », fait remarquer Khalid El Hout, de l'association Justice pour le Petit-Bard, du nom d'un autre quartier populaire de Montpellier. Mechmache sort deux propositions : « Il faut un guichet unique au niveau des régions, et l'Europe doit avoir une ligne budgétaire pour créer un fonds d'interpellation qui aiderait ces associations à monter un dossier pour obtenir ces subventions. »

GRIEF. Vice-président du comité de quartier la Paillade, Rachid Khaddouchi insiste, lui, sur le décalage entre ce que fait l'Europe et son image dans les quartiers. « Combien de bâtiments ont vu le jour ici et ont été financés par l'UE ? Et combien de gens le savent ? interroge-t-il. Les gens voient surtout des Polonais et des Roumains sur les chantiers et se disent malheureusement qu'on leur pique leur boulot. » Il a un autre grief : « Euro-news, c'est même pas sur la TNT ! Franchement, ça coûte quoi de le mettre ? » Venu de Valence, Samir Ben Saadi regrette, lui, les conditions pour bénéficier des programmes Erasmus : « Les jeunes qui sont hors du système n'ont pas accès à ce programme. On compte sur Mohamed pour porter ça demain ! » Mechmache sourit. Presque gêné. Il sait que, faire voter pour l'Europe dans les quartiers, c'est très compliqué. Chez lui, en Seine-Saint-Denis, l'abstention avait atteint 67% en 2009. Huit points au-dessus de la moyenne nationale. ◆

Avec la proportionnelle, nombre de partis ouvrent leurs listes à des non-politiques.

Européennes : la satiété civile

C'est devenu une habitude : à chaque élection européenne, les partis truffent plus ou moins leurs listes de « candidats de la société civile ». Parce que « s'ouvrir » à des non-professionnels de la politique permet de ripoliner à peu de frais son image en ces temps de défiance à l'égard des élus. Parce que le mode de scrutin – proportionnelle à un tour – garantit à certains d'être élus. Donc d'accepter de venir et non de figurer simplement sur la photo.

Cette année, c'est au PS qu'on trouve la « personnalité » la plus médiatique. Fin 2013, le PS a réussi à convaincre Edouard Martin, ex-syndicaliste CFDT des ArcelorMittal de Florange (Moselle), d'aller batailler en première ligne dans le Grand Est. Et peu importe s'il avait dénoncé les « trahisons » de Hollande et du gouvernement sur la fermeture du dernier haut-fourneau français. De leur côté, les écologistes n'ont pu réserver cette fois-ci qu'une place éligible – Mohammed Mechmache (lire ci-contre) –, mais ont attiré des leaders de luttes locales sur leurs listes comme Julien Durand (Grand Ouest), l'un des meneurs de la lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, ou Michel Kfoury (Nord-Ouest), président de l'association qui combat en Picardie la « ferme des 1000 vaches ». Au centre, UDI et Modem sont aussi partis à la pêche. Ils ont ferré le directeur des affaires européennes de Radio France, Quentin Dickinson, numéro 2 dans l'Est. La directrice du think tank Confrontations Europe, Carole Ulmer, est candidate dans le Nord-Ouest et Stephen Boucher, membre de la Fondation européenne pour le climat, tout comme Laurence Maillart-Méhaignerie, chef d'entreprise, se présente dans le Grand Ouest.

Bénévole. Mais les partis de la société civile sont en réalité les petites formations. A Nouvelle Donne, par exemple, seul le fondateur, Pierre Larrouturnou (ex-Vert et ex-PS), est un politique. Mais aucune des têtes de liste de sa formation créée il y a quelques mois ne provient de la politique partisane. On y retrouve Isabelle Maurer, 51 ans et bénévole associative, qui avait interpellé Jean-François Copé en octobre 2013 sur le plateau de France 2. Ou encore Jean-Baptiste Coutellis, chercheur en biologie, Joseph Boussion et Laurence Danieau, qui se présentent comme « citoyens engagés », Arthur Devriendt, cadre dans la fonction publique territoriale...

Corinne Lepage, élue en 2009 à Strasbourg avec le Modem, mise aussi sur des non-politiques pour tirer ses listes « Europe citoyenne ». Avec une tête d'affiche : Marie-Odile Bertella-Geffroy, vice-présidente du tribunal de grande instance de Paris, spécialisée dans les dossiers de santé publique et notamment celui de l'amiante. Elle est numéro 3 en Ile-de-France.

Site. Autre petit parti obligé d'aller piocher dans la société civile pour faire des listes : Debout la République, du député souverainiste Nicolas Dupont-Aignan. Lui a offert la tête de liste en Ile-de-France à Dominique Jamet, journaliste et écrivain, directeur et cofondateur, avec Robert Ménard maire d'extrême droite de Béziers, du site Boulevard Voltaire, classé à l'ultradroite.

L.A. et A.Ve.

REPÈRES

Les élections européennes se dérouleront du 22 au 25 mai dans les 28 pays de l'UE. En France, le scrutin est fixé au dimanche 25 mai. Les 74 eurodéputés français seront élus à partir de huit « euréglions » pour un mandat de cinq ans.

«Le débat ainsi organisé entre leaders nationaux va ramener inévitablement une émission, dont l'enjeu doit être l'élection européenne, à une dimension nationale.»

Jean-Christophe Cambadélis premier secrétaire du PS, qui propose de céder sa place à l'Allemand Martin Schulz, lors du débat du 22 mai sur France 2 qui doit réunir les chefs de partis français

16

C'est le nombre d'eurodéputés Europe Écologie-les Verts actuellement en poste au Parlement de Strasbourg.

ABONNEZ-VOUS

à l'offre **INTÉGRALE**

Libération

Chaque jour

le quotidien, livré chez vous avant 7h30 par porteur spécial* du lundi au vendredi

Chaque samedi

le «quotidien magazine» 64 pages d'information, de réflexion, de découverte et de plaisir.

+ 24h/24 et 7j/7

tous les services et contenus numériques en accès libre

+ Les appli iPhone & iPad

(compatibles Android) Libé en format numérique + de nombreux contenus enrichis (vidéo, galerie photo, info en temps réel)

+ Chaque mois

Next, le mensuel Cinéma, musique, mode, arts, design & archi...



SANS ENGAGEMENT DE DURÉE

= 23€ par mois*
au lieu de 48€

Abonnez-vous Libération

A découper et renvoyer sous enveloppe affranchie à Libération, service abonnement, 11 rue Bérenger, 75003 Paris. Offre réservée aux particuliers, si vous souhaitez vous abonner en tant qu'entreprise merci de nous contacter.

Oui, je m'abonne à l'offre intégrale Libération. Mon abonnement intégral comprend la livraison de Libération chaque jour par portage** + tous les suppléments + l'accès permanent aux services numériques payants de Libération.fr + le journal complet sur iPhone et iPad (formule « web première » incluse).

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Téléphone _____ E-mail _____ @

☐ **Règlement par carte bancaire.** Je serais prélevé de **23€ par mois** (au lieu de 48€, prix au numéro). Je ne m'engage sur aucune durée, je peux stopper mon service à tout moment.

Carte bancaire N° _____ Cryptogramme _____ Date _____

Expire le _____ mois _____ année _____ les 3 derniers chiffres au dos de votre carte bancaire

☐ **Règlement par chèque.** Je paye en une seule fois par **chèque de 276€** pour un an d'abonnement (au lieu de 586,20€, prix au numéro).

Vous pouvez aussi vous abonner très simplement sur : <http://abo.liberation.fr>

* Tarif garanti la première année d'abonnement. ** Cette offre est valable jusqu'au 31/12/2014 exclusivement pour un nouvel abonnement en France métropolitaine. La livraison du quotidien est assurée par porteur avant 7h30 dans plus de 500 villes, les autres communes sont livrées par voie postale. Les informations recueillies sont destinées au service de votre abonnement et, le cas échéant, à certaines publications partenaires. Si vous ne souhaitez pas recevoir de propositions de ces publications cochez cette case ☐

Conception : OCTETRO conseil

AP0035

«Je criais, les passagers ont fait leur chemin»

La femme agressée sexuellement dans le métro lillois fin avril par un homme alcoolisé reste toujours indignée par la léthargie des témoins. Une information judiciaire visant ceux-ci a été ouverte.

Par **STÉPHANIE MAURICE**
Correspondante à Lille
Dessin **CHLOÉ POIZAT**

Une jeune femme laissée seule dans une rame de métro avec son agresseur, par des passagers qui préfèrent tourner les talons. La vidéosurveillance a été sans pitié pour cette lâcheté ordinaire. «*Ils montent dans l'autre wagon ostensiblement, c'est très clair*», précise le procureur de la République de Lille, Frédéric Fèvre, qui a ouvert une information judiciaire pour non-assistance à personne en danger. La scène a choqué jusqu'aux policiers de la Sûreté publique, qui en ont pourtant vu d'autres, et a ému la France, crispée de se voir si égoïste dans ce miroir.

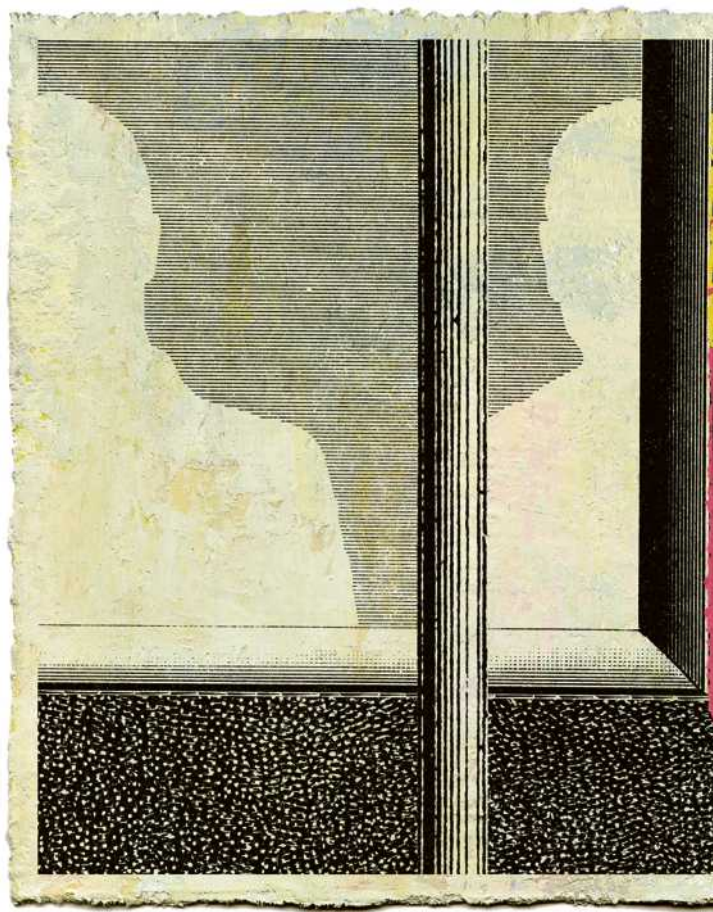
C'était le mardi 22 avril, vers 22h30, à Lille, dans le quartier du centre hospitalier régional. Cécile, 29 ans, a dîné avec sa belle-sœur, elle rentre chez elle, à Tourcoing. La station CHR-Calmette, qu'elle emprunte, est en bout de ligne, et aérienne. Le métro lillois est entièrement automatisé, sans conducteur.

Au rez-de-chaussée, des jeunes désœuvrés s'alcoolisent. Aucun employé de Transpole, la société qui gère le réseau, en vue. Elle passe devant eux, un jeune l'alpague, rapporte l'avocat de Cécile, M^e Michel Lokamba. Elle se dégage, il la menace, une bouteille de vodka à la main : «*Je vais te violer, je vais appeler mes frères et ils vont te niquer*.» Abdelnour Benaïcha a 19 ans, vient de se fâcher avec sa petite amie, et est pas-

sablement saoul. «*Il est très défavorablement connu des services de police pour des vols avec violence*», précise Frédéric Fèvre. Il suit Cécile dans l'escalator qui la mène au quai. Ce sont les premiers at-touchements, fesses, seins, hanche. Il l'embrasse, sur la joue, le front, elle se défend. L'altercation se poursuit sur le quai, où attendent déjà une dizaine de passagers. Des hommes, des femmes, de tous les âges. «*Ils regardaient, c'est tout*», témoigne Cécile. «*Je me suis approchée d'un homme, il ne m'a même pas défendue, il avait son walkman sur les oreilles et faisait comme si rien ne se passait*.» Ce n'est qu'à la station suivante qu'elle réussit à s'enfuir à l'extérieur, à arrêter une voiture en se précipitant au-devant d'elle. Benaïcha tente de l'en extraire, se bagarre avec le conducteur, avant d'être maîtrisé par deux vigiles du poste de sécurité de l'hôpital, à proximité. Jugé en comparution immédiate, le jeune Marocain prend dix-huit mois de prison ferme et une interdiction de séjour de deux ans sur le territoire français.

RÉCIT

HORAIRES ALLONGÉS. A la CGT Transpole, l'affaire est l'occasion de rappeler qu'on préférerait des embauches plutôt que des caméras qui n'empêchent pas les agressions. «*Avant, on concentrait tous les effectifs de nuit sur Lille, où fonctionnaient les lignes les plus tardives*», regrette Mohamed Fahri, secrétaire général CGT. «*Maintenant, l'ensemble des bus de la métropole sont avec des horaires allongés, mais nous avons toujours les mêmes moyens*.»



Au téléphone, Cécile a encore la voix toute chose. Raconte qu'elle a perdu deux kilos depuis l'affaire. Qu'elle marche autant qu'elle peut, plutôt que de reprendre le métro. Surtout, elle est toujours aussi indignée par l'attitude des gens, ce soir-là. «*Il ne faut pas qu'on dise des bêtises, ils ont tout entendu. Je criais "bouge de là, je ne te connais pas, je veux rentrer chez moi"*» Non, ils ont fait leur vie, leur chemin, c'est tout.

Le procureur de la République est moins affirmatif. «*Le problème est double :*

A Lille, d'après les bandes de vidéosurveillance, «on pouvait croire qu'il s'agissait d'un couple qui se disputait», explique une source interne à Transpole. Les images sont muettes, on n'entend pas les appels au secours.

d'abord, est-ce que les personnes ont conscience de l'agression ? Ensuite, l'infraction de non-assistance à personne en danger est difficile à qualifier : on a l'obligation d'agir si on peut le faire sans risque pour soi-même.» Frédéric Fèvre donne un exemple : un homme se noie dans la Seine, la personne sur la rive qui pourrait l'aider ne sait pas nager : la non-assistance ne peut être invoquée.

A Lille, d'après les bandes de vidéosurveillance, «on pouvait croire qu'il s'agissait d'un couple qui se disputait», explique une source interne à Transpole. Les images sont muettes, on n'entend pas les appels au secours de la victime, un élément à charge. Ensuite, l'homme est

armé d'une bouteille, il est potentiellement dangereux. Il faudra évaluer le risque que couraient les passagers. Les policiers ne sont pas au bout de leur peine. Pour l'instant, personne n'a été identifié, ni ne s'est présenté de façon spontanée au commissariat.

FACTEURS CULTURELS. Le débat sur la non-assistance à personne en danger en vaut cependant la peine. Le psychiatre et criminologue Roland Coutanceau (1) n'est pas surpris par la réaction

des passagers lillois. Il y voit un effet de groupe : «*Le fait qu'autour de soi personne ne bouge renforce la passivité. Si une seule personne avait agi, elle aurait sûrement trouvé deux ou trois passagers pour l'aider*.» L'absence de réaction est aussi renforcée par des facteurs culturels, selon lui. Les Etats-Unis valorisent l'autodéfense, armes à feu à l'appui, à l'inverse de la France. «*Nous ne favorisons pas l'intervention des gens, nous avons plutôt tendance à dire "ne jouez pas aux héros, appelez la police"*». Il faut que notre société s'interroge sur cette question.

A Lille, personne n'a eu le réflexe de dégainer son portable, ou d'appuyer sur le bouton des interphones, disponibles dans les rames et sur les quais, pour alerter la sécurité. ♦

(1) Auteur d'un ouvrage récent «*Faut-il être normal ?*» aux éditions Michel Laffont.



Dans la majorité des cas, la passivité est difficile à établir par la justice.

La non-assistance à personne en danger, casse-tête pénal

La non-assistance à personne en danger n'est pas un délit fréquemment poursuivi, encore moins condamné. Définie par l'article 223-6 du code pénal, elle est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende. «*Sa particularité est d'être une infraction d'abstention. On ne reproche pas à quelqu'un d'avoir commis un acte – avoir donné la mort, avoir volé – mais au contraire le fait de ne pas avoir agi*», explique Anne Ponselle, maître de conférences à l'université de Montpellier. Ces infractions d'abstention sont rares dans le code pénal. Ne pas empêcher un crime quand on en a la possibilité est ainsi puni, tout comme le fait de ne pas dénoncer celui dont on a connaissance (une obligation dont sont exemptés les parents et conjoint de l'auteur), ne pas informer les autorités de la disparition d'un mineur afin de retarder les recherches, ne pas témoigner de l'innocence d'une personne incarcérée et refuser de répondre aux questions d'un juge quand on a déclaré publiquement connaître l'auteur d'un crime ou d'un délit. **Danger.** «*Si ces délits sont si peu nombreux, c'est d'abord pour une question de liberté individuelle. On ne peut pas obliger une personne à agir*, enchaîne la spécialiste du droit pénal. Mais c'est aussi parce qu'il est difficile

d'en rapporter la preuve. » Dans l'affaire de Lille, les policiers devront déjà identifier et interpellier les passagers qui ont préféré rester passifs. Il faudra surtout prouver qu'ils avaient conscience du «*péril*» qui menaçait la jeune femme, un «*danger grave et imminent*», dit la jurisprudence, et qu'ils se sont abstenus volontairement. Les passagers pourront-ils plaider qu'ils n'ont rien vu ? Qu'ils pensaient qu'il s'agissait d'une dispute de couple ? Enfin, à l'impossible nul n'est tenu. «*La loi exige d'agir soi-même ou de provoquer un secours : tirer la sonnette d'alarme, prévenir la police par téléphone*, souligne Anne Ponselle. *Pas de se mettre en danger ou de mettre en danger les autres.* » C'est ce que déclare le procureur de Lille quand il suppose que certains passagers auraient pu alerter des agents de la société de transport sans forcément s'interposer entre l'agresseur et la jeune femme. C'est au juge qu'il revient d'apprécier, au cas par cas, la réalité du danger... ou la couardise des témoins. La peur n'est pas une circonstance atténuante : «*On peut effectivement avoir peur, mais il faut que le danger de se faire agresser existe vraiment pour espérer échapper à la condamnation*, précise Anne Ponselle. *Personne ne pourra justifier le fait de ne pas être*

intervenu par le fait que la victime s'en est finalement sortie indemne. »

Réformes. Le délit de non-assistance à personne en danger n'a pas toujours existé. Un débat doctrinal et populaire s'engagea en 1901, à l'occasion d'un fait divers très médiatisé : l'affaire de «*la séquestrée de Poitiers*» ou l'histoire d'une femme de 54 ans cachée par sa famille pendant un quart de siècle. Le frère de la séquestrée, poursuivi pour «*complicité de violences volontaires*», avait été acquitté en appel : les violences supposaient un acte, il n'était coupable que d'une privation de soin et d'aide... «*L'affaire a révélé les lacunes de la répression*, commente Anne Ponselle. *Le projet de réforme du code pénal de 1934 prévoyait la création d'un délit d'omission mais le projet n'a pas vu le jour. Une loi de 1941 promulguée sous le gouvernement de Vichy a finalement créé ce délit ainsi que celui de non-dénonciation de crimes et de délits, ce dernier incitant en réalité à la délation de faits de résistance. Cette loi a été abrogée mais rapidement, une ordonnance de juin 1945 a inséré dans le code pénal napoléonien un article 63 définissant de nouveau ces délits.* » Qui deviendra, avec le nouveau code pénal de 1994, l'article 223-6.

SONYA FAURE

REPÈRES

Selon l'article 223-6 du code pénal, «est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende quiconque s'abstient volontairement de porter à une personne en péril l'assistance que, sans risque pour lui ou pour les tiers, il pouvait lui prêter soit par son action personnelle, soit en provoquant un secours».

«Pour la non-assistance à personne en danger, j'ai demandé aux policiers de mener une enquête distincte afin de déterminer si l'infraction est juridiquement constituée.»

Frédéric Fèvre procureur de la République de Lille

18

mois de prison ferme et une interdiction de séjour de deux ans. C'est la peine infligée en comparution immédiate au jeune homme de 19 ans, qui a agressé sexuellement la jeune femme dans le métro de Lille, le 22 avril au soir, sans que les passagers ne réagissent. L'agression aurait duré entre vingt et trente minutes.

VU D'ORLÉANSPar **MOURAD GUICHARD**

Jeanne d'Arc 2014 met le mariage gay au bûcher

Choisie pour représenter la Jeanne d'Arc 2014, Félicité Lemaire de Marne, 17 ans, une jeune catholique pratiquante, lycéenne dans le privé, avait maintenu, sur sa page Facebook, des soutiens ostensibles aux émanations du Printemps français, Hommen, Hollande dégage ! On ne lâche rien... hostiles au mariage gay.

Une situation embarrassante, d'autant que l'invité de ces fêtes 2014 n'était autre que Stéphane Bern, le présentateur vedette de France 2, qui ne cache ni son homosexualité ni son soutien au mariage gay. «Jeanne n'est pas l'égérie d'un clan», tranche Marie-Christine Bordat-Chantegrelet, présidente d'Orléans Jeanne d'Arc, l'association qui a désigné la jeune fille. C'est elle qui lui a demandé de retirer, sur le champ, les références aux groupements radicaux. Ceci, juste avant le défilé du 8 mai. Car, chaque année, Orléans honore la Pucelle qui, en 1429, a délivré la ville du joug anglais.

A cette occasion, magistrats, politiques de tous bords, religieux, scouts, enseignants... défilent sous le regard des badauds. A leur tête, une jeune fille en armure, entourée de ses deux pages, symbolise Jeanne. Et se doit, selon les organisateurs, de porter certaines valeurs. «Jeanne dépasse les clivages, elle est universelle», insiste

la présidente, elle-même porte-étendard en mai 1968. «A titre privé, la jeune femme peut avoir une opinion, mais elle ne peut l'afficher publiquement au risque d'être diminuée dans sa mission.»

Pour Christophe Desportes-Guilloux, délégué d'Homosexualités et socialisme, association LGBT proche du Parti socialiste, la pilule n'est pas passée. C'est lui qui a révéilé l'affaire dans une lettre où il a expliqué pourquoi il ne défilait pas cette année. «Quand je vois, sur la page Facebook, la statue équestre de Jeanne d'Arc transformée en porte-logo de la Manif pour tous, je me dis que cette Jeanne d'Arc là ne peut pas me représenter.»

Prise de distance similaire de la part de Jean-Sébastien Herpin, d'Europe Ecologie-les Verts, déjà peu enclin à soutenir ces festivités. Même les élus Front de gauche, qui refusent de défilier par tradition, se sont interrogés sur «le message envoyé» aux Orléanais dans le choix de Félicité Lemaire de Marne.

Depuis, la jeune femme a fait savoir, par communiqué, son regret : «Je suis désolée d'avoir blessé quiconque au travers de ces positions [...]. Je respecte profondément les homosexuels et le suffrage universel.» Son entourage assure qu'«elle demeure bouleversée par cette affaire». Elle a aussi retiré les mentions incriminées de sa page Facebook. ♦

**LES GENS**

LAURENCE ENGEL, QUITTE LE MINISTÈRE DE LA CULTURE

Laurence Engel, l'épouse de l'ancien conseiller présidentiel Aquilino Morelle, va quitter ses fonctions de directrice de cabinet d'Aurélien Filippetti au ministère de la Culture pour rejoindre son corps d'origine, la Cour des comptes, selon le quotidien les Echos. «Programmé pour la semaine prochaine», le départ de Laurence Engel, qui avait pris ses fonctions en même temps qu'Aurélien Filippetti en mai 2012, ne serait toutefois pas lié à celui de son mari de l'Elysée. Contacté hier par l'AFP, le ministère de la Culture et de la Communication s'est refusé à confirmer ce départ. Selon le Figaro, le nom de Laurence Engel avait encore récemment été cité parmi les possibles successeurs d'Anne Baldassarri à la présidence du musée Picasso. Toujours d'après les Echos, l'actuel secrétaire général du ministère de la Culture, Jean-François Collin, pourrait reprendre le poste laissé vacant.

PHOTO DIDIER PLOWY/MCC

Le Président est venu commémorer le 69^e anniversaire de l'armistice. PHOTO S. CALVET

François Hollande bat le pavé européen

8 MAI Le chef de l'Etat a profité des célébrations pour réaffirmer l'importance des élections du 25 mai.

En majesté le jour de l'anniversaire de la victoire des Alliés sur l'Allemagne nazie. Mais un jour férié sans audience. A deux semaines des élections européennes, François Hollande est sorti de son mutisme. «Sortir de l'Europe, c'est sortir de l'Histoire», lance-t-il dans une tribune publiée hier dans le Monde à «ceux qui veulent tout simplement déconstruire» l'Union européenne (UE).

Défuloir. Critiqué pour ne pas avoir dit un mot sur le sujet mardi matin sur RMC, le Président politise le débat. Et cible les eurosceptiques et les populistes de tout poil qui cherchent à «défaire» l'Europe «en spéculant sur la déception, en éxhumant les peurs».

Au premier rang desquels le FN compte bien profiter de ce scrutin défuloir pour arriver en tête le 25 mai. Marine Le Pen mais aussi le souverainiste Nicolas Dupont-Aignan et bien d'autres veulent «abandonner l'euro» ? «La dérive de la monnaie, pensent-ils, nous rendra compétitifs sans effort. Mais la dévaluation, c'est d'abord la hausse du prix de tous les produits importés, c'est le retour de l'inflation, c'est la baisse du pouvoir d'achat des plus modestes. La fin de l'euro, c'est une austerité implacable, [...] c'est la disparition de la solidarité financière, c'est une monnaie livrée à la merci des

spéculateurs», démonte-t-il. Il s'attaque aussi à ceux qui veulent «déchirer les traités, rétablir les droits de douane et les guérites de la police des frontières. Se couper non pas de l'Europe, mais du monde. Ceux-là, qui se prétendent patriotes, ne croient plus en la France.» Aux électeurs tentés de «sortir de l'Histoire», le chef de l'Etat rappelle, avec des accents dignes de son ancien mentor Jacques Delors ou de Daniel Cohn-Bendit, que

«L'Europe volontaire de Hollande c'est un acte manqué. C'est le bal des eurotartuffes.»

Pascal Durand tête de liste EE-LV

«L'Europe c'est la paix», que le 8 mai 1945 la victoire «a conjuré l'un des plus grands dangers qui aient jamais menacé l'humanité. A cause des pertes effroyables liées aux combats, aux bombardements et au martyre de civils, qui ont culminé dans la Shoah, les pays européens sortaient de la guerre décimés, leur jeunesse sacrifiée et leur économie ruinée.» Soixante-neuf ans après, c'est «l'Union des citoyens, des économies et des nations» qui a permis à l'Europe de devenir «le plus vaste ensemble d'Etats démocratiques et la plus grande économie du monde».

Mais rien n'est jamais acquis. Hollande relève que la «menace» du nationalisme s'ex-

prime une nouvelle fois «aux confins de l'Ukraine et de la Russie». La crise ukrainienne ainsi que les échéances européennes seront au cœur de sa rencontre avec Angela Merkel, qui le reçoit aujourd'hui et demain à Stralsund, son fief des rives de la Baltique.

Désaveu. Si, comme il le reconnaît, l'UE «déçoit» par «son impuissance» face au chômage ou ses «institutions et ses règles compliquées», il s'agit le 25 mai de «choisir une Europe frileuse ou une Europe volontaire».

Combatif sur le passé et l'avenir de l'Europe, Hollande est moins loquace sur son action et son bilan. La taxe sur les transactions financières «vient d'être dé- cidée», se réjouit-il, sans préciser qu'elle a été totalement diluée.

«Oser parler de cela au lendemain de la capitulation en rase campagne, c'est indécent, dénonce Pascal Durand, tête de liste EE-LV en Ile-de-France. L'Europe volontaire de Hollande c'est un acte manqué. Il renonce à tout, tout le temps. C'est le bal des eurotartuffes.» «C'est une tribune qui repose sur du vide», a réagi Geoffroy Didier, candidat UMP en Ile-de-France jugeant que, «par son inertie et sa passivité depuis deux ans», le Président «a plutôt montré un certain désintérêt pour les grands défis européens».

MATTHIEU ÉCOIFFIER

44%

des Français se disent certains d'aller voter aux européennes. La France se place sur le podium du civisme devant les Pays-Bas (41%) et derrière la Belgique (53%) où le vote est obligatoire. Plus mauvais élèves : la Grande-Bretagne (27%) et la Pologne (20%).

Sondage Ipsos-Mori réalisé dans douze pays de l'UE auprès de 8833 personnes.

«Il faut vous mobiliser aux élections européennes, parce qu'il faut infliger une deuxième raclée à François Hollande et au gouvernement socialiste.»

François Fillon
ancien Premier ministre, lors d'un meeting UMP mercredi dans la Sarthe

L'HISTOIRE

UN VIOLEUR PRÉSUMÉ TRAH PAR FACEBOOK

Les faits remontent à la matinée du samedi 12 avril. Une jeune Stéphanoise de 34 ans fait son jogging dans les allées boisées d'un complexe sportif de la Loire lorsqu'elle est attaquée puis violée par un homme en tenue de sport. Des caméras de surveillance filment la scène mais les images, prises à plusieurs centaines de mètres du lieu de l'agression, ne permettent pas d'identifier son auteur. Les policiers lancent alors une enquête de voisinage et parviennent à identifier un suspect : il s'agit d'un boucher célibataire de 23 ans, joggeur occasionnel du parc. C'est finalement en consultant son profil Facebook que les enquêteurs dénichent une photo compromettante : l'homme y porte sur un avant-bras le même tatouage décrit aux policiers par la joggeuse. Trahi ensuite par des tests ADN relevés sur la victime, le suspect a reconnu les faits avant d'être écroué à la maison d'arrêt du Puy-en-Velay mercredi soir. Une «enquête à l'ancienne», selon le procureur adjoint de la République de Saint-Etienne, André Merle, «agrémentée d'un zeste de nouvelles technologies».

Par RACHID LAÏRECHE

L'horloge biologique tourne dans le bon sens pour l'homme : dans un peu plus d'un mois, la Coupe du monde de foot débute en terre brésilienne et le mâle viril est dans les starting-blocks. Il lit la presse à la recherche du moindre détail. Regarde avec les yeux trempés le maillot de son équipe favorite dans le placard. Se met dans la tête du sélectionneur avec ses collègues. Consulte les catalogues d'électroménager pour reléguer sur le banc de touche son écran 117 cm jugé trop juste physiquement pour l'événement. Lustre son fauteuil, affiche le calendrier des 64 matchs du Mondial sur le frigo, entre le numéro de la pizzeria et celui du restaurant japonais. Le tout sous le regard anxieux de sa femme.

BONS PLANS. Vanessa et Emilie (alias la brune et la blonde), co-créatrices en 2011 du blog Footpouf.com (une sorte de site foot-ballistique pour les nulles), dégagent les premières avec «un guide de survie pour les femmes» en vue de la période à haut risque qui approche. Son titre : *Et alors ? Mon mec aime le foot* (1). Ces deux trentenaires originaires de Lens, curieuses mais pas mordues du ballon rond, se posent des questions depuis leur enfance. Par exemple : «Pourquoi les mecs sont habillés en sang et or même lorsque Lens ne joue pas ?» Leur livre de poche est une «suite logique» pour comprendre le rapport entre l'homme et le foot. Un ouvrage ludique, drôle et efficace, avec les règles du foot ou encore des quiz avec des questions du style : Qui a dit «on est des joueurs qu'on va vite avec le ballon» ? 1) Paul Walker 2) Franck Ribéry ou «pour les Marocains, le couscous est cuit» 1) Marine Le Pen 2) Thierry Roland. Sont aussi présentés la journée type d'une femme de footballeur, les endroits possibles pour faire l'amour dans un stade, les paroles de la Marseillaise, le salaire des footballeurs et même des post-it à découper et à laisser traîner dans l'appart du genre : «Paye le loyer entièrement ce mois-ci et je te

«Si vraiment une fille n'aime pas le foot, le Mondial sera le moment idéal pour aller voir son amant.»

Vanessa co-créatrice du blog Footpouf.com

laisserai m'appeler Zahia», «Si t'as 90 minutes pour mater un match de foot, t'as une demi-seconde pour baisser la lunette des toilettes» ou «La femme de Messi est enceinte, elle !!»

Vanessa (la brune) explique, facétieuse : «C'est un livre très pratique car tu peux le mettre dans ton sac et le sortir à tout moment. Par exemple, tu rentres dans un bar, tu repères un



Quiz : qui a dit «on est des joueurs qu'on va vite avec le ballon» ?

PHOTO MARC ABEL. PICTURETANK

REPÈRES

64

C'est le nombre de matchs qui vont se dérouler durant la Coupe du monde brésilienne, entre le 12 juin et le 13 juillet. Soit plus de quatre jours et 16 heures pour faire autre chose que regarder la télé...

«Puisqu'il y a deux Lee sur le terrain, on peut faire une chambre.»

Feu Thierry Roland, cité dans le livre, lors d'un match amical France-Corée du sud en 2002

35%

C'est la part des hommes prêts à beaucoup de choses pour «se faire pardonner» d'avoir regardé un match.

Etude du Survey Lab auprès de 5 912 Européens

Pourvu qu'elles s'en footent

A un mois de la Coupe du monde, de nombreux mâles jubilent, mais les femmes ? Deux blogueuses publient un guide de survie à leur attention.

mec, tu lis une ou deux pages et tu fonces. Pareil pour les repas de famille ou si tu veux demander une augmentation à ton patron. Grâce à lui, tu peux impressionner les mecs et ne plus te sentir à l'écart. » Elle ajoute : «On l'a aussi fait pour sauver l'humanité et éviter les divorces. Mais si vraiment une fille n'aime pas le foot, la Coupe du monde sera le moment idéal pour aller voir son amant en toute tranquillité, en espérant qu'il n'aime pas le foot. »

MI-TEMPS. Le duo de Footpouf.com n'est pas le seul à se poser des questions avant le Mondial, comme en témoigne une étude européenne réalisée par l'institut Survey Lab du site Vente-privée.com (2). Ce

sondage permet de mieux comprendre la vie d'une femme un soir de match et de rassurer l'homme soucieux de son image : gars, tu n'es pas le seul à boycotter ta chérie pour voir 22 mecs galoper derrière un ballon ! Toujours selon cette étude, 48% des Français et 52% des Italiens détestent regarder un match de foot avec leur conjointe. On comprend mieux, lorsqu'on sait que 18% de Françaises et 16% de Belges peuvent se montrer tactiles pendant une rencontre : la caresse sur la cuisse de son bonhomme ou le mot doux à l'oreille pendant une action chaude sont fortement déconseillés par l'arbitre sous peine de carton rouge. Apprécier un match de foot avec sa girl peut très vite se transformer en torture avec des ques-

tions du genre : «C'est quoi un hors-jeu ?», «Pourquoi le goal porte des gants ?» ou «C'est quoi un carton rouge ?» Sur les 13 règles du football, les Françaises en connaissent en moyenne 3,3, les Belges 3,1 et les Anglaises 3,5. Les Allemandes, les Néerlandaises et les Espagnoles, à l'image de leur équipe nationale, sont plus fortes avec plus de 4 règles. Si les filles ne connaissent peut-être pas toutes les règles, elles savent néanmoins se montrer chaussonnières. La moitié des Françaises (51%) annoncent vouloir porter le maillot des Bleus pour suivre les matchs du Mondial. Sans pour autant perdre leurs habitudes : 77% d'entre elles préfèrent l'écran d'un ordinateur, pour faire du shopping en ligne pendant une rencontre,

quand seulement 9% se concentrent sur le foot. Télécommande en main, l'homme, lui, fait le malin avant et pendant le match. Seuls 7% d'entre eux estiment que leur moitié s'y connaît aussi bien qu'elle le prétend, sachant qu'un petit 1% des femmes en Europe s'estime expertes en ballon rond. Mais au coup de sifflet final, les choses changent. Les hommes sont 35% à être prêts à beaucoup de choses pour «se faire pardonner» d'avoir regardé le match. Une nouvelle preuve que le foot est une sorte de mi-temps dans la vie de l'homme avant de retomber dans les griffes de la femme. ♦

(1) Editions Hugo Desingne, 6,95 €.

(2) Réalisée en février auprès de 5 912 Européens et publiée fin avril.

Les rêves de Petrobras raccourcis

Contrôlé par l'Etat brésilien, le géant des hydrocarbures, symbole de l'ère Lula, est loin de tenir ses promesses.

Par **CHANTAL RAYES**
Correspondante à São Paulo

Leuphorie est bien terminée. Fini le temps où Petrobras incarnait le Brésil conquérant des années Lula. C'était en 2007, quand le géant pétrolier brésilien annonçait avoir localisé de gigantesques réserves de pétrole et de gaz en haute mer : entre 30 milliards et 100 milliards de barils enfouis à 7 000 mètres de

ANALYSE

profondeur, sous une épaisse couche de sel... Cette découverte avait brièvement propulsé Petrobras au rang de quatrième entreprise pétrolière mondiale, derrière des mastodontes tels Exxon Mobil, Royal Dutch Shell et PetroChina. Mais aujourd'hui, la plus grande entreprise du Brésil est dans la tourmente.

«AFFAIRES». Incapable d'atteindre ses objectifs de production très optimistes, Petrobras est aussi prisonnière des clivages politiques entre la gauche au pouvoir et l'opposition de centre droit. Elle est, de surcroît, au cœur d'accusations de malversations, à cause du rachat d'une raffinerie aux Etats-Unis au prix jugé abusif de 900 millions d'euros. Une enquête parlementaire doit démarrer la semaine prochaine à ce sujet. Résultat, la formidable capitalisation boursière de Petrobras, boostée par la manne potentielle des gisements «pré-sel», s'est effondrée à moins de la moitié de son niveau d'il y a quatre ans. La décéleration de l'économie brésilienne n'est pas seule en cause. Les marchés accusent l'Etat, qui détient 64% du capital votant de l'entreprise, d'intervenir dans sa gestion. Ils misent même désormais ouvertement contre une réélection de la présidente Dilma Rousseff (Parti des travailleurs) à la présidentielle d'octobre. D'où ce paradoxe : malgré les affaires, le cours de Petrobras est remonté sur la seule rumeur, confirmée ensuite par les sondages, d'un recul des intentions de vote en faveur de la protégée de Lula.

Il est vrai que, pour maîtriser l'in-



Sur une plateforme au large de Rio de Janeiro, en 2010. De grandes réserves de pétrole se cachent sous une épaisse couche de sel. PHOTO FELIPE DANA, AP

flation, le gouvernement contraint l'entreprise à vendre l'essence moins cher qu'elle ne l'acquiert sur le marché international. Or, la demande de carburant a été dopée par le quasi-doublement de la flotte de voitures depuis 2001. Pour y répondre, Petrobras a dû multiplier par six ses importations. Car sa production a du mal à suivre. Triomphalement proclamée par Lula en 2006, l'«autosuffisance» pétrolière du Brésil n'aura pas duré. Les anciens gisements commencent à tarir. Quant au fameux bassin pré-salifère – qui assure déjà un tiers de la production –, son exploi-

Triomphalement proclamée par Lula en 2006, l'«autosuffisance» pétrolière du Brésil n'aura pas duré. Les anciens gisements commencent à tarir.

tation est un véritable défi technologique offshore et reste lente. Or, l'an dernier, les subventions au prix des combustibles ont coûté à Petrobras la bagatelle de 2,3 milliards d'euros. «C'est l'une des seules compagnies pétrolières au monde qui perd de l'argent quand le prix du pétrole est en hausse», ironise l'économiste Adriano Pires.

Cette politique de subventions des produits pétroliers a aussi fait une victime collatérale : l'industrie de l'éthanol, fierté du Brésil. Le carburant «écologique» tiré de la canne

à sucre est devenu moins compétitif que l'essence. Depuis 2010, une quarantaine de distilleries ont fermé leurs portes. «La gestion Dilma Rousseff réussit à tuer à la fois Petrobras et le secteur de l'éthanol», assène Roberto Rodrigues, ancien ministre de l'Agriculture.

Le géant pétrolier est également appelé en renfort de la politique industrielle du pays et doit se fournir auprès d'une industrie navale brésilienne encore naissante. Résultat : des coûts plus élevés et des retards dans les livraisons qui ont provoqué un recul de 2,5% de la production en 2013. Pendant ce temps-là, la

dette de Petrobras, qui culmine à près de 72 milliards d'euros, a presque doublé depuis 2010. En octobre, l'agence de notation Moody's a dégradé la note du groupe bré-

lien mais tout en la maintenant dans le fameux «investment grade» (qui correspond à un niveau de risque faible). Du moins pour l'instant.

RENTABLE. Ce lourd endettement est destiné à financer l'exploitation du pré-sel, qui devrait drainer l'essentiel des 111 milliards d'euros d'investissements prévus sur les quatre prochaines années. C'est le revers de la médaille du monopole de l'extraction concédé à Petrobras sur le bassin pré-salifère, où l'entreprise doit avoir une participation

minimum de 30% dans tous les gisements.

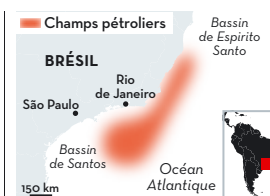
Pour les observateurs, cependant, le pessimisme est exagéré. Car Petrobras reste rentable. «*Ses profits sont même beaucoup plus élevés aujourd'hui qu'avant l'arrivée de la gauche au pouvoir en 2003, avec Lula*», note Jean-Paul Prates, spécialiste du secteur pétrolier. Selon lui, l'endettement devrait commencer à décliner : la relance de la production est prévue pour cette année, avec l'entrée en opération de neuf plateformes. D'autre part,

si Petrobras n'augmente pas les prix des carburants quand le cours du pétrole grimpe, l'entreprise ne les baisse pas non plus quand il recule, ce qui lui permet alors de modérer ses pertes. Enfin, l'émission d'obligations en dollars (pour l'équivalent de 5 milliards d'euros) en février a été un succès : la demande était près de quatre fois plus élevée. «*Ce sont surtout les investisseurs brésiliens qui boudent Petrobras, reprend Prates. La compagnie traverse une mauvaise passe mais le navire ne va pas couler.*»

REPÈRES

58

milliards d'euros, c'est la capitalisation boursière de Petrobras. En 2010, quand ses perspectives emballaient, elle était de 123 milliards.



120^e

C'est le rang de Petrobras dans le classement mondial des plus grandes entreprises cotées en Bourse. En 2010, le géant brésilien était 12^e.

«On exploite des actes individuels et ponctuels pour tenter de dénigrer l'image de [Petrobras].»

Dilma Rousseff en avril, accusant l'opposition de surfer sur des soupçons de corruption

LES GENS



L'EURO GRIMPE, MARIO DRAGHI NE BOUGE PAS

Le président de la Banque centrale européenne a admis hier s'inquiéter du niveau élevé de l'euro, mais il exclut d'agir avant juin. «Dans une période où l'inflation est basse de manière prolongée, le renforcement de l'euro est une inquiétude sérieuse», a dit Mario Draghi en conférence de presse. Laisant son principal taux directeur inchangé à 0,25%, la BCE a du coup fait grimper l'euro à 1,399 dollar, au plus haut depuis octobre 2011. Draghi se sent «à l'aise» pour agir, mais pas avant que sortent, en juin, les nouvelles prévisions de croissance et d'inflation de la zone euro. PHOTO AFP

200

à 250, c'est le nombre de magasins Dia dont les syndicats craignent la fermeture en France.

Le spécialiste espagnol du hard-discount a confirmé hier son intention de céder ses 895 magasins français, qui emploient au total 7500 salariés. Les repreneurs potentiels comme Carrefour et Casino risquent de ne pas racheter l'ensemble. Et «1500 personnes pourraient rester sur le carreau», estime la CGT.

«Ce n'est pas raisonnable de chômer le 8 mai.»

Valéry Giscard d'Estaing, ancien président hier sur Europe 1, estimant trop nombreux les jours fériés du mois de mai au vu de la croissance du pays



Entrées des usines Alstom et General Electric (à gauche) de Belfort. PHOTO PASCAL BASTIEN

Toshiba réclame aussi sa part d'Alstom

CESSION Le japonais est intéressé par une partie de la branche énergie convoitée par General Electric.

Toshiba s'invite dans le dossier Alstom. Le conglomérat japonais souhaiterait reprendre une partie de la branche énergie du groupe français, au cas où General Electric (GE) l'emporterait, selon le quotidien nippon *Nikkei*. Deux candidats au rachat du groupe industriel français étaient jusque-là en lice : l'américain GE et l'allemand Siemens. Le vendeur Bouygues, premier actionnaire d'Alstom, a montré une nette préférence pour GE, qui offre 12,35 milliards d'euros pour la branche énergie du groupe. Mais le gouvernement penche pour Siemens, qui n'offrirait que 10 à 11 milliards mais qui céderait ses trains à la branche transports d'Alstom. Le conseil d'administration du groupe français s'est donné jusqu'à la fin mai pour étudier toutes les propositions éventuelles avant d'entrer en négociations exclusives avec General Electric.

«Smart grids». Ce qui intéresse Toshiba, c'est l'activité de distribution d'électricité

qui fait partie de l'ensemble que souhaite racheter GE. Le japonais, également maison mère du fabricant américain de centrales nucléaires Westinghouse, a déjà une activité énergie importante avec des équipements pour centrales et autres turbines. En mai 2011, Toshiba avait déjà racheté la société suisse Landis+Gyr, spécialiste des compteurs électriques intel-

Le ministre de l'Economie a réitéré hier la préférence de Paris pour une opération avec l'allemand Siemens.

ligents, essentiels pour les réseaux de nouvelle génération. L'activité distribution d'Alstom lui offrirait une position mondiale prééminente dans ce secteur. La distribution d'électricité représente un marché colossal, avec des infrastructures à construire dans les pays émergents. Et surtout avec le marché naissant des fameux smart grids («réseaux intelligents»), couplant gestion

informatique et distribution électrique. Le chiffre d'affaires de Toshiba dans la distribution – environ 300 milliards de yens (2,14 milliards d'euros) – serait triplé si la partie convoitée d'Alstom entrait dans son giron.

Préférence. Mais General Electric a fermé la porte hier la porte à toute discussion avec Toshiba : «GE n'a aucune intention de céder l'activité "grids" si notre offre de rachat est acceptée», a fait savoir un porte-parole du groupe en France. De son côté, le ministre de l'Economie, Arnaud Montebourg, a réitéré hier la préférence de Paris pour une opération avec Siemens dans les colonnes du *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, estimant que l'offre de GE «conduirait à un affaiblissement durable de la branche transports d'Alstom» non concernée par la reprise. Il sera à Berlin aujourd'hui pour évoquer l'avenir du groupe.

F.RI (avec AFP)



BOURSE DE PARIS / CAC40
+1,37 % / 4 507,24 PTS

Transaction: 3 952 878 057€ +49,68%

Les 3 plus fortes Les 3 plus basses

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ALSTOM
TOTAL ACCOR
VEOLIA ENVIRON. VIVENDI

BOURSES DU MONDE

New York Dow Jones	16 612,46	+0,57 %
New York Nasdaq	4 105,57	+0,93 %
Londres Footsie 100	6 839,25	+0,63 %
Tokyo Nikkei	14 163,78	+0,93 %

DÉCRYPTAGE

Par JEAN-CHRISTOPHE FÉRAUD

Eolien offshore: GDF-Suez décroche le deuxième lot français

Don Quichotte a intérêt à avoir le pied marin.

Partout dans le monde, l'éolien offshore a le vent en poupe. Onze pays ont déjà installé plus de 2000 turbines au large de leurs côtes. L'Europe mène le bal, avec le Royaume-Uni (50% de la puissance installée) et le Danemark (21%). La France se lance à son tour. Mercredi, le gouvernement a attribué au consortium mené par GDF-Suez la totalité du deuxième appel d'offres pour l'éolien en mer. Le premier avait été remporté en 2012 par EDF. Une «répartition équitable» entre les deux géants énergétiques français, selon la ministre de l'Énergie, Ségolène Royal.

A-t-on besoin d'éoliennes offshore ?

Chez nous, 78% de l'électricité provient du nucléaire. Mais la France s'est engagée à produire 23% de son courant avec des énergies renouvelables d'ici 2020 (contre 18% en 2014). Avec des turbines plus puissantes que les machines terrestres, l'éolien offshore doit y contribuer fortement. Les éoliennes d'Alstom (pour EDF) et d'Areva (pour GDF-Suez) auront une puissance comprise entre 6 et 8 mégawatts. Et chaque parc comportera 60 à 100 machines. La France

visait ainsi 6 000 MW d'ici six ans. Accessoirement, la filière devrait créer 6 000 à 10 000 emplois directs et indirects pendant vingt ans.

Qui va faire quoi ?

Parti le premier dans la course, EDF va exploiter trois parcs de 500 MW au large de Courseulles (Calvados), Fécamp (Seine-Maritime) et Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) qui entreront en service entre 2016 et 2020. De son côté, GDF-Suez va donc construire deux autres parcs au large du Tréport (Seine-Maritime) et de Noirmoutier (Vendée) pour 1 000 MW supplémentaires. S'ajoute un parc de 500 MW attribué à l'espagnol Iberdrola à Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor).

La France est-elle en retard ?

Oui, notre pays part de zéro mais il a de sérieux atouts avec ses géants énergétiques et un vrai savoir-faire chez Alstom (sur le point de se faire racheter par GE, lire ci-contre) et Areva. L'ensemble des parcs produira 3 000 MW, soit l'équivalent de deux réacteurs nucléaires EPR. De quoi alimenter 3 millions de foyers. Mais pas suffisant pour atteindre l'objectif des 6 000 MW. Un troisième appel d'offres devrait donc être lancé «d'ici l'été». ◆

L'ÉCONOMIE EN QUESTIONS

DOMINIQUE ROUSSET CHAQUE SAMEDI 11H-12H

RETROUVEZ CHAQUE SEMAINE LES DOSSIERS DU CAHIER ECOFUTUR DE LIBÉRATION

en partenariat avec **Libération** franceculture.fr

C'EST POUR VOUS france culture

SPÉCIAL TOUS À L'OPÉRA

VENDREDI 9 MAI 2014



Libé

LYRIQUEMENT VÔTRE



Répétitions publiques, concerts,
ateliers, visites des coulisses...

Les 10 et 11 mai prochains,
la Réunion des opéras de France
invite pour la huitième fois
le public à franchir les portes
des maisons de chant.

Comment tordre le cou aux idées reçues sur l'art lyrique, beaucoup plus fun qu'on ne l'imagine.

«C'EST CHIANT, L'OPÉRA, NON?»

«**P**ourquoi tu veux pas aller à l'Opéra? - Tous ces gens qui crient, ça me fait peur.»

Bon, c'est pas faux, ça fait un peu bizarre au début. Mais ils ne crient pas. Disons qu'ils ont des voix hors norme, monstrueuses. Un peu comme les superhéros dans les *anime*, tu vois, c'est pas réaliste. A intrigues suréquipées, chanteurs surdimensionnés. Si tu détestes vraiment ça, tu n'es pas obligé d'écouter Verdi ou Wagner, qui ont besoin de voix particulièrement puissantes. Tu peux commencer par Rameau (en plus, c'est en français, et c'est son anniversaire) ou Mozart, les voix sont un peu plus «naturelles».

«De toute façon, c'est chiant, l'opéra, non?»

Là, je crois que tu confonds l'opéra avec ses spectateurs.

L'opéra, c'est Hollywood. Des histoires à suspense qui font frémir et pleurer, des dieux qui tombent du ciel, des démons qui sortent des enfers, des mères qui tuent leurs enfants, tout ça. Ou alors des garçons déguisés en filles, des filles transformées en grenouilles et des garçons en ânes. Les gens allaient voir ça pour se distraire, pas pour s'emmerder. Evidemment, après, c'est devenu, et ça reste un truc bourgeois un peu obligatoire, un endroit où se montrer. Mais en réalité, l'opéra est à tout le monde.

«Ben non, parce que ça coûte un bras et puis y a jamais de place.»

Bon, OK, il y a certaines salles qui exagèrent. Mais d'abord, je te signale que ce sont tes impôts qui ont déjà payé la majeure partie de ta place, donc ce serait trop bête de ne laisser que les plus riches en profiter. Déjà, tous les opéras proposent des offres pour les moins de 28 ans. Par exemple, avec un pass jeune, tu peux réserver dans la plupart des salles de très bonnes places pour 40 euros environ. Il y a d'autres salles, évidemment, où tu ne peux rien réserver de bien à l'unité pour un prix raisonnable, mais les places restantes sont soldées 30 euros juste avant le spectacle. Et comme ça dure en moyenne trois heures, tu fais le compte, c'est à peine plus cher que le cinéma.

«Ah ouais, super, des mecs plantés sur scène comme des piquets pendant trois heures.»

D'abord, il y a des entractes, et en plus, ça fait longtemps que les chanteurs ne sont plus immobiles avec la main sur le cœur, même si certains spectateurs un peu réacs râlent dès qu'on essaie de faire des trucs nouveaux. Mais regarde des mises en scènes de Castellucci, Marthaler, Bondy, Tcherniakov, Warlikowski ou Chéreau, et tu verras que

l'opéra, ça peut rire, saigner, danser, résonner, qu'il y a des vidéos dedans, des cyborgs et des gens à poil. Et si tu as peur que ça dure trop longtemps, choisis des opéras du XX^e siècle, qui sont plus courts, en général.

«Oui, mais je ne vais rien comprendre.»

Mais non. Ce n'est pas plus compliqué que *Lost* ou *Des jours et des vies*, c'est-à-dire quand même un peu. En tout cas, les mecs qui écrivaient les livrets visaient le même but que les scénaristes de série : te faire un massage relaxant du cerveau. Des chassés-croisés absurdes, des rebondissements débiles, et, à la

L'opéra, c'est Hollywood. Les gens allaient voir ça pour se distraire, pas pour s'emmerder.

fin, on apprend que le président des Etats-Unis est un extraterrestre. Il vaut mieux lire un résumé avant, mais quand c'est bien mis en scène, en principe, on arrive à suivre l'action même sans connaître l'histoire.

«Mais je n'aime pas, parce que je ne connais pas.»

Bon, ça, c'est un autre problème. On peut aller sur des sites comme celui du théâtre de la Monnaie ou Arte Live Web, il y a toujours de bons opéras à regarder. Et si vraiment ça ne passe pas, ben tant pis. Mais dire qu'on n'aime pas sans avoir essayé, c'est très bête.

«Non, mais je veux dire que je ne connais pas la grande musique.»

D'abord, il n'y a pas de musique grande ou petite. La musique dite «classique», c'est juste qu'il y a dedans des acrobaties sonores plus élaborées que dans le rock ou l'électro, mais ce n'est pas plus beau pour autant. La musique classique ne «traduit» pas des sentiments plus «élevés», elle n'est pas plus «raffinée». Juste elle peint avec plus de couleurs et avec des techniques un peu plus compliquées, ce qui fait que quand on l'écoute, on a en principe plus de possibilités de ressentir des effets variés. Il faut être un peu entraîné, mais ce n'est pas plus difficile que de faire de la gym.

«Bon alors, j'essaie?»

Ben oui, et ce week-end, pour la huitième fois, la Réunion des Opéras de France ouvre les portes à tout le monde. Dans la plupart des maisons d'opéra, il y aura des visites d'ateliers (de décors et de costumes), des récitals, et même des répétitions de ballets et d'opéras. Le tout, gratuit (lire programme p. IV). Tout ça pour «que l'opéra soit toujours d'avantage un lieu de partage accessible au plus grand nombre».

ÉRIC LORET



Une centaine d'enfants s'initient à l'opéra en préparant un grand spectacle pour juin.

LES CHANTS DE BATAILLE

Par **ÉMILE RABATÉ**
Envoyé spécial à Nancy
Photos **MATHIEU CUGNOT**

Assis par terre, Ruben, 10 ans, remonte le bas de son jogging. «T'as vu mon bleu?» lance-t-il à un copain en lui exhibant son mollet. Les deux compè-

res s'abîment dans la contemplation de l'hématome naissant. Quand une grosse voix les rappelle à l'ordre : «Ruben, ton groupe! Allez, allez, on y va. Tu entres de quel côté, cour ou jardin?» Les gamins s'égaillent, courent au hasard, puis s'immobilisent, l'air paumé. «Qui rentre à jardin pour Gloire immortelle...?» demande le chorégraphe à la cantonade.



Les élèves de l'école Emile-Zola à Laxou, près de Nancy, répètent dans le cadre du programme «Dix mois d'école et d'opéra» qui débouchera sur un spectacle collectif.

Pas de réponse. La maîtresse encourage : «Allez, vous vous souvenez...» «Non», fait l'un. «Non plus», renchérit l'autre. «Moi, si», ose une petite blonde. Il faut sortir la liste. Redonner à chacun sa place. Faire taire les bavards. Attendre. «A Paris, ça ne pourra pas se passer comme ça», avertit la prof.

HYMNE. Car, à la mi-juin, la classe de CM2 de l'école Emile-Zola, à Laxou (Meurthe-et-Moselle), montera sur les planches de l'Opéra Bastille. Le contingent de trente-deux élèves, descendu des abords de Nancy, s'y joindra à trois autres classes venues d'Argenteuil, Aubervilliers et Reims, pour un grand show autour de la Première Guerre mondiale. Au total, une centaine d'enfants, de 10 à 13 ans, participent à cette création originale, menée dans le cadre du programme pédagogique «Dix mois d'école et d'opéra». Manière d'initier les jeunes à l'art lyrique, côté coulisses.

Chaque semaine depuis le mois de septembre, les élèves de Pascaline Richard se réunissent dans l'école de musique voisine pour s'entraîner au chant, à la danse et à la comédie, sous la direction du chorégraphe Maxime Perrotin et du

«Le but est qu'ils n'aient plus l'image de l'opéra comme un lieu où ils n'auraient pas leur place.»

Adrien Calvet chargé de mission au pôle pédagogique de l'Opéra national de Lorraine

chef de chœur Pierre-Emmanuel Kuntz. La plupart ne disposaient au départ d'aucune formation dans ces trois domaines. Aujourd'hui, le travail porte ses fruits. «Je suis épaté», avoue Pierre-Emmanuel Kuntz. En découvrant les partitions, j'ai d'abord pensé que ce serait impossible. Les chants sont d'une très grande difficulté, ils demandent beaucoup d'exigence vocale. Mais, même s'il reste

des progrès à faire en matière de volume ou de solidité, le ton est juste, le rythme est bon, et les textes sont parfaitement sus. Il suffit de les entendre sur *Gloire immortelle de nos aïeux* pour mesurer le chemin parcouru. La chanson, tirée du

Faust de Charles Gounod, est devenue une sorte d'hymne de ralliement pour la classe, qui l'entonne à tue-tête chaque fois qu'elle prend le bus. Le plaisir que les enfants prennent à la chanter se ressent notamment dans le timbre vigoureux de leurs voix à l'unisson. Désormais, le morceau fait partie de leur répertoire personnel. Tout comme *Der Tambourgesell*, de Gustav Mahler, *Trois Beaux Oiseaux du paradis*, de Maurice Ravel, ou encore *Augures printaniers*, d'Igor Stravinsky.

«Le but n'est pas d'en faire des lycomaniaques ou des passionnés», précise toutefois Adrien Calvet, chargé de mission

au pôle pédagogique de l'Opéra de Nancy. Mais, plutôt que, à l'avenir, ils n'aient plus l'image de l'Opéra comme un lieu fermé où ils n'auraient pas leur place. Il est vrai que les dorures et les marbres des maisons lyriques peuvent agir comme des repoussoirs. Et les clichés ont la peau dure. «L'opéra, c'est pour les vieux!» plaisante Lenny pendant la récré. Alexandre hoche la tête : «Au début, je pensais que ça allait être nul. Mais on est allé voir *Turandot* et *Barbe bleue*, et c'était super bien.» Certains y ont tellement pris goût qu'ils rêvent de devenir comédiens ou de s'inscrire au conservatoire de musique. L'atelier permet surtout aux élèves de s'épanouir.

«On est moins timides. Plus détendus», reconnaît Lenny. L'institutrice cite l'exemple d'une petite fille rebelle, confrontée chez elle à une situation familiale difficile : «Il a fallu s'accrocher pour qu'elle reste dans le projet. Elle n'aimait pas sa voix, était mal à l'aise dans son corps. Maintenant, elle est là. Elle chante, elle bouge, elle est dedans avec les autres. Elle ne le dit pas ouvertement, mais elle écrit toujours dans le carnet de suivi que je leur fais tenir que les moments de répétition sont ses préférés.» Pascaline Richard n'est pas dupe, «ça ne règle pas tous les problèmes», mais elle garde bon espoir que le projet aura «des retentissements positifs dans la vie future» de ses écoliers.

PIOUPIOUS. Les gosses reviennent de la pause, remontés à bloc. Les voici trouffons, rampant dans les tranchées, sous les balles allemandes. «En silence.» Tu parles. Ça rigole dans les rangs. Maxime Perrotin tente un discours de raison pour regagner leur concentration : «Profitez de ce qui se passe pendant le spectacle et les répétitions. C'est du vivant, c'est éphémère. Les bavardages de la vie quotidienne, on peut le faire tout le temps.» Pas un franc succès. La maîtresse intervient, fait les gros yeux, hausse le ton. Tout à coup, les pioupioups sont au garde-à-vous.

Sur le champ de bataille, Abderrahmane, dans la peau de Guillaume Apollinaire, récite : «Si je mourais là-bas sur le front de l'armée / Tu pleurerai un jour ô Lou ma bien-aimée...» Instant de grâce que ne dérange aucun de ses camarades, captivés par l'écoute. On croise un peu plus loin Blaise Cendrars à l'infirmerie. L'ombre de Louis-Ferdinand Céline passe dans un dialogue entre maréchal et colonel, où il est question de mort et de fourgon de pain. Auteurs et histoire prennent corps. Les élèves sont à leur contact direct.

Après trois heures de travail, la fatigue commence à se faire sentir. Chorégraphe et chef de chœur tirent la langue eux aussi. Dans un dernier sursaut collectif, la classe donne vie à une scène illustrant la censure de l'armée. Bien dans leurs rôles, les enfants sont à la fois comiques et émouvants. La matinée se termine là-dessus. Il est déjà midi passé. Fonçant vers la sortie, un gamin pivote sur lui-même, lève les bras au ciel et exulte : «Merçiii, cher public!» Pour cette partie du spectacle, pas de doute, ils sont fin prêts. ◆

«14+18» dir. mus. Lucie Larnicol, ms Marie-Eve Signeyrole. Paris : 14 et 15 juin ; Reims : 24 juin ; Nancy : 27 juin.
Rens. : www.operadeparis.fr

Balade avec l'ex-costumière Rosalie Varda dans les ateliers des Opéras de Nancy et de Marseille.

US ET COSTUMES DE LA SCÈNE

«**M**on premier métier consistait à dessiner des costumes, des bijoux, des chaussures, des chapeaux, des armes et des accessoires pour le cinéma, le théâtre et l'opéra. Je présentais l'ensemble des maquettes et des échantillons de tissus et galons aux metteurs en scène, qui devaient évidemment valider ce travail, avant qu'on réfléchisse avec les responsables de l'atelier de couture à la manière de les fabriquer. «Il y a quelque chose de magique dans ce passage de la maquette et/ou du dessin à la fabrication, ce travail artisanal réalisé par tant de mains, pour arriver au costume final. En vérité, ce costume «neuf» n'a pas de sens, il lui manque la patine (on vieillit le vêtement en le lavant et en l'usant, on le tache avec des pigments et de la teinture...). L'acteur ou le chanteur doit ensuite se l'approprier : un costume doit être absolument en adéquation avec le personnage. Pour moi, c'est la partie la plus difficile de notre métier : donner de la vérité à un vêtement.

Organza. «J'ai eu la chance, en 1985, de commencer mon métier de costumière à l'Opéra de Nancy dirigé par Antoine Bourseiller, qui possédait un très bel atelier de couture, composé d'un atelier «tailleur» (pour les hommes) et d'un atelier de «flou» (pour les femmes). Chaque atelier était dirigé par une responsable et avait une «première» d'atelier, responsable des couturières, qui avaient chacune une spécialité, giletiers, pantalonniers ou spécialistes du crêpe de Chine ou de l'organza. «La tradition veut encore que la couture soit souvent entre les mains des femmes. Cet atelier exception-



Costumes de «l'Enlèvement au sérail» dans les ateliers de l'Opéra de Marseille. PHOTO PATRICK GHERDOUSSI/DIVERGENCE

nel de Nancy employait dix personnes à plein-temps et pouvait fabriquer jusqu'à 120 costumes pour un spectacle comme *Orphée aux Enfers*. La même année, j'ai fait des costumes pour une production de *Traviata*, *King Priam* ou de *Katia Kabanova*. Pour l'Opéra de Marseille, j'ai également réalisé plusieurs productions, dont *Don Pasquale*. «L'atelier était alors dirigé par une femme exceptionnelle, Katia Duflot, elle-même costumière et, du même coup, très en phase avec l'intention d'un décorateur. A l'opéra, généralement, on fait des costumes sur mesure, en tout cas

pour les solistes et les rôles principaux. Dans ma carrière de décoratrice de théâtre et d'opéra, j'ai presque chaque fois fait du sur-mesure. D'abord, on élabore avec le metteur en scène la conception du spectacle et les grandes lignes artistiques : l'époque, le style, l'ambiance. On travaille en étroite collaboration avec le décorateur. Ensuite, on passe aux maquettes, dessins ou références : on n'est pas toujours obligé de dessiner (une belle maquette ne fait pas forcément un beau costume). J'ai toujours fait des maquettes en noir et blanc, car pour moi c'est le tissu, sa



couleur, sa texture, qui m'amène au costume. Une fois ces étapes franchies, le dossier artistique, décors et costumes, est présenté aux théâtres et aux responsables techniques, avant de passer à la phase de fabrication. «En 2009, l'atelier de couture de l'Opéra de Marseille a fabriqué tous les costumes de *Cavalleria Rusticana* et de *Pagliacci* pour les Chorégies d'Orange. Avec le metteur en scène Jean-Claude Auvray, nous avons décidé de transposer les deux histoires dans les années 50. Une sorte de défi artistique pour une histoire qui se passe au début du

siècle... Une production contemporaine, pour un opéra classique, présenté dans un théâtre antique, les Chorégies d'Orange!

Caverne. «Pendant trois mois, douze personnes ont travaillé à l'Opéra de Marseille pour réaliser ces costumes. J'ai également acheté beaucoup de vêtements d'hommes, qu'on a transformés, et trouvé beaucoup d'accessoires dans les magasins «vintage 50». Pour les chœurs femmes et les rôles féminins, l'atelier de couture de Marseille a tout fabriqué : jupons et robes des années 50.

«L'Opéra de Marseille a aussi une particularité extraordinaire : une réserve inouïe de costumes que la direction de l'Opéra et Katia Duflot s'attachaient à entretenir. Une vraie caverne d'Ali Baba, des portants à n'en plus finir où l'on trouve cinq productions de *Carmen*, trois de *la Traviata*, trois *Macbeth*... Un vrai régal et, à chaque fois, des découvertes, un costume XVIII^e porté par Ruggero Raimondi ou de simples robes antiques d'une production d'*Aida*. Un détail formidable, sur chaque vêtement une étiquette porte le nom du chanteur et son rôle ! J'ai toujours aimé toucher la matière des costumes, et l'émotion me gagne chaque fois que je tombe sur un costume réalisé il y a trente ans dans un tissu incroyablement qu'on ne peut plus trouver aujourd'hui, un brocard broché, gaufré, des tissus sérigraphiés, des broderies faites à la main...»

Recueilli par **BÉATRICE VALLAËYS**

A voir sur le costume de scène : «Costumes de légendes, 20 ans de création à l'Opéra de Lyon», Musée des tissus et arts décoratifs, à Lyon, jusqu'au 24 septembre. Prens : www.mtmad.fr Ou le site du Centre national du costume de scène : www.cnccs.fr

DEUX JOURNÉES POUR DÉCOUVRIR L'OPÉRA

CONCERTS POUR TOUS

A Paris, au Théâtre des Champs-Élysées, concert exceptionnel avec Philippe Jaroussky, parrain de cette édition de Tous à l'Opéra ; **à Limoges**, récital des lauréats du Paris International Opera Competition ; **à Massy**, récital de la classe de chant du conservatoire de Massy ; **à Nancy**, récital des chœurs de l'Opéra national de Lorraine ; **à Orange**, au Palais des princes, carte blanche aux Voix nouvelles ; **à Toulon**, miniconcerts, orchestre et chœur.

RÉPÉTITIONS OUVERTES AU PUBLIC

A Clermont-Ferrand, répétition du *Téléphone* de Menotti et de la *Voix humaine* de Poulenc ; **à Dijon**, les *Noches de Figaro*, de Mozart, rencontre avec l'équipe artistique ; **à Massy**,

les *Pêcheurs de perles*, de Bizet, mise en scène de Nadine Duffaut ; **à Metz**, *Viva la Mamma*, de Donizetti, mise en scène de Vincent Vittoz ; **à Montpellier**, la *Traviata*, de Verdi, mise en scène de Jean-Paul Scarpitta ; **à Nantes**, répétition ouverte de la *Flûte enchantée*, de Mozart, mise en scène de Patrice Caurier et Moshe Leiser ; **à Nice**, répétition ouverte de *Dreyfus*, création mondiale de Michel Legrand, mise en scène de Daniel Benoin ; **à Paris**, à l'Opéra-Comique, générale d'*Ali Baba*, de Charles Lecocq, mise en scène d'Arnaud Meunier ; à l'Athénée Théâtre Louis-Jouvet, répétition du *Balcon* de Péter Eötvös, avec l'ensemble homonyme dirigé par Maxime Pascal ; **à Reims**, la *Belle Hélène*, de Jacques Offenbach, mise en scène de Bernard Pisani ; **à Rennes**, *Rigoletto*, de Verdi, mise en scène de Jean-Louis Grinda ; **à Tours**, *Falstaff*, de Verdi, mise en scène de Gilles Bouillon.

DANSE

A Limoges, restitution dansée des ateliers dirigés au lycée Turgot par Sergio Simón, chorégraphe et directeur de la danse à l'Opéra-Théâtre ; **à Lyon**, répétition publique du ballet ; **à Toulon**, prestation du ballet ; **à Toulouse**, découverte des métiers du ballet.

COULISSES ET MÉTIERS

A Bordeaux, visite de la Grande Salle et des ateliers de couture, tandis qu'un bus emmènera les visiteurs vers les ateliers de décors et d'accessoires ; **à Clermont-Ferrand**, on pourra découvrir le bâtiment entièrement rénové (18 millions d'euros de budget) ; **Compiègne** propose de découvrir les coulisses de son théâtre, mais aussi le secret

de ses machineries ; visites encore à **Dijon**, **Marseille**, **Paris** (au Palais Garnier, à l'Opéra-Comique et au Théâtre des Champs-Élysées), **Lyon** (visites nocturnes comprises...), **Toulon**, **Toulouse** et **Tours** pour un parcours ludique ; **Massy** propose une «visite oblique» de l'exceptionnel Roland Shön ; **Montpellier** met l'accent sur la découverte des métiers grâce à des ateliers répartis dans le foyer et des démonstrations techniques enfin dans la grande salle ; **Rouen** fera visiter ses ateliers de construction à travers un parcours chronologique des étapes de création d'un opéra.

Le détail des programmes :

<http://www.tous-a-lopera.fr/>

En Europe :

<http://www.operadays.eu/>

Après un titre de champion de France remporté sans gloire mercredi, l'entraîneur du club parisien a été reconduit jusqu'en 2016. Bilan en trois étapes d'une saison riche.

Par GRÉGORIE SCHNEIDER

Un journaliste de France Inter aura exhumé l'image qui tue, mercredi, à l'issue de la défaite (1-2) du Paris-SG à domicile contre Rennes, qui n'en scellait pas moins le second titre de rang de l'équipe de la capitale : il aura fallu aller rechercher des joueurs déjà rentrés dans leur vestiaire pour leur intimer d'enfiler un tee-shirt blanc « Ici c'est Paris » de circonstance et les faire poser sur la pelouse dans une posture triomphale. Le public avait eu le temps de filer : il ne s'en est pas privé. Sur le plan statistique, le Paris-SG fait un grand champion de France 2013-2014 : alors qu'il reste deux matchs à jouer, il n'est qu'à un point du record enregistré en Ligue 1, les 84 unités de Lyon en 2005-2006. Pour le reste, on ne peut pas demander à un titre adossé aux gazo-dollars qataris – 488 millions d'euros pour la saison, la plus grosse masse salariale du monde avec 430 millions d'euros annuels – de serrer le cœur.

DÉCRYPTAGE constance et les faire poser sur la pelouse dans une posture triomphale. Le public avait eu le temps de filer : il ne s'en est pas privé. Sur le plan statistique, le Paris-SG fait un grand champion de France 2013-2014 : alors qu'il reste deux matchs à jouer, il n'est qu'à un point du record enregistré en Ligue 1, les 84 unités de Lyon en 2005-2006. Pour le reste, on ne peut pas demander à un titre adossé aux gazo-dollars qataris – 488 millions d'euros pour la saison, la plus grosse masse salariale du monde avec 430 millions d'euros annuels – de serrer le cœur.

QUEL BILAN POUR L'ENTRAÎNEUR LAURENT BLANC ?

Disposant d'une seconde année de contrat ridicule – un fixe mensuel de 35 000 euros, sans prime en perspective – qui disait la défiance, l'ex-énième choix a été prolongé hier jusqu'en 2016 à des conditions plus orthodoxes. Lors de sa première saison, l'ancien sélectionneur des Bleus aura fait un peu mieux (une Coupe de la Ligue en vitrine) que son prédécesseur Carlo Ancelotti, dont il a épousé le style apaisé et politique consistant à agréer et accompagner les superstars du vestiaire.

Mercredi, Laurent Blanc a plaidé l'évolution stylistique : « On a fait une très, très belle saison. On a su allier le beau jeu et l'efficacité. » Manière d'insister sur la maîtrise du ballon exigée par lui : 60 à 75% de possession pendant les matchs, une façon aussi de faire plaisir à ses joueurs car ceux-ci, à Paris comme partout, préfèrent faire vivre le ballon que courir après. L'attaquant suédois Zlatan Ibrahimovic aura relativisé l'apport de Blanc : « Par rapport à la saison d'avant, les joueurs ont une année de plus de vécu commun. C'est très important. » On a parfois vu le capitaine brésilien, Thiago Silva, exiger de son coach des remplacements ou modifications tactiques en plein match sans y met-

tre les formes. Mercredi, le défenseur était tout miel : « Je pense qu'on a fait dix bons mois et deux mois pas bons. J'espère que l'on continuera avec les supporters et l'entraîneur. » Paris aura aussi évité cette saison les défaites vaguement farces à Sochaux, Reims ou Nice : elles poussèrent parfois Doha, lors de l'exercice précédent, à réclamer la tête d'Ancelotti dans l'heure, le président du Paris-SG Nasser al-Khelaïfi faisant dès lors tampon. Une direction apaisée, des joueurs amadoués : Blanc a su gérer la double contrainte.

QUELLES FAIBLESSES POUR L'ÉQUIPE ?

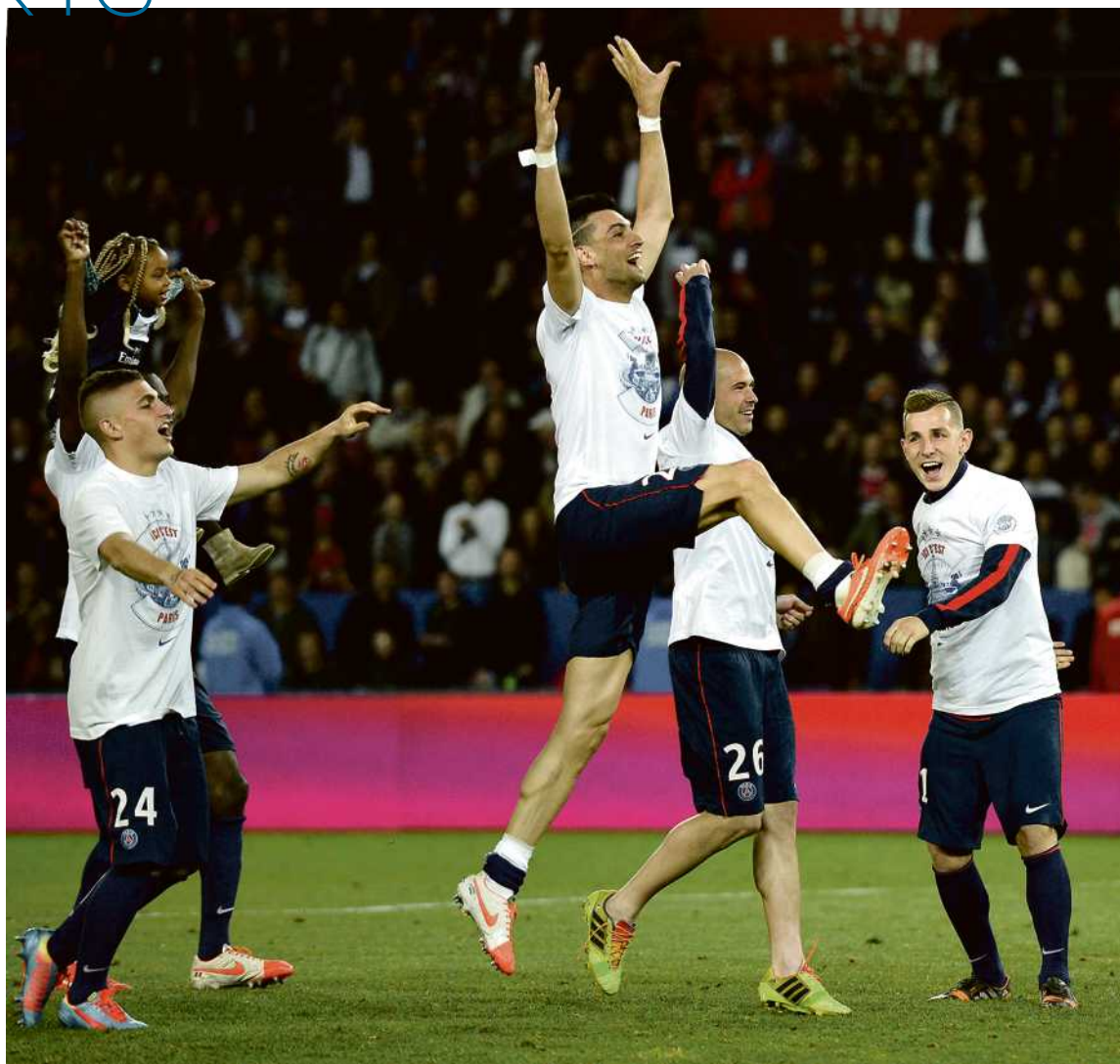
Un jour que son équipe avait été sifflée, Ibrahimovic était sorti étonné : « Mais pourquoi ils

font la gueule ? Avant moi, ici, il n'y avait rien. » Depuis l'arrivée des Qataris en juin 2011, Paris a une équipe : équilibrée, froide, où les jeunes joueurs – Lucas Moura, Javier Pastore – ont cependant tendance à se brûler tant le contact quotidien d'un Thiago Silva ou d'un Ibra est intimidant. Pour le club, on a l'impression d'un décor de théâtre, comme si tout pouvait disparaître du jour au lendemain. Les quinze euros de budget alloués au repas de chaque joueur ont fait parler, les impayés aussi : le club est aujourd'hui clairement à la remorque de ses résultats sportifs, ce que Zlatan Ibrahimovic et Thiago Motta – le vrai patron du vestiaire – ne se privent pas de souligner en interne. Au fond, le projet

qatari est rattrapé par ce foot français où il a choisi d'investir : à l'exception de l'Olympique lyonnais, aucun club de l'Hexagone n'a jamais appris à vivre en respirant l'air raréfié – pression, capacité à communiquer en temps de crise, puissance de l'institution – des cimes européennes.

LE FAIR-PLAY FINANCIER PEUT-IL FREINER LE CLUB PARISIEN ?

Laurent Blanc a commenté ainsi les probables limitations à venir dans la politique sportive parisienne (voir Libération de mercredi) : « On a déjà de très bons joueurs. Mais il faudra bien cibler [les besoins de l'équipe] et être précis. » Son président, al-Khelaïfi : « On discute encore



De buts en Blanc, le PSG garde la tête



avec l'Union européenne de football, je ne confirme pas les sanctions. Mais on va jouer la Ligue des champions, peut-être avec des limitations.»

De toutes les sanctions évoquées par l'Equipe et confirmées par l'AFP, la plus forte symboliquement consiste dans le fait de ne pouvoir acheter qu'un seul joueur cet été, et pour un montant maximum de 60 millions d'euros : elle contredit l'ADN du projet qatari – dépenser des blindes : 380 millions de transferts en trois ans – et lance un signal négatif envers des superstars du foot déjà sceptiques quand elles regardent au-delà du salaire. Thiago Silva avait par exemple, il y a un an, fait état de son blues : 5 millions de plus par an lui avaient redonné le sourire et la foi dans le projet. Il faudra désormais trouver autre chose : selon l'Equipe, le club a accepté l'encadrement de sa masse salariale. C'est enfin l'exigence d'avoir quatre joueurs formés au club parmi les vingt et un habilités à disputer la Ligue des champions qui va aussi donner des maux de tête : en plus de faire la bonne fortune des intéressés et de leurs agents, elle réduit à dix-huit (si le milieu de terrain Adrien Rabiot reste) éléments compétitifs le groupe parisien engagé sur le front européen. Quant à la Ligue 1, il leur restera sans doute de la marge. ◆

Les joueurs du Paris-SG célèbrent leur deuxième sacre consécutif en Ligue 1, après leur défaite (1-2) contre Rennes, mercredi.

PHOTO FRANCK FIFE, AFP

REPÈRES

Le club ne fêtera formellement son titre de champion qu'à l'issue de la dernière journée, le 17 mai au Parc des Princes après le match contre Montpellier. Aucune célébration n'est prévue en dehors de l'enceinte : la saison passée, la présentation du trophée au Trocadéro avait occasionné de nombreux incidents.

1 seul joueur de moins de 26 ans figure dans l'équipe-type du PSG cette saison : Marco Verratti (21 ans). Une formation expérimentée, donc.

«J'ai appris beaucoup du parcours européen. Mais j'ai l'impression que la saison du PSG a juste été évaluée par rapport à la Ligue des champions. Je trouve ça simpliste.»

Laurent Blanc mercredi



De gauche à droite : Zlatan Ibrahimovic, Edinson Cavani et Yohan Cabaye. PHOTOS AP, AFP ET AP

Conclusion mitigée pour ces joueurs recrutés à grands frais.

Trois cadres bien accrochés

Le tour de la saison parisienne à travers trois joueurs : l'attaquant suédois Zlatan Ibrahimovic, son pendant uruguayen Edinson Cavani et le milieu de terrain des Bleus, débarqué lors du mercato hivernal, Yohan Cabaye.

Ibrahimovic, l'outre-mangeur

La preuve statistique : 25 buts et 13 passes décisives en Ligue 1 cette saison, ce dernier chiffre étant inhabituellement élevé pour un attaquant. Mais il peut aussi s'expliquer par la prime de 1,5 million d'euros versée par le club au joueur terminant en tête du classement des deux statistiques (buts + passes décisives) cumulées. La preuve par l'absurde : l'équipe s'est effondrée à la minute où le Suédois, blessé à la cuisse le 2 avril face à Chelsea, a disparu un mois. Comme lors de ses expériences italiennes, l'éclat d'Ibrahimovic (32 ans) a un double effet pervers : inhiber ceux qui l'entourent et lui donner une telle importance que son absence devient impossible à combler. Hors du terrain, il s'est peu montré mais toujours sous un jour urbain et agréable, comme si l'entretien de son propre per-

sonnage, chambreur et méprisant, commençait à le fatiguer au fil des ans : on en garde plutôt une impression de grand professionnalisme en toutes circonstances.

Cavani, l'exilé

Eté 2013 : Edinson Cavani signe au PSG et arrose tout le monde – son club, Naples, empoche officiellement 67 millions d'euros, l'Uruguayen en prend 10 par an au titre de salaire et Paris met sous pression une concurrence européenne qui s'intéressait (ou faisait semblant de s'intéresser) au joueur. Dix mois plus tard, les sourires se sont envolés. Venu pour occuper la pointe de l'attaque, comme à Naples où le troisième de la dernière Coupe du monde avait inscrit la somme astronomique de 104 buts en 138 matchs, El Matador s'est retrouvé sur l'aile droite pour mieux faire briller Ibrahimovic devant. Il n'a rien dit, puis il a allumé, en avril, dans l'Equipe : «Ça commence, disons, à devenir un peu pesant. Pour un attaquant habitué à conclure les actions, habitué à marquer et qui, aujourd'hui, doit accomplir d'autres tâches, non ce n'est pas facile, c'est vrai.» La suite ? Ou bien

il se fait une raison moyennant une augmentation substantielle. Ou bien on recommence : Cavani signe ailleurs et arrose tout le monde...

Cabaye, le transparent

L'hiver dernier, Yohan Cabaye s'est directement placé dans le top 10 des plus gros transferts de joueurs français derrière Zidane, Thuram, Henry, Anelka, Nasri, Makelele et Ribéry : 23 millions pour l'arracher à Newcastle. L'international français (27 sélections) peut remercier Laurent Blanc, qui a joué des coudes pour l'imposer dans une équipe aussi haut de gamme : «Cabaye est un très bon joueur, intelligent. Un homme très bien aussi. C'est important quand on recrute un joueur en cours de saison.» Vingt matchs et un but plus tard, Yohan Cabaye n'a pas effacé les doutes de certains cadres du vestiaire (Thiago Silva, Zlatan Ibrahimovic), n'apportant pas de solution supplémentaire lorsque son équipe était en souffrance. Au passage, Laurent Blanc aura brûlé l'une de ses rares cartouches rayon transfert et un peu d'influence en coulisse.

R.La. et G.S.



L'HISTOIRE

POUR AGASSI, NADAL EST LE PLUS GRAND DE L'HISTOIRE DU TENNIS

C'est une question qui reste sans réponse pour une multitude de sports : qui est le meilleur d'entre les meilleurs ? Andre Agassi, qui ne fut pas un manche raquette en main, a révélé son panthéon personnel en plaçant l'Espagnol Rafael Nadal (photo), actuel numéro 1 mondial, devant le Suisse Roger Federer, recordman du nombre de titres en Grand Chelem. Agassi a argumenté : « Federer s'est détaché du plateau pendant quatre ans. Il était au-dessus de (Andy) Roddick et (Lleyton) Hewitt. Nadal a dû composer avec Federer, (Novak) Djokovic, (Andy) Murray dans l'âge d'or du tennis. Il a fait ce qu'il a fait et ce n'est pas fini. » Federer a remporté 17 tournois du Grand Chelem (contre 13 à Nadal), mais l'Espagnol mène dans leurs face-à-face (23 victoires à 10) et il ne lui manque plus qu'un succès en Australie pour devenir le troisième joueur à remporter deux fois les quatre majeurs. En attendant, le Majorquin a enchaîné une deuxième victoire à Madrid et s'est qualifié hier en quart de finale contre Thomas Berdych. PHOTO AFP

42

C'est l'âge du Québécois Jacques Villeneuve qui, dix-neuf ans après son succès aux 500 miles d'Indianapolis en 1995, a décidé de revenir courir sur le célèbre et très périlleux anneau de l'Indiana. Villeneuve s'alignera aux qualifications des 500 miles en prévision de la 98^e édition de l'épreuve programmée le 25 mai. Hier, la famille Villeneuve commémorait le 32^e anniversaire de la mort de Gilles, le père de Jacques, décédé au volant de sa Ferrari le 8 mai 1982 aux essais du Grand Prix de Belgique, à Zolder.

EN HAUT DE LA PILE

Par LIONEL FROISSART

Klitschko, poings et pavé

C'est l'histoire de deux frères, fils d'un militaire de l'ex-URSS, nés dans des coins reculés de l'Ukraine, devenus riches à la force de leur poings. Deux frères à l'intelligence redoutable, détenteurs d'un doctorat, en sciences et techniques des activités physiques et sportives pour Vitali, l'aîné aujourd'hui âgé de 42 ans, et en sciences sportives pour Wladimir, le cadet de 38 ans. C'est à l'histoire de ces deux forces de la nature que l'écrivain et réalisateur allemand Leo G. Linder s'est attelé.

Dans son ouvrage, Linder raconte le début de carrière de boxeur des frères Klitschko soutenue – et financée – par la mafia ukrainienne et comment, par



« Les Combats des frères Klitschko » de Leo G. Linder, éd. du Moment, 226 pp., 26,50 €.

opportunisme mais aussi par talent, ils sont devenus deux stars de la catégorie reine des poids lourds au point d'en devenir les rois. Mais pas les frères ennemis, l'un et l'autre ayant juré à leur maman de ne jamais s'affronter sur un ring. D'ailleurs Vitali a raccroché les gants pour se consacrer à la politique en Ukraine, abandonnant ainsi la seule couronne (WBC) des poids lourds que sont frère Wladimir ne détient pas, et qu'il devrait s'attribuer dans un proche avenir.



Helena Costa, en mai 2012 au Qatar, dont elle a entraîné les équipes féminines. PHOTO AFP

Helena Costa accoste à Clermont Foot

LIGUE 2 La Portugaise sera la première femme entraîneuse d'un club pro en France.

Helena Costa, 36 ans, sera l'entraîneuse, la saison prochaine, du club professionnel de Clermont Foot : une première pour une femme en France. Depuis, le monde s'agite autour de la Portugaise. Le président de la Fifa, Sepp Blatter, en 140 signes : « Félicitations et bonne chance à Helena Costa au Clermont Foot. Une bonne nouvelle pour les femmes dans le football aujourd'hui. » La ministre des Droits des femmes, de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, Najat Vallaud-Belkacem : « Bravo au Clermont Foot de comprendre que donner leur place aux femmes est l'avenir du football professionnel. » De son côté, le président du Clermont Foot, Claude Michy, qui a rencontré Helena Costa à une seule reprise la semaine dernière, savoure : « C'est évident que cela permet de parler du club. Dans ma décision, ce fut un des éléments. Ce sera une attractivité, c'est un coup médiatique. » Puis : « Les gens sont étonnés, mais des femmes sont managers de FI, chefs d'entreprise ou font de la politique. Alors pourquoi pas dans le football ? »

Majors. Pour l'instant, personne ne peut vraiment dire qui est Helena Costa à part quelques coupures de presse et sa page Wikipédia. Elle est née à Alhandra, au Portugal. Major de promo à la fac des sciences et des sports de Lisbonne à la fin des années 90, elle parle quatre langues dont

le français et a multiplié les diplômes sur la méthodologie de l'entraînement. Elle croise le pape des entraîneurs portugais, José Mourinho, lors d'un stage à Chelsea en 2005 avant de soulever son premier trophée : celui du championnat régional de Lisbonne avec une équipe masculine amateur. Entre 2008 et 2010, elle devient recruteuse pour le Celtic Glasgow avant de prendre la tête

soit un homme ou une femme. Nous lui devons l'autorité. Si elle est compétente, et il n'y a pas de raisons qu'elle ne soit pas, il n'y aura pas de problème. » Son collègue en défense, Emmanuel Imorou : « Les femmes et le foot peuvent avoir un rapport compliqué pour certaines personnes. Elle sait très bien qu'elle sera attendue. Pas spécialement avec les joueurs, mais par la presse et par les supporters. Elle va subir énormément de critiques. Elle va devoir s'imposer tout de suite. » Emmanuel Gas, futur entraîneur ad-

joint d'Helena Costa : « Cela fait bizarre mais en réfléchissant il n'y a pas d'a priori... On ne sait pas trop à quoi s'attendre. Cela parle beaucoup mais nous serons prêts. »

Claude Michy président du Clermont Foot

« Cela permet de parler du club. Ce sera une attractivité, c'est un coup médiatique. »

« Douche. » Dans sa tournée des médias, Emmanuel Imorou a confié sur RMC : « On s'est interrogé sur ce qui allait changer, sur sa rigueur, sur son approche du foot. Va-t-elle réussir à se faire respecter ? Comment cela va se passer si elle entre dans le vestiaire et que l'on est sous la douche ? » Elle ne le fera pas, comme les hommes entraînant des équipes féminines. Sinon, il y a un précédent en Europe : en 1999, Carolina Morace a pris la tête du club italien Viterbese en 3^e division. Elle était partie après deux matches.

RACHID LAÏRECHE

« José m'a annoncé en début d'année sa volonté de quitter ses fonctions de directeur sportif de l'OM et de quitter géographiquement la ville de Marseille. Il va continuer à collaborer au club et sera en charge du recrutement sur l'Afrique et certains pays d'Europe de l'Ouest. »

Vincent Labrune

président de l'OM, au sujet de José Anigo, entraîneur du club depuis décembre

Libération est habilitée aux annonces légales et judiciaires pour le département 75 en vertu de l'arrêté du 20 décembre 2013

1120619
SAS mi
SAS au capital de 10000€
Siège social : 19 Avenue de Clichy 75017 Paris
539 025 791 RCS de Paris
Aux termes d'une délibération de l'AGE en date du 28/04/2014, il a été décidé de transférer le siège social au 11 Rue Alphonse de Neuville, 75017 Paris à compter du 01/05/2014. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence.
Mention sera faite au RCS de Paris.

1120327
JALTA PRODUCTIONS
SARL au capital de 2000 €
Siège social : 45 rue Linné, 75005 Paris
539 144 485 RCS de Paris
L'AGE du 18/04/2014 a décidé la dissolution de la société et sa mise en liquidation amiable à compter du 20/04/2014, nommé en qualité de liquidateur Mme PAVLOVIC Kristina, demeurant 47 avenue pierre grenier, 92100 Boulogne-Billancourt et fixe le siège de liquidation chez le liquidateur. La correspondance est à adresser au 47 avenue pierre grenier, 92100 Boulogne-Billancourt.
L'AGE du 18/04/2014 a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur de son mandat et constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 20/04/2014.
Radiation du RCS de Paris

1120701
Par ASSP en date du 02/05/2014, il a été converti en société suivante :

Dénomination :
PREMS HOTEL
Forme juridique : SAS
Capital social : 7 500 €
Siège social : 9 Rue Bailly - 75003 Paris
Objet : Portail internet, notamment un portail de réservation hôtelière et exploitation d'une gestion d'entreprise touristique.
Président : Haby Djimera demeurant 9 Rue Bailly - 75003 Paris
Directeur Général : Christophe Touzalin demeurant 9 Rue Bailly - 75003 Paris
Durée : 99 ans
Cession des actions : La cession d'actions à un tiers non associé, à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément préalable du Président.
Droits de vote : Chaque action donne droit à une voix.
La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés du greffe du tribunal de commerce de PARIS.

1120661
Aux termes d'un acte sous seing privé établi à PARIS en date du 24 mars 2014, il a été constituée une société civile immobilière présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination :
SCIPASTEUR
Siège social : 7 bis rue Legendre, PARIS (Ville de Paris)
Objet : Achat, location, vente de tous biens immobiliers, Gestion patrimoniale
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.
Capital : 1 000 euros
- Montant des apports en numéraire : 1000 euros
Gérance : - Monsieur Charles Jérôme MATHARAN, demeurant 77 bis rue Legendre, PARIS (Ville de Paris).
AGREMENT DES CÉSSIONS : Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou à titre gratuit, à des personnes autres que celles visées ci-dessus, qu'avec le consentement de la majorité des associés, représentant au moins les trois quarts des parts sociales.
IMMATRICULATION : Au registre du commerce et des sociétés de PARIS.
Pour avis, Le gérant.



ALAN BRILLON

«Cette histoire d'augmentation, c'est totalement faux. Si vous regardez dans le détail, par exemple ce qu'a fait le maire de Cogolin, il a renoncé à sa voiture de fonction, c'était 5 000 euros par an. [...] En réalité, ça coûte moins cher pour le contribuable.»

Florian Philippot
vice-président du Front national, le 1^{er} mai sur LCI

Indemnités des maires : le FN émolument beaucoup

Un mois après les élections municipales, les nouveaux maires étiquetés Front national et Rassemblement bleu Marine ont déjà commencé à faire parler d'eux. Dans le Var, où l'extrême droite a rafé

trois communes, ce sont Marc-Etienne Lansade et Philippe de La Grange, fraîchement élus à Cogolin et au Luc-en-Provence, qui ont déclenché (involontairement ?) la première polémique... en faisant voter dès le premier conseil municipal une augmentation de leurs indemnités et de celles de leurs élus. Le 24 avril, le quotidien *Var-Matin* rapporte l'élégante justification de Philippe de La Grange : «*Les adjoints touchent quand même moins qu'un étranger venant prendre sa retraite en France sans jamais y avoir travaillé*» (lire ci-dessous). Des propos relayés par Elisabeth Mariottini et Dominique Lain, principaux élus d'opposition divers droite du Luc – et repris par le site FranceTVinfo. Elsa Di Méo, ancienne candidate PS de Fréjus (autre commune varoise gagnée par le FN), s'indigne de son côté sur Facebook : «*Ils revendiquaient transparence et bonne gestion ? C'est indécence et dépenses supplémentaires !*» Interrogé sur les faits le 1^{er} mai, le numéro 2 du Front national, Florian Philippot, s'agace de la polémique, qui est pour lui complètement injustifiée : «*Cette histoire d'augmentation, c'est totalement faux*, lançait-il à Guillaume Durand sur LCI. *Si vous regardez dans le détail, par exemple ce qu'a fait le maire de Cogolin, il a renoncé à sa voiture de fonction, c'était 5 000 euros par an. Il a tout mis, dans un souci*

de transparence, dans la même indemnité, une indemnité globale. Alors on a dit que ça avait augmenté, mais on a oublié de dire ce qu'il avait supprimé à côté, ce qui coûtait au contribuable. En réalité, ça coûte moins cher pour le contribuable.»

Totalement faux ? A Cogolin, le maire et ses élus perçoivent aujourd'hui respectivement 3 421 et 1 254 euros brut mensuels, soit 307 et 80 euros de plus que leurs prédécesseurs. Loin de nier, l'intéressé s'est justifié. Sur son compte Facebook, il insiste sur le fait que cette nouvelle indemnité, votée lors du conseil municipal du 15 avril, n'est pas le fruit «*d'une décision politique personnelle*», mais «*une conséquence logique et légalement encadrée causée par l'accroissement numérique de la population à Cogolin*». Cogolin compte près de 11 300 habitants. Au-delà donc du seuil des 10 000, qui permet, au regard du code général des collectivités territoriales, de passer à la tranche de rémunération supérieure. Une décision qui n'a rien d'illégal, mais qui relève bien d'un choix. Comme le rappelle un guide de l'Association des maires de France (AMF), un élu peut tout à fait choisir, au vu des difficultés budgétaires de la commune par exemple, de maintenir son indemnité au seuil le plus bas. C'était d'ailleurs l'option prise par l'ancienne équipe dirigeante.

A cette augmentation, s'est ajoutée une enveloppe de frais de représentation votée par le conseil, censée couvrir les déplacements, les réceptions, re-

pas et autres frais liés à l'exercice de la fonction de maire. Rien d'illégal là encore. Qu'elles soient forfaitaires ou exceptionnelles, les dépenses de l'édile sont librement fixées par le conseil municipal... dans la limite du contrôle de la Cour des comptes. En général, leur montant varie selon la taille de la commune. Pour le maire de Cogolin, ce sera 15 000 euros annuels. En nette augmentation par rapport à son prédécesseur (sans étiquette) Jacques Sénégier, lequel facturait ses dépenses au fur et à mesure, là aussi en toute légalité. «*C'était de l'ordre de 500-600 euros par an*», rapporte Laurence Frison, la directrice des finances de l'époque, restée en poste après l'élection du nouveau maire.

Difficile donc de nier les hausses. Difficile aussi d'affirmer qu'elles sont compensées par l'abandon du véhicule de fonction. Lansade affirme y avoir renoncé... ce qui ne veut pas dire que cela correspond à une économie pour l'administré, puisque ladite voiture est toujours sur le parking de la mairie, «*à la disposition des adjoints*», selon la direction générale des finances.

Les dénégations de Philippot ne tiennent pas davantage concernant Le Luc, l'autre commune incriminée. La rémunération du maire y est passée de 2091 euros bruts à 2 404 euros par mois. La hausse obéit cette fois à un autre mécanisme : le statut de chef-lieu de canton permet en effet de faire voter une majoration des indemnités à l'ouverture du nouveau mandat. Un droit que n'avait pas activé le maire précédent, André Raufast (PS). Dans un communiqué de presse publié le 2 mai, le nouveau chef de cabinet Damien Guttierrez (nommé le 1^{er} mai, après sa défaite en tant que candidat FN à la mairie de La Seyne-sur-Mer) tient à expliquer que cette augmentation est «*légitime et légitime*», «*eu égard à l'accroissement [du] travail*» des élus. Verdict : pour légales qu'elles soient, les augmentations sont, n'en déplaise à Florian Philippot, bien réelles. Et relèvent bien d'un choix. L'embarras du vice-président du Front national à l'assumer venant peut-être du fait que le parti a largement insisté, lors de la campagne des municipales, sur la réduction des dépenses de fonctionnement des mairies.

SARAH BOSQUET

DÉSINTOX

LA RECHUTE

PHOTOVOLTAÏQUE : WAUQUIEZ RETOMBE DANS LE PANNEAU

C'est un refrain cher à Laurent Wauquiez : aveuglée par son amour du libre-marché, l'UE laisserait sans broncher son industrie à la merci des concurrents étrangers. Lundi, sur France 2, le député UMP déplorait ainsi l'absence d'*«un minimum de protectionnisme européen»*. Interpellé par le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, sur les taxes visant à protéger l'industrie photovoltaïque du dumping chinois, Wauquiez s'est alors insurgé contre l'Union qui, selon lui, «*a lâché*» ce projet. Sauf qu'il n'en est rien, comme Désintox l'a déjà rapporté (Libé du 25 avril). A l'été 2013, l'UE envisageait d'instaurer des droits de douanes à 47% sur les panneaux solaires. Après avoir frôlé la guerre commerciale avec la Chine, elle a finalement opté pour un prix plancher. Et, pour les producteurs chinois qui ne le respectent pas, la surtaxe reste de mise.

J'ACCUSE... À TORT

LES PRUD'HOMMES SERAIENT ANTIPATRONS SELON PARISOT

Si les entreprises françaises n'embauchent pas, c'est par peur du conseil des prud'hommes. C'est la conviction de Laurence Parisot qui, le 4 mai sur France 5, reprochait à ce tribunal de «*s'éloigner du droit*» et d'*«aboutir systématiquement à la condamnation des employeurs»*. Mais l'ex-présidente du Medef oublie d'abord que les litiges se soldent par un accord à l'amiable une fois sur quatre. Et que s'il y a jugement, celui-ci n'est pas aussi systématique qu'elle ne le dit. En 2012, quand un salarié attaquait son employeur, il le faisait condamner 74% du temps. Et, dans le cas inverse – bien plus rare –, c'est... le patron qui l'emporte à 72%.

L'OBSESSION DE L'ÉTRANGER RETRAITÉ

«*Les adjoints touchent quand même moins qu'un étranger venant prendre sa retraite en France sans jamais y avoir travaillé.*» Avec cette comparaison absurde entre les indemnités des élus et l'allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa) publiée le 24 avril dans *Var-Matin*, Philippe de La Grange, maire frontiste du Luc-en-Provence, ne fait que recycler une marotte de la droite et du Front national. Pour rappel, l'Aspa concerne aussi bien les retraités français et les étrangers en situation régulière, qu'ils aient travaillé ou non. Sauf que les étrangers non communautaires doivent pouvoir justifier d'une durée de résidence de dix ans sur le territoire français pour en bénéficier (ou du statut de réfugié), un critère qui limite fortement le nombre de bénéficiaires (en 2012, un tiers des 70 000 bénéficiaires de l'allocation n'ayant jamais cotisé était étranger). Du reste, l'Aspa n'est qu'un complément financier qui permet aux plus de 65 ans d'atteindre les 792 euros par mois – un revenu au-dessous du seuil de pauvreté. S.Bos.

Retrouvez la page Désintox le mardi et le vendredi dans *Libération*.



SUR LIBÉRATION.FR

Désintox
Richtig-Falsch !

Désintox traque tous les jours petits et gros mensonges du débat public, en partenariat avec *Libération* et 2P2L. Une pastille d'impartialité à retrouver du lundi au jeudi, sur Arte, dans l'émission présentée par Elisabeth Quin *28 Minutes*, à partir de 20 h 05, et sur *Libération.fr*.


**NOUS SOMMES
 UN JOURNAL**

«Libé» ne serait pas «Libé» sans cette écriture photo forte. Loin des clichés.

Nous sommes des photographes



Par **BENNI VALSSON**

Quand *Libé* m'a demandé de photographier les backstage des défilés printemps/été 2004, ma première réflexion a été : «comment ?» Je l'avais déjà fait une ou deux fois, en 6x6 [format carré, *ndlr*] et en noir et blanc, mais là, le numérique – que je détestais – arrivait en force. J'ai proposé de shooter à la chambre avec des polaroids. Je me suis donc retrouvé à courir entre les «shows» avec la chambre, le pied photo, la lumière et surtout... un seau d'eau. Car, en général, faire du pola c'est rapide, mais celui-ci nécessitait d'être nettoyé sur place... Je shootais 3-4 polas que je plongeais dans mon seau d'eau et je courais faire le suivant. En fin de journée, j'arrivais au journal avec mon seau plein d'images et le dos niqué. Le labo prenait la relève pour sortir de beaux tirages noir et blanc de mes polas. Expérience réussie et reconduite l'année suivante pour les portraits quotidiens du Festival de Cannes.



Par **LÉA CRESPI** Festival de Cannes, mai 2008. Dorothy Vallens : «*Hold me. I'm falling! I'm falling! Hold me*» («Je tombe, je tombe, retiens-moi», Isabella Rossellini dans «*Blue Velvet*», de David Lynch, 1986.)

 SUR LES INTERNETS

► **Twitter** @nousjournal
 ► **Facebook** facebook.com/nous sommes un journal
 ► **Tumblr** nous sommes un journal. tumblr.com
 ► **Mail** nous sommes un journal @gmail.com

1914–2014, des Balkans à l'Ukraine

Par **DOMINIQUE DAVID** Rédacteur en chef de la revue *Politique étrangère*

Sommes-nous les nouveaux «*somnambules*» – pour reprendre le mot de l'historien Christopher Clark (1) – marchant à la guerre dans une sorte de conscience impuissante, l'Ukraine figurant les Balkans d'aujourd'hui ?

Les apparences inquiètent : rodonnades paradiplomatiques, réponses symboliques aux symboles de l'autre, échanges de récits historiques trafiqués, menaces brandies sans souci des moyens, acteurs locaux échappant aux marionnettistes qui feignent de les organiser : 2014 semble singer 1914.

Les différences sont pourtant claires. Les grands acteurs en cause, Russie, pays occidentaux, savent que la «*solution militaire*» n'en est pas une – contrairement aux emballements acceptés de 1914. Ce, pour de multiples raisons. Tout d'abord, l'arme nucléaire change radicalement en Europe la perspective

d'usage de la force. De plus, sur ce même continent européen existe un rapport de forces con-

ventionnelles dont l'Occident n'a nulle envie d'user, mais qui, globalement, n'est guère en faveur des forces russes. Enfin, nous sommes tous, en Europe, héritiers d'un XX^e siècle qui nous a enseigné l'horreur de la Grande Guerre et la difficulté des occupations de terrain, et légué l'habitude du dialogue, après les apostrophes.

Constats rassurants, mais pas trop. Nous sommes, aujourd'hui, plus confrontés aux récits croisés de la crise qu'à la crise elle-même. L'amplification médiatique immédiate du moindre incident, de la plus médiocre occupation de bâtiment, nourrit l'incandescence des échanges. Les «*récits locaux*» de la crise, portés à ébullition, construisent les propagandes qui renforcent au jour le jour les «*grands récits*» : d'un côté, sur l'éternel retour de l'ogre russe, de l'autre, sur un Occident méprisant, à la fois décadent et fascinant. L'articulation propagande – médias n'est pas nouvelle : la Grande Guerre a, il y a un siècle, franchi dans le domaine quelques sommets. Mais elle est ici portée à un niveau inédit et mal maîtrisable.

Autre sujet d'inquiétude : le blocage, ou l'évanescence, des institutions multilatérales – le multilatéralisme organisé est aussi un héritage lointain de la Grande Guerre. L'ONU ne pipe mot de la situation ukrainienne. L'OSCE hiberne à contre-saison, son nom à peine prononcé. L'Union européenne (UE) ronchonne en suivant une Amérique peu sûre de ce qu'elle veut, et en décidant de sanctions symboliques qui renforcent à Moscou l'image de son impuissance.

On sait aussi que les acteurs locaux peuvent vraiment échapper à la raison des «*grands*» : les Balkans, voici cent ans ou dans les années 90, nous le rappellent. Poutine – Machiavel tire-t-il les ficelles à l'est de l'Ukraine ? Pour le croire, il faudrait être bien confiant dans l'organisation et l'efficacité russes ! Le danger est bien que, demain, les petites «*minorités agissantes*» d'Ukraine, surfant sur l'emballement médiatique, l'impuissance des autorités de Kiev, les réactions brouillonnes des puissances, bref la dynamique de la crise, imposent leur désordre contre la volonté et les intérêts stratégiques des «*gens sérieux*».

Qui peut aider dès lors à résoudre la crise ? L'un des risques majeurs qu'ouvre cette dernière est la déconstruction d'un ordre européen que nous croyions pérenne (forums de négociations, textes juridiques). Ce qui survit à cette dévastation, c'est la logique des équilibres de forces et de l'affirmation de puissance – pas seulement militaire, mais globale. La Russie

comprend ce langage, mais elle pense que nous n'avons plus de puissance : plus de volonté, ni de moyens.

Qui peut jouer face à la Russie ? Pas l'Amérique : trop loin. Pas l'Otan : seulement militaire. Pas l'OSCE : en fuite. Pas l'UE : paralysée de contradictions. La France, l'Allemagne, la Pologne, par leurs forces propres, leur héritage historique, leurs dialogues passés avec la Russie, sont seules à pouvoir constituer le contrepoids et l'interlocuteur dont Moscou a de toute évidence besoin. Leur parole, unie, cohérente, peut être assez forte pour gérer avec Moscou le désastre – politique, économique, moral – ukrainien. Gérer avec Moscou ? Oui. C'est la seule manière de sauver l'Ukraine comme entité politique.

Un siècle après 1914, ce retour des nations serait-il une régression ? Non, s'il constitue la synthèse entre ce que la Grande Guerre nous a appris de la durabilité des nations et ce qu'elle nous a appris d'une nécessaire entente collective. Le dernier siècle, tragique pour ces pays, France, Allemagne, Pologne, Ukraine, Russie, peut nous donner la force de cette synthèse. Au doute de l'UE sur elle-même répond l'angoisse sur l'avenir du Vieux Continent : c'est bien la Grande Europe qu'il s'agit de reconstruire.

(1) «*Les Somnambules. Été 1914 : comment l'Europe a marché vers la guerre*», Flammarion, 2013.

Echanges de récits historiques trafiqués, menaces brandies sans souci des moyens, acteurs locaux échappant aux marionnettistes qui feignent de les organiser : 2014 semble singer 1914.

L'ŒIL DE WILLEM



14-18 ET LE MONDE DE DEMAIN EN CONFÉRENCE

L'Institut français des relations internationales (Ifri), en partenariat avec *Libération*, organise une conférence sur la Grande Guerre et le monde de demain, donnée à l'occasion de la parution du dernier numéro de *Politique étrangère* consacré à 1914-1918. Avec Jean-Pierre Chevènement, sénateur, ancien ministre ; Nicolas Baverez, éditorialiste et essayiste ; Henry Laurens, professeur au Collège de France ; Dorothea Schmid, responsable du programme Turquie contemporaine à l'Ifri.

Cette conférence se tiendra lundi au musée de l'Armée, 129, rue de Grenelle (Paris, VII^e), de 16 heures à 19 heures.

Réservation obligatoire : 01 40 61 60 11.

Syriza : de l'espoir pour les Grecs mais aussi pour l'avenir de l'Europe

Par **CHRISTOS CHRYSOPOULOS**
Ecrivain

Réfléchir aux prochaines élections européennes impose de les envisager autant sous l'angle national que sous un angle plus large – européen. Pour la Grèce tout particulièrement, le suffrage du 25 mai intervient à un moment particulièrement critique : ce même jour auront lieu, dans notre pays, les municipales. Par conséquent, dans l'esprit de l'électeur, il serait bien difficile de séparer les deux scrutins.

En Grèce, le contexte sociopolitique est le suivant : l'actuelle coalition au pouvoir (faite de deux partis) est incapable de préconiser une politique qui fasse fi des injonctions de la troïka (UE, Banque centrale européenne et FMI). Pour être franc, il est difficile de qualifier la Grèce de démocratie réelle, étant donné son fonctionnement. Les projets de loi sont souvent le résultat de « décrets présidentiels » – au mépris de toute procédure législative normale – tandis que les lois visant à une politique d'austérité, qui comptent souvent des centaines de pages, ne sont jamais discutées en détail par le Parlement et que les députés ne disposent littéralement que de quelques heures pour les lire et procéder au vote.

La branche conservatrice de la coalition au pouvoir, Nea Demokratía [Nouvelle Démocratie, NdT], se sert de la troïka comme prétexte idéal pour faire passer les mesures néolibérales qu'elle a toujours préconisées. La branche sociale-démocrate (Elia, l'ancien Pasok [Parti socialiste]) n'est plus que l'ombre d'elle-même, tandis que la société grecque

s'est gravement paupérisée et que les classes moyennes progressistes ont énormément souffert. La confiance en la politique actuelle est au plus bas. Hommes et femmes politiques sont sévèrement discrédités. Pour maintenir l'ordre social, la coalition au pouvoir procède à des mesures drastiques tant physiques (restriction du droit de réunion, contrôles de police) que judiciaires (contrôle des médias, atteinte à la vie associative et aux luttes sociales, attaques contre les droits des travailleurs, contre la sécurité sociale, etc.), tout en se rapprochant de l'aile droite et des néonazis, comme un scandale récemment mis au jour l'a prouvé. D'après les sondages, le parti politique le plus à gauche (Syriza)

En Grèce, la politique paraît comme une illusion de longue durée. Mais avant, elle maintenait l'illusion ; aujourd'hui, elle est l'illusion même.

concentre le vote protestataire, même si l'on peine à croire que la société grecque s'est franchement radicalisée à gauche ces dernières années. S'il faut parler de radicalisation populaire, c'est plus probablement du côté de l'extrême droite, qui maintient sa poussée malgré l'arrestation de plusieurs des dirigeants d'Aube dorée [parti néonazi grec dont 6 dirigeants ont été mis en examen pour le meurtre d'un militant antifasciste en septembre].

Dans un tel contexte, la politique en Grèce semble se définir comme une illusion de longue durée. Avec une nuance : autrefois, la politique était nécessaire pour maintenir l'illusion que

la Grèce était une société prospère ; alors qu'aujourd'hui, la politique est l'illusion même que la Grèce est en train de sortir de la crise, qu'elle réintègre sa place au sein des marchés, etc.). Ainsi, le discours politique est à la fois bel et bien concret : répression en matière de politique économique, répression physique, paupérisation, autoritarisme, néolibéralisme et virtuel : « la Grèce gagne en crédibilité », « la Grèce, une success-story parmi les pays européens en crise », etc.).

D'un point de vue symbolique, cela fait longtemps que les mouvements d'opposition à la politique d'austérité paraissent prétendre à une victoire des urnes. En sorte qu'un pourcentage élevé de votes en faveur de Syriza sera

important – voire nécessaire – pour donner un socle solide aux arguments anti-austérité de ce parti, ainsi que pour maintenir le moral du peuple grec mis à rude épreuve. En même temps,

ce vote aura un effet réel en ce qu'il sera un signe précurseur du prochain suffrage national. Plus encore : les élections du 25 mai seront déterminantes dans la mesure où les candidats soutenus par Syriza sont élus à la fois aux conseils municipaux et au Parlement européen. Bref, il est d'une importance capitale pour notre pays que Syriza se montre capable d'obtenir la majorité. Dans le même temps, l'avenir de Syriza est fondamental pour l'Europe. Autant pour des raisons pratiques que symboliques, il est urgent et indispensable que s'élève dans l'Union une voix de gauche qui sache se faire entendre. À ce titre, la candidature d'Alexis Tsipras à la prési-

dence de la Commission européenne est significative. L'Europe est à la croisée des chemins. L'essentiel des valeurs que nous associons depuis longtemps au paradigme européen pour ce qui touche au contrat social (Liberté, Démocratie, Solidarité, Sécurité sociale, Égalité, etc.) est depuis un bon moment déjà remis en question sous le coup d'attaques néolibérales et populistes qui ont eu pour effet d'appauvrir la majeure partie des sociétés européennes. L'idée forte de l'Europe, sa raison d'être, une « Europe unie pour les peuples d'Europe », s'efface devant une crise des idéaux de plus en plus profonde.

Si la gauche européenne (GE) renforce son pouvoir et si Syriza parvient à capitaliser sur l'élan qui semble se faire jour en sa faveur, il sera alors permis d'espérer que le débat au sein de l'Europe prendra la forme d'une opposition forte contre le violent courant néolibéral et les politiques de droite en cours qui, par essence, mettent à mal l'idée européenne même. Cela est d'une importance capitale pour tous les habitants de ce continent – et même au-delà de ses frontières.

Les élections, d'un point de vue général, donnent le sentiment de toujours poser la question « Nous suivrez-vous ? » À quoi, si l'on regarde les politiques en vigueur, les électeurs répondent toujours : « D'accord ». Pour ces européennes, la gauche, que ce soit en Grèce ou dans le reste de l'Union, devrait répondre par : « Nous pouvons le faire ».

Traduit par Anne-Laure Brisac.

« Monde clos », « la Destruction du Parthénon », « Une lampe entre les dents », chez Actes Sud, trad. Anne-laure Brisac

Le musée Picasso, un bunker dans le Marais

Par **JEAN-FRANÇOIS BAYART**
Chercheur au CNRS

ermé depuis quatre ans, le musée Picasso repousse donc à nouveau sa réouverture (1). Pourtant, la présidente de l'établissement, Anne Baldassari, n'a pas lésiné sur les moyens. Elle a dépensé bien au-delà de son budget initial. Elle n'a cessé de passer en force, non sans provoquer une procédure d'alerte de la part de la direction médicale du ministère de la Culture, saisie par le personnel en raison de son « mode de communication agressif, de menaces, d'intimidation et d'humiliations publiques ». Elle ne s'est embarrassée d'aucune concertation avec les habitants du quartier. Et elle semble avoir violé la législation en matière de permis de construire. Bétonné dans sa superbe et son autisme, Baldassari annonce un « choc esthétique » lors de la réouverture du musée. Ses voisins commencent à en prendre la mesure ! Le nouveau bâtiment technique sur le côté sud du square Leonor-Fini est hideux. Il est prolongé jusqu'à l'aplomb de l'Hôtel Salé par ce fameux auditorium de béton au statut légal indéterminé. Le jardin du musée est ceinturé par une lourde pergola en acier galvanisé qui défigure d'ores et déjà l'une des plus belles façades du Marais, avant même que ne soit dispo-

sée « dans l'axe central, en fin de perspective, une demi-sphère en escaliers [qui] sera le pendant du grand escalier classé » – aux dernières nouvelles, la bronca qu'a soulevée cet aménagement conduirait à son démantèlement partiel, le 15 mai, ce qui ne fait qu'aggraver la gabegie et déplacer le problème : la pergola a-t-elle été construite avec ou sans autorisation, et, dans la seconde hypothèse, qui l'a accordée ?

Le choc esthétique se doublera d'un choc environnemental. L'objectif est de passer de 400 000 à 1 million de visiteurs par an. Le maire d'arrondissement et la présidente du musée assument sans état d'âme l'afflux d'autocars touristiques – plus d'un millier pour les seuls 45 000 scolaires prévus – que provoquera ce projet mégalomane. En dehors même du mode d'accès au Marais, va se poser la circulation pedestre de ces centaines de milliers de touristes dans un quartier déjà saturé de badauds. Enfin, les bouches d'aération disposées sur le toit du nouveau local technique du musée laissent augurer un dégagement fourni (et sans doute bryant) en CO₂.

Le nouveau musée Picasso illustre jusqu'à la caricature les errements du néolibéralisme dans le domaine cul-

tuel. Contraint à financer une partie de ses travaux et de son fonctionnement, il voudra faire du chiffre à tout prix en louant ses œuvres ou ses locaux. Le forcing pour ouvrir dès juin et faire tourner la billetterie à plein régime pendant l'été est révélateur. Le musée exercera une suzeraineté de fait sur le quartier en faisant passer ses intérêts avant ceux de ses habitants, à l'instar du château de Chambord. Il parachèvera la muséification marchande du Marais, érigé en zone festive et touristique. Quant aux pouvoirs publics, ils ont démontré leur incapacité à exercer une vraie tutelle sur l'espèce de partenariat public-privé auquel préside Baldassari. Le management brutal de cette dernière, les libertés qu'elle prend avec la loi dépassent sa seule personne. On retrouve le style d'un Guy Cogeval au musée d'Orsay, ou celui de feu Richard Descoings à Sciences-Po. C'est celui du condottiere de la culture, blindé de l'armure du *new public management*, qui passe ou qui casse, et qui souvent fait les deux. 53 millions d'euros pour un tel résultat, alors que le ministère de la Culture est exsangue : n'y avait-il rien de mieux à faire ?

(1) Le ministère de la Culture vient de reporter l'événement à septembre.

Par **PIERRE MARCELLE**

Social ET sociétal, économique ET éditorial

José Bové remet le métier sur l'ouvrage, mais en vain. Porteuse, selon *Libération* de lundi, d'un «trouble» certain chez ses amis écologistes, sa déclaration de radicale opposition à «toute manipulation du vivant», et, partant, à la procréation médicalement assistée (même si celle-ci n'a à peu près rien à voir avec celle-là), ne constitue pourtant qu'un autre marqueur de la dérégulation du politique. Par l'effet mécanique de «marronnier» médiatique que suscite tout anniversaire (en l'occurrence, celui des deux années du quinquennat présidentiel), le propos aurait dû réveiller les consciences avec le souvenir de Christiane Taubira en spectaculaire héroïne de la loi dite de «mariage pour tous», en égarée d'une gauche qui trouvait dans sa personne, objet des attaques les plus immondes de toutes les droites, l'ultime raison d'identifier encore un peu le gouvernement comme «de gauche». Taubira n'en était-elle pas membre ?

Hollande dut en être conscient, qui reconduisit la garde des Sceaux. Elle l'est encore, es qualités d'épine dans le pied de Valls ou de caillou dans la chaussure présidentielle, peut-être, mais si discrète ou si réticente que c'est comme si, de ce qu'elle incarnait, ne demeurerait qu'une lointaine survivance du seul affrontement assumé qu'en deux ans, l'exécutif socialiste s'autorisa. Non pas contre «le monde de la finance», mais contre les officines constitutives de la Manif pour tous. Ainsi, de ce que dit Bové à propos de la PMA, l'écho doucement s'éteint sans susciter plus d'émotion que cela. De même peut-on préjuger que le pronostic clinique très pessimiste établi par les spécialistes du Conseil d'Etat, relativement à l'espoir de sortie de Vincent Lambert, tétraplégique depuis 2008, de son état végétatif, ne relancera pas le débat sur la fin de vie que son cas avait exemplairement illustré. Et de même se sentira-t-on un peu plus accablé que mobilisé par le *running gag* de la promesse présidentielle, réitérée lundi sur BFM - RMC, d'un projet de loi relatif au droit de vote des étrangers non communautaires aux élections locales «avant la fin du quinquennat» (1).

Comme si les préoccupations commodément appelées «sociétales» avaient définitivement jeté l'éponge, pulvérisées par la crise économique qui perdure évidemment et le désastre social qui s'ensuit. Parce qu'il ne faut pas réveiller la droite catho, ni non plus sa composante facho, le renoncement

à la PMA est désormais acté. Parce que le temps presse. Parce que les déficits. Parce que «les préoccupations des Français». Parce que les échéances électorales. Parce que, parce que, parce que...

A opposer social et sociétal, par tactique et pour faire à sa couraude un paravent ou un alibi, l'exécutif a évidemment perdu sur les deux tableaux, économique et idéologique. C'est que, dans la vraie vie non plus que dans son gouvernement, on ne marche à cloche-pied, mais sur deux jambes. Boitez de l'une, bientôt vous souffrirez de l'autre. C'est exactement ce qui advint. Qu'il s'agisse de rythmes scolaires ou de temps de travail (par exemple), l'expertise du chrono-biologiste pas plus que la calculatrice du statisticien ne saurait en soi tenir lieu d'autorités constituées.

Et de même en va-t-il de toute entreprise humaine si elle n'est ordonnée par l'harmonie de sa fin et de ses moyens.

Ainsi de la nôtre – s'il m'est permis d'en dire un mot (2) – à *Libération*, dont la fin s'annoncerait dans son Manifeste (voir «Nous sommes un journal» de mercredi) et dont, en l'état, les hypothétiques millions de Ledoux ou de quelque prête-nom réel ou supposé (voir «Nous sommes un journal» de mardi) constitueraient les moyens. Telle quelle, considérant la nature de celle-ci et de ceux-là et leur peu de compatibilité historique, idéologique et principale, mon énoncé demeurera à tout le moins bancal. Pour lui donner cohérence et crédibilité, il faudrait que j'y remplace la fin par une autre fin – un autre projet éditorial – ou les moyens par d'autres moyens – d'autres circuits de financement. Car les mots ont un sens et l'argent, hélas, une odeur.

(1) *Commentaire résolument combatif et déterminé de Razy Hammadi, député étiqueté de gauche du PS: «L'adoption de ce texte législatif nécessite la modification de notre Constitution, et nous savons que nous ne sommes pas assurés de réunir la majorité des 3/5^e du Parlement. Néanmoins, les Français ne nous tiendraient pas rigueur d'avoir échoué à faire adopter cette avancée majeure pour la démocratie, plutôt que de ne pas avoir essayé.» Si la syntaxe est approximative, la perspective est exaltante, en effet.*

(2) *Exercice dont les collègues du «Monde» éprouvent simultanément la difficulté. Il aurait pu en être question ce mercredi, comme on dit, dans le «Comme on nous parle» de France Inter, où Pascale Clark recevait, ça tombait bien, ses chroniqueurs médias. Mais on parla d'autre chose.*

Vive Guingamp et le retour de l'aléatoire

Par **CHRISTIAN BROMBERGER**
Professeur émérite d'anthropologie,
université d'Aix-Marseille

Ce qui donne son piment spécifique au spectacle sportif, et aux matchs de football en particulier, c'est (faut-il le rappeler ?) l'incertitude du résultat. Or, dans les championnats, les résultats sont de moins en moins incertains. C'est dans les coupes, qui se jouent sur un seul match, que le petit peut encore dominer le gros, comme ce fut le cas pour Guingamp, victorieux de Rennes, ou jadis d'El-Biar, club d'un quartier d'Alger en division d'honneur, battant, contre toute attente, la prestigieuse équipe de Reims en 1957. A quoi tient ce recul de l'aléatoire, de l'incertitude dans les compétitions de football ? Tout d'abord à la disparité des budgets. Ceux-ci

Compare-t-on des équipes de foot pour leurs choix tactiques, leurs vedettes, ou compare-t-on des budgets, les clubs les mieux dotés étant certains de l'emporter ?

n'ont jamais été égaux mais l'écart s'est considérablement creusé depuis une trentaine d'années. Que s'est-il passé ? Une série de lois en 1984, 1992, 1999, 2012 a entériné le passage du statut associatif des clubs au statut de société commerciale, cette dernière formule permettant d'associer des actionnaires, de gérer des budgets importants. Ces budgets ont augmenté de façon considérable. Le total des recettes des clubs de division 1 était en effet de 6 millions d'euros en 1970, il passe à 202 millions en 1990, à 1 milliard en 2011. Sans doute des investisseurs fortunés ont permis cet accroissement spectaculaire des budgets mais celui-ci procède surtout de l'augmentation considérable des droits télévisés.

Longtemps, les instances dirigeantes du football n'ont pas souhaité que les matchs soient diffusés. La création de Canal+, en 1984, la privatisation de TF1, en 1987, ont engendré un climat concurrentiel qui, joint à la popularité croissante du football, ont entraîné cet accroissement fulgurant des droits télévisés. En 1984-1985 ces droits s'élevaient à 2 millions d'euros ; ils passent à 122 millions en 1998-1999, à 380 millions en 2003-2004, à 600 millions en 2006-2007, à 748,5 millions pour la période 2016-2020. Ce qui représente moins de 1% du budget d'un club en 1980 représente, aujourd'hui, plus de 60%.

Encore faut-il savoir que tous les clubs ne profitent pas également de cette manne. Il y a une part fixe distribuée à chaque club, puis un montant plus ou moins important selon le classement actuel du club, son classement pendant les cinq dernières saisons et, enfin, sa notoriété. Marseille, Lyon, Lille, le PSG encaissent des sommes bien supérieures à Ajaccio ou Sochaux. On est donc entré dans un cycle de «télé dépendance» favorisant les plus cotés, les plus nantis. Ces clubs sont la propriété de géants de la finance dont le profil a profondément changé au fil des

dernières décennies. Ce ne sont plus les patrons d'industries locales de naguère, voire les patrons des médias et de l'édition des années 80, mais des propriétaires qui n'ont plus de lien avec la localité où le club a son siège. Il y a une délocalisation de la direction des clubs. Faut-il citer l'émir Tamim ben Hamad al-Thani au PSG, Dimitri Rybolovlev à Monaco ? Bien sûr des présidents de clubs d'ancien style demeurent, tel Louis Nicollin à Montpellier, mais ce qui crée de fortes inégalités, c'est la présence de ces magnats de la finance à la tête de clubs, qui y investissent des sommes considérables, non pas pour faire des profits, mais pour valoriser leur image personnelle, celle de leur entreprise, voire celle de leur pays.

Les disparités entre les budgets des clubs de Ligue 1 en France sont énormes : en 2013-2014, le PSG dispose d'un budget de 488 millions, Reims d'un budget de 24 millions, l'AC Ajaccio de 21, Bastia de 18, Guingamp de 17. Compare-t-on désormais des équipes pour leurs choix tactiques respectifs, pour leurs vedettes de niveau sinon équiva-

lent, du moins comparable, ou compare-t-on des budgets, les clubs les mieux dotés étant certains de l'emporter ? Ce recul de l'incertitude compétitive, qui est le piment du spectacle sportif, a été en outre favorisé par deux innovations, l'arrêt Bosman en 1995 et l'instauration d'un mercato d'hiver en 1997. L'arrêt Bosman a supprimé, en accord avec la législation européenne, la limitation du nombre de joueurs, par équipe, ressortissant d'autres Etats membres de la communauté ; cette liberté, associée à la possibilité de faire jouer quatre joueurs extracommunautaires (en fait, souvent plus par le biais des doubles nationalités), contribue à creuser l'écart entre clubs plus ou moins bien dotés. Acquérir des vedettes au coût exorbitant est le privilège des clubs détenus par les magnats de la finance. Des équipes peuvent jouer sans aucun joueur national ; tel fut le cas du PSG contre l'OM récemment.

La possibilité de rectifier ses erreurs, de bénéficier, pour ainsi dire, d'une session de rattrapage, de se renforcer est également le privilège des mieux dotés, grâce au mercato d'hiver. Dès lors, la compétition est jouée d'avance et les organismes spécialisés peuvent prévoir, sans risque d'erreur, le classement du championnat en fin d'année, du moins pour les premières places. Ces clubs les mieux dotés ne se trouvent d'ailleurs plus à l'aise dans les championnats nationaux où ils n'ont plus de concurrent à leur mesure. D'où la création, en 2000, d'un G14 (dissous depuis 2008), prônant un championnat européen des meilleurs clubs sans risque de relégation, étape supplémentaire dans le processus de neutralisation de l'aléatoire. En fait, une régulation s'impose, si l'on veut redonner aux championnats nationaux toute leur dimension compétitive. Le «fair-play financier» mis en œuvre par l'UEFA suffira-t-il à assurer un retour de l'aléatoire, un aléatoire générateur d'intérêt et d'émotions ?

CULTURE



DANSE «Soleils», du chorégraphe belge, est un des spectacles phares des Rencontres, étalées jusqu'à mi-juin en bordure de Paris.

Pierre Droulers éclaire la Seine— Saint-Denis

Par **MARIE-CHRISTINE VERNAY**

La danse contemporaine a réussi, en s'opposant entre autres à la vision frontale et centrale conçue jadis pour la Cour, à faire disparaître le Roi-Soleil. Or, voilà qu'il se repointe, côté jardin, par un tour de passe-passe du Belge Pierre Droulers. Mais cette fois, foin des académismes, l'astre se déplace pour éclairer un plateau nu livré à une bande de neuf manants qui se sont mis en tête de ravir la lumière pour la faire apparaître là où ils le désirent. Il pourrait ne s'agir que de pédanterie ou d'un défi lancé aux dieux solaires qui enluminent livres et tableaux. Mais les irradiés reviennent ici de l'ombre la plus mélancolique et cafardeuse pour embraser la scène.

LANTERNES. *Soleils*, créé en mai 2013 au Kunstenfestivaldesarts de Bruxelles et qui a peu tourné – on ne sait pour quelles obscures raisons –, est un spectacle qui marque les esprits. Heureusement, il a été repris par le Festival de Marseille ainsi que par la nouvelle édition des



Les neuf interprètes réinventent sur les planches la Cour du Roi-Soleil
PHOTO DOMINIQUE LIBERT

tourier belge Jean-Paul Lespagnard jouent avec les masques, la dimension carnavalesque, les attributs royaux. La «perruque» de paille qui coiffe le Roi-Soleil sorti des cavernes est une pure joie esthétique. Quant aux vilains, ils portent des tenues de camouflage de rats de cités, des combinaisons de décontamination, des robes de tragédiennes usées, des reines de la nuit, des «cockettes» de défilé psychédélique. Les neuf interprètes tournent, rampent, courent, s'ébahissent, suivent les injonctions d'un maître de cérémonie absent. Le groupe, où chacun est un Baron Samedi, mène la sarabande. La lumière fait son effet, cela scintille, irradie, avant peut-être que tout vacille, et qu'il ne reste plus sur l'ombre engloutissant l'homme que la trace sulfureuse de son mouvement. Parade, mascarade, simulateur, Soleils, comme le dit Pierre Droulers, parle de «la nécessité de la beauté face à la grimace de l'histoire».

ANGES. Autre cérémonie, qui a fait l'ouverture du festival à Bobigny mardi soir, celle d'Olivier Dubois composée pour le Ballet national de Marseille. Cette fois, ce n'est pas l'incandescence, mais le magma noir sur lequel repose *Elégie*, une pièce pour 17 danseurs, ou plutôt 15 ombres et deux étoiles qui émergent. Dans le premier poème des *Elégies de Duino*, Rainer Maria Rilke s'interroge tout en répondant : «*Qui donc, si je criais, parmi les cohortes des anges m'entendrait ? Et l'un d'eux quand même dût-il me prendre soudain sur son cœur, ne m'évanouirais-je pas sous son existence trop forte ?*»

Ces mots servent de base à un spectacle tout aussi plastique que le premier, mais d'une tout autre nature. Ici, le corps de ballet ne change guère de statut, quant à sa fonction classique de mise en valeur de la perle rare. Enfilés dans des combinaisons noires qui recouvrent le corps entièrement, jusqu'au visage, les danseurs forment une sorte de matelas pour les ébats de deux solistes. Alors que des fumées montent de ce magma humain comme d'un volcan, un homme seul tente d'échapper à la menace que représente cette force de l'ombre. Opposant la quasi-nudité à la masse sombre, il nage à sa surface, y plonge pour mieux en ressurgir. Émergeant de la nuit alors que gronde l'orage électro de François Caffenne, l'homme lutte pour ne pas périr. Une femme reprend, à quelques différences près, le même parcours, image parfaite du corps triomphant des forces obscures. Mais ces images, d'un romantisme anthracite du plus bel effet, n'ont pas le pouvoir de l'enchantement. Elles laissent tout au plus admiratif, comme devant une œuvre bien réalisée, tandis que les hommes et femmes de l'ombre prêtent leur dos pour servir de marchepieds aux élus. Pièce qui, comme celles précédentes de son cycle sur la révolution, aurait pu se placer aux côtés des figures de la résistance, *Elégie*, par un effet pervers, retourne le propos comme un gant. En prenant le parti des étoiles, Olivier Dubois laisse dans la cale les mineurs de fond. ◆

SOLEILS chorégraphie de **PIERRE DROULERS** le 13 mai à 20 h 30 Espace Michel-Simon à Noisy-le-Grand, dans le cadre des Rencontres chorégraphiques de Seine-Saint-Denis, jusqu'au 14 juin www.rencontreschorégraphiques.com

Très éclectiques, les Rencontres chorégraphiques investissent aussi des lieux inédits.

Un festival qui repousse les frontières

Il faut être toquée, et sa directrice Anita Mathieu l'est comme une chef étoilée, pour qu'un concours de danse lancé en 1969 à Bagnolet par Jaque Chaurand résiste encore sous la forme de Rencontres chorégraphiques internationales dévolues à la danse contemporaine sous ses aspects les plus divers et variés possible. Y compris sur le plan géographique, de la Serbie à la république démocratique du Congo.

Pour que ce festival existe, en réunissant autant les professionnels que le public banlieusard et parisien, il faut aussi qu'une équipe soudée travaille toute l'année sur le terrain. Des chorégraphes assurent le lien avec les habitants et les scolaires à travers des ateliers et des rencontres. Lors de l'ouverture, mardi, à la MC 93 de Bobigny, tous étaient au rendez-vous, ce qui n'est pas une évidence car certains spectateurs se montrent de plus en plus «frileux» dès qu'il s'agit de franchir le périphérique.

Traversée. Les Rencontres sont l'occasion rêvée de découvrir des théâtres qui, pour certains spectacles, sont desservis par des navettes gratuites. Trois nouveaux partenaires, La Parole errante à Montreuil (fief d'Armand Gatti et de Jean-Jacques Hocquard), le Studio Théâtre de Stains et le théâtre de la Commune à Aubervilliers, rejoignent cette année les neuf autres structures qui s'associent à la manifestation, dont le Centre national de la danse de Pantin, le Colombier de Bagnolet ou le Forum de Blanc-Mesnil. 26 compagnies de 15 pays y présentent pas moins de 13 créations qui risquent de surprendre. Le cheminement dans le département est aussi une traversée des parcours artistiques des plus singuliers, les plus pointus n'étant pas forcément les moins accessibles.

Dédiée à Alain Buffard, chorégraphe associé à la manifestation et disparu prématurément en décembre, en laissant des traces indélébiles et des espaces ouverts pour de nouvelles explorations, cette édition en-

core l'invitation d'œuvres qui troublent, interrogent, voire divisent.

L'un de ses invités, Olivier Dubois, convoque Rainer Maria Rilke pour réaffirmer les valeurs du mot rencontre, citant le poète : «*Nous devons accepter notre existence aussi loin qu'elle puisse aller ; tout, même l'inouï, doit y être possible. C'est là, au fond, le seul courage que l'on exige de nous : être assez courageux pour accueillir ce qui peut venir à notre rencontre de plus étrange, de plus extravagant, de plus inexplicable.*» A l'image, sans doute, du solo

trio de danseurs et un DJ, chorégraphiés par la Canado-Polonoise Ula Sickle installée à Bruxelles. Inexplicable encore, la force de la Belge Lisbeth Gruwez, longtemps interprète de Jan Fabre, qui signe ici une pièce pour cinq interprètes. Et hors normes, tellement d'artistes venus d'Israël (Niv Sheinfeld, Oren Laor, May Zarhy) et de Catalogne.

Eschyle. On n'omettra pas non plus de découvrir la création de Daniel Linehan, *The Karaoke Dialogues*, où les textes de Kafka, Freud ou Eschyle remplacent ceux de

la pop ou de la variété. On construira également une relation en direct avec le groupe Kubilai Khan Investigations ou on

prendra rendez-vous pour *Jeu d'été* avec Katalin Patkai. Des rencontres et des conférences gratuites avec les chorégraphes complètent une offre qui court ainsi jusqu'à mi-juin.

M.-C.V.

Vingt-six compagnies de quinze pays présentent pas moins de treize créations suprenantes dans treize théâtres du département.

de Jérôme Brabant – s'inspirant de la Réunion dont il est originaire et parlant des tisseurs et magnétiseurs de l'île, sorciers des plantes qui apaisent la douleur. Ou des danses populaires de Kinshasa, nocturne pour un

33^e ÉDITION

JAZZ SOUS LES POMMIERS

DU 24 AU 31 MAI 2014
COUTANCES / MANCHE

> Bibi Tanga (F)
 > Dr John & The Nite Trippers (USA)
 > Bombino (Niger)
 > Anoushka Shankar (Inde/GB)
 > Laurent de Wilde "Fly" (F)
 > Cécile McLorin Salvant (F/USA)
 > Michel Camilo & Tomatito (Rep. Dominicaine/E)
 > Anouar Brahm (Tunisie)
 > Médéric Collignon et le Jus de Bocse (F)
 > Silvia Perez Cruz (Espagne)
 > Tcheka & Mario Laginha (Cap-Vert/Portugal)
 > Supersonic invite David Murray (F/USA)

...
Toute la programmation du festival sur
www.jazzsouslespommiers.com
 > Billetterie et abonnements en ligne sur www.jazzsouslespommiers.com
 > Points de vente habituels et www.fnac.com et www.ticketnet.fr à partir du 3 mai

© Even Pigment / www.libération.fr / EXPRIMANT DE L'ÉTUDE n° 1 - 1015372 - 1015373 - 1015374 - 1015375 - 1015376 - 1015377 - 1015378 - 1015379 - 1015380 - 1015381 - 1015382 - 1015383 - 1015384 - 1015385 - 1015386 - 1015387 - 1015388 - 1015389 - 1015390 - 1015391

Rencontres chorégraphiques internationales de Seine-Saint-Denis (*lire ci-contre*).

Fasciné enfant par les ombres et les lanternes magiques, évoquant l'Entrée du Christ à Bruxelles, célèbre tableau de James Ensor, convoquant la poésie chuchotante et pénombreuse d'Emily Dickinson ou celle rageuse et brûlante de Dylan Thomas, Pierre Droulers a aussi intégré dans cette pièce sa lecture du film *Orfeu Negro* de Marcel Camus. La reprise en 2010 au Brésil d'un spectacle plus ancien, *De l'air et du vent* (1996), a aussi laissé des traces dans ce surgissement de nouveaux rites. Les deux pièces ont d'ailleurs beaucoup à voir, notamment dans la gestuelle brute et les appuis jamais établis des danseurs. Formé, entre autres, à l'école Mudra de Maurice Béjart, Pierre Droulers a travaillé depuis ses premières pièces, à la fin des années 70, sur le mouvement et l'espace jusqu'à ce qu'un langage sans afféterie dise le plus profond de l'individu sur le fil du rasoir. Sa danse macabre et solaire en est ici une sorte d'aboutissement. Les costumes du cou-

FILTRES L'artiste néerlandais remonte aux sources de Photoshop dans une exposition à Paris.

Dullaart, archéologue du numérique

CONSTANT DULLAART
NEW BRAVE PANDERERS

Jusqu'au 15 juin à la galerie XPO,
17 rue Notre-Dame-de-Nazareth, 75003.
Rens.: www.xpogallery.com

La photo date du mois d'août 1988. Une jeune femme est assise sur une plage de Bora Bora, photographiée de dos, topless, le regard vers le large. L'auteur est son petit ami d'alors. Elle se prénomme Jessica, lui John, il la demandera en mariage l'année suivante. Ils sont toujours ensemble, parents de quatre enfants.

Ce n'est pas la romance qui a poussé l'artiste néerlandais Constant Dullaart à se lancer dans la quête obstinée de cette image, au centre de son exposition «New Brave Panderers» (maquereaux en français) à la galerie parisienne XPO. Ce cliché banal est la première photographie couleur à avoir été «photoshopée». John Knoll, le commercial, et Thomas, le programmeur, sont les deux frères à l'origine du célèbre logiciel de retouche qui a irrévocablement modifié notre vision du monde. «John utilisait cette image intime pour faire les premières démos à ses clients», s'amuse Constant Dullaart. Prise avec un appareil argentique, puis scannée sur un Sharp JX-450, plusieurs disquettes sont nécessaires pour stocker cette photo «haute résolution» (pour l'époque) qu'il donne à quelques amis chez Apple afin de tester son programme.

«Il y a une certaine absurdité à utiliser l'image de sa future épouse à moitié nue pour en faire un objet à manipuler, à dupliquer. C'est précisément de cette manière que Photoshop est utilisé aujourd'hui par les magazines de mode, corps féminins retouchés pour en gommer les imperfections», analyse l'artiste. Cet outil illustre à quel point notre environnement logiciel et informatique est le fruit d'une société capitaliste dominée par les hommes.»

Message. Constant Dullaart découvre le dos nu de Jennifer dans un documentaire consacré aux créateurs du logiciel et s'étonne que cette photo «historique», première image à être publiquement altérée par le plus influent des programmes de manipulation d'image, soit introuvable sur le Net. Tel un archéologue du numérique, il la restaure à partir de ces traces, captures d'écran extraites de la vidéo et la remet en circulation en ligne en cachant un message secret à l'intérieur de l'image (selon le procédé de la stéganographie), accessible uniquement à partir d'un mot de passe (qu'il vend comme œuvre).

La muse Jennifer est donc là, sur le mur de la galerie, dans son paradis tropical déformé, méconnaissable, ondulée par le filtre «liquéfier». Dullaart s'interroge sur ce qui a



Extrait de «Jennifer in Paradise», de Constant Dullaart, présentée à la galerie XPO. PHOTO VINCIANE VERGUETHEN

bien pu passer par la tête de Thomas Knoll quand il a codé ces filtres extrêmes dont il compare les effets aux attractions foraines. L'artiste néerlandais suppose que ces visions lui ont été suggérées par ces verres déformants qui équipaient les salles de bain. Et s'ingénie à reproduire analogiquement ces filtres numériques en appliquant des parois de verre sur des photos récupérées sur le Facebook de Knoll. Dans une autre série, il détourne l'outil «healing brush» de Photoshop, pour «soigner» des images «supposées malades», telle celle du mur de sé-

paration construit par Israël, ou le tremblement de terre à Tokyo, désamorçés et réduits à des gradients abstraits. Dans une lettre publique à Jennifer, il l'interroge : a-t-elle «senti que le monde changeait, là sur cette plage ? Que la réalité deviendrait plus malléable, que les gens ordinaires allaient changer leur histoire, rendre leur passé plus éclatant, et appliquer le twirl effect (effet spirale) à leurs visages ?» «Tout comme Google, Photoshop influence la façon dont on regarde quelque chose, comme si on avait tous les mêmes lunettes sur les yeux, dit l'artiste. Avec pour conséquence la standardisation de la culture, l'absence d'alternative à cette société modelée par les valeurs de la Silicon Valley. A mon sens, ces outils sont aujourd'hui des sujets cruciaux, tout comme les gens qui les ont conçus, obscurs intermédiaires entre nous et les machines dont les décisions impactent nos vies, nos comportements.»

Respiration. Tel Brian Huppi, dont le buste en impression 3D trône dans l'entrée. L'ingénieur est impliqué dans de nombreux brevets d'Apple, comme les écrans tactiles ou le thermostat intelligent de Nest Labs récemment racheté par Google. C'est l'une de ses inventions les plus anecdotiques qui focalise l'attention de Dullaart : l'indicateur de veille des ordinateurs, cette LED discrète qui s'allume et s'éteint sur le rythme de la respiration humaine, conférant une apaisante (ou inquiétante) présence à l'ordinateur dont l'activité ne cesse jamais. Dullaart donne un visage à l'inventeur méconnu qui a rendu ces machines plus humaines, et donc acceptables, en imitant la respiration ou en les rendant sensibles au toucher, promouvant l'idée d'un monde où les ordinateurs amélioreraient la réalité.

Depuis son piédestal, Huppi semble, par sa seule force mentale, piloter les panneaux électroluminescents qui l'entourent, paysages crépusculaires de la région de Shenzhen où sont fabriqués les produits Apple, et où palpitent des couchers de soleil dans un épais nuage de pollution. Les toiles inspirent et expirent sur cette même pulsation, hypnotique, toutes les 1,8 secondes. «Aujourd'hui, dit encore Dullaart, le réseau, plus qu'un médium, est devenu un environnement dans lequel nous publions des tas de données intimes, de manière inconsciente voire involontaire.» Cet environnement de données conditionne non seulement notre réalité en ligne, mais la réalité tout court, nous rapprochant chaque jour un peu plus du Meilleur des mondes d'Aldous Huxley et de ses méthodes : hypnopédie (apprentissage en dormant), manipulation psychique... Dormez tranquille, l'ordinateur veille.

MARIE LECHNER

«NOUS SOMMES DEHORS, AU BALCON»

Constant Dullaart diffuse sur son site et dans la galerie un manifeste, «Balconism», dont voici un extrait. «Nous sommes désormais tous dehors, au balcon. Debout sur une plateforme faite d'un tweet, dans des versions commerciales de l'espace public. Nous ne sommes pas stockés dans un nuage, opaque ou translucide à quiconque. Nous publions, nous sommes lus. OK. La publication privée n'existe pas, nous savons désormais que nous sommes toujours lus (coucou). Choisir ce que nous voulons faire lire et par qui, est notre plus grand défi [...]. Nous avons besoin d'une terrasse au-dessus du sol, un endroit pour respirer de l'air frais, loin du regard des badauds, mais idéal pour les déclarations publiques. Le balcon est à la fois public et privé, en ligne et offline. Vous pouvez être vu ou rester inaperçu, à l'intérieur comme à l'extérieur [...]. Le plus important est de pouvoir choisir d'être vu.»



Le chanteur Danyèl Waro dans «Li té ve war» («Elle voulait voir», en créole). PHOTO DR

SPECTACLE Au Casino de Paris, «Li té ve war» raconte en musique la créolité et son identité.

L'île de la Réunion métisse sa toile

En 2013, l'île de la Réunion célébrait le 350^e anniversaire de son peuplement. Après les premiers colons français sont arrivés (contraints et forcés) les esclaves déportés de Madagascar ou de la côte africaine, puis les Indiens, les Chinois... Sur ce prétexte historique, *Li té ve war* («Elle voulait voir», en créole) propose une réflexion sur l'identité réunionnaise. Le spectacle, qui mêle amateurs et professionnels, enfants et adultes, a eu une forte répercussion sur l'île, où il a été joué à dix reprises l'an dernier, à guichets fermés.

«**Mouvman**». *Li té ve war* arrive dans une grande salle parisienne et, là encore, tous les billets ont été sitôt vendus. Avec une équipe artistique de 65 personnes (le chœur d'enfants Amadeus, le Ker'EDF, chorale féminine de salariées de l'établissement public), les parents, le personnel technique et administratif, c'est un avion entier qui amène à Paris l'aventure réunionnaise. *Li té ve war* commence avec la naissance du premier enfant réunionnais, en 1763. L'interrogation de cette petite fille métisse sur ses origines, son identité, vertèbre le spectacle où se mêlent chansons d'artistes réunionnais (Davy Sicard, Danyèl Waro, Gilbert Pounia) et textes en français et créole, d'auteurs de l'île ou d'ailleurs (comme Le Clezio, aux racines mauriciennes). Sicard et Waro sont sur scène avec les deux chœurs, un co-

médien et un danseur. Pour Davy Sicard, le sujet de *Li té ve war* (titre d'une de ses chansons) est «la valorisation de l'identité réunionnaise», et une occasion de «se réconcilier avec la créolité, qui fait partie de nous mais qui est ignorée, mal considérée». Lui, né en région parisienne, a découvert sur le tard le maloya, le rythme emblème de la Réunion.

Danyèl Waro, de son côté, vient du «mouvman kiltirel» des années 70, une période de revendication virulente. «Avant 1981, rappelle le

«J'ai envie de dire à mes enfants: "Soyons forts de tout ce qu'on est."»

Davy Sicard musicien

chanteur, la langue créole ne passait sur la radio nationale que lors de sketches comiques. Née en 1955, il n'a jamais entendu parler de l'esclavage à l'école, «on nous apprenait les noms des gouverneurs, l'histoire de la Réunion se résumait à des personnages blancs et catholiques». En revanche, il se souvient des brimades pour qui était surpris à parler créole.

Aujourd'hui, des classes bilingues optionnelles existent, mais pour le chantre du maloya, figure reconnue internationalement, l'enjeu va plus loin. «Il faut parler le créole au quotidien, sans complexes. Aujourd'hui, la langue reste trop souvent cantonnée au cercle familial, quand on rentre dans un bureau, une administration, on passe systé-

matiquement au français. Le créole n'a pourtant rien d'inférieur. Je ne vois pas pourquoi "momon" serait plus vilain que "maman".»

Escale. Danyèl Waro n'a pas hésité à se joindre à l'aventure de *Li té ve war*: «C'est notre histoire qui est mise en scène», dit-il. Ajoutant: «J'ai le plus grand respect pour le travail du chœur Amadeus, qui fait chanter les enfants en créole.» Davy Sicard insiste, lui, sur le modèle de vivre ensemble que constitue la société réunionnaise. «Ma grand-mère maternelle était

indienne, mon père malgache, mon patronyme est européen, il y a eu des esclaves dans ma famille. J'ai envie de dire à mes enfants: "Soyons forts de tout ce qu'on est." C'est ce message que porte *Li té ve war*.» Directrice du chœur Amadeus, créé il y a dix ans, Lydie Geraud est à l'origine du projet. Le financement, explique-t-elle, n'a pas posé de problèmes majeurs. «Nous avons été aidés par le département, la région, les municipalités qui ont accueilli la pièce. Mais aussi, fait nouveau à la Réunion, par le monde de l'entreprise, EDF en tête.»

Après l'escale parisienne, et malgré la difficulté à coordonner les agendas des différents intervenants, elle souhaite montrer *Li té ve war* à travers l'océan Indien.

FRANÇOIS-XAVIER GOMEZ

«*Li té ve war*» au Casino de Paris, 16, rue de Clichy, 75010. Ce soir, 20 heures (complet).

L'HISTOIRE

L'APPEL D'ALGER DE CAMUS AUX ENCHÈRES

«Aucune cause ne justifie la mort de l'innocent.» Le 22 janvier 1956, au Cercle du progrès à Alger, la voix de l'écrivain journaliste des Noces, Albert Camus, s'élève pour tenter de dominer la vocifération de l'extrême droite. Répondant à l'appel de modérés de toutes origines, la voix nouée, il supplie les combattants d'épargner les civils «en toutes occasions», dans l'espoir d'une réconciliation. Estimé à 75 000 euros, le manuscrit de l'*Appel pour une trêve civile en Algérie* sera mis en vente mardi à Paris par Artcurial. Signé, sur papier à en-tête de Gallimard (qui l'édite un an plus tard), le texte est dédié par l'auteur à son assistante, Evelyne, et à son époux, le peintre René Sintès. En 1962, deux mois avant l'indépendance de l'Algérie, Sintès était enlevé par un commando de l'OAS. Son corps ne sera jamais retrouvé.

5600

ans, c'est l'âge d'un tombeau prédynastique retrouvé intact, sur le site de Nekhen, ancienne capitale de la Haute Égypte, contenant la momie d'un adolescent, des outils, des armes et des ivoires. «Son état de préservation va donner une chance aux archéologues de mieux comprendre les rituels de cette période», explique Renée Friedman, du British Museum, qui dirige les fouilles.

Prix Turner : quatre noms en lice

Duncan Campbell, Ciara Phillips, James Richards et Tris Vonna-Michell sont les ultimes candidats à la plus prestigieuse récompense en art vivant, le prix Turner, une sélection très marquée par la vidéo. Leurs œuvres seront exposées à l'automne à Londres, à la Tate Modern, le prix étant attribué le 2 décembre.

Musée Picasso : la CGT vise la rentrée

L'ouverture du musée Picasso avant l'été, réclamée à nouveau par Claude Picasso dans le *Figaro* après sa rencontre avec Manuel Valls, se retrouve contestée par la CGT Culture, qui juge le report à septembre comme «la seule date raisonnable en regard des obligations envers les publics et le personnel». Le syndicat souligne les besoins en formation pour les 40 postes finalement débloqués par le ministère.

Gary boit le vin de la Pléiade

L'œuvre complète de Romain Gary, alias Emile Ajar, va être publiée dans la Pléiade, cent ans après sa naissance. Les éditions Gallimard annoncent également la sortie d'un inédit de l'auteur des *Racines du ciel*, intitulé *Le Vin des morts*.

INVITATION

Libération vous offre le nouvel album de **Rodrigo Y Gabriela**

30 CD à gagner.

Pour participer, adressez votre demande à :
liberationinvitation@liberation.fr
 Précisez impérativement votre adresse postale complète.

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression de vos informations personnelles (art. 27 de la loi informatique et libertés). Les informations recueillies sont destinées exclusivement à Libération et à ses partenaires sauf opposition de votre part en nous retournant un email à l'adresse mentionnée ci-dessus.

JEU VIDÉO Née en 1987, la saga «Final Fantasy» s'est écoulée à plus de 102 millions d'unités au fil de ses déclinaisons, et a même essaimé sous forme de films, livres et concerts. Plongée dans les arcanes d'une licence fructueuse.

Filiale «Final Fantasy»

Par OLIVIER SÉGURET

Le luxe ? En voici un échantillon : deux pages sur la constellation *Final Fantasy*, alors que rien ne nous y oblige, sinon le vague prétexte de l'épisode XIII-3, sorti en février dans une indifférence quasi générale et non encore chroniqué par les sourcilieux services de ce journal (*lire ci-contre*). Mais qui cela intéresse-t-il encore ? Qui arrive même à avoir une vague idée de ce que ce chiffre XIII-3 signi-

FF fait l'effet d'une Sagrada Família du jeu vidéo, une cathédrale baroque éternellement en chantier.

fié ? C'est l'objectif de ce dossier subjectif : proposer un état des lieux provisoire, une situation de *Final Fantasy* en 2014, un éloge un poil fun, un poil funèbre, qui insiste sur l'inactualité dans laquelle évolue cette licence, pour mieux en faire valoir le luxe.

DÉCLIN. *Final Fantasy* est immense, au sens le plus large du mot. Onzième au classement des licences les mieux vendues de tous les temps, la série, toutes versions confondues, s'est écoulée à plus de 102 millions d'unités. Et, au royaume des jeux vidéo, aucune autre n'a donné lieu à une telle foison labyrinthique de chapitres, sequels, spin-off, etc. Au-delà de la saga canonique, qui appartient au genre «jeu de rôles japonais» (JRPG) et qui égrene ses chiffres romains

depuis 1987, *Final Fantasy* a été décliné sous de nombreux autres genres : la stratégie tactique, le tower-defense, le MMORPG (pour, en français, «jeu de rôle en ligne massivement multi-joueur») et même la baston, avec *FF Crisis Core*, ou le cross-over d'un univers à l'autre avec des personnages Disney dans *Kingdom Hearts*. La licence a aussi connu toutes sortes d'incarnation cross-médias : un long métrage et plusieurs courts animés, des livres, des concerts philharmoniques, des CD en pagaille, etc. Le corpus *Final Fantasy*, qui se dilate comme un ballon dangereusement gonflé, atteint de telles proportions

que même ceux qui sont responsables de son destin semblent s'y perdre. Ainsi de la galaxie *Fabula Nova Crystallis*, que Square Enix, studio producteur, présentait il y a quelques années comme la nouvelle «mythologie» maison devant servir de base au storytelling des extensions futures. Cinq titres en dessinaient l'arc narratif, qui débutait avec *Final Fantasy XIII* et devait s'achever avec *FF Versus XIII*. Ce dernier, annoncé depuis plus de huit ans, sera finalement transmuté en *FF XV*, dont l'arrivée sur consoles nouvelle génération est espérée pour 2015 (entre-temps *FF Type-O*, supposé appartenir au même spicilège, est sorti sur console portable). La fécondité un peu surnaturelle de la licence ne doit pas masquer ce paradoxe : cette abondance n'est pas proportionnelle à son succès. Non

seulement les ventes ont tendance à s'étioler, mais la marque ne jouit plus de ce halo de prestige, de hype et de sex-appeal qui l'a si longtemps accompagné : quoiqu'il en coûte aux fans, il leur faut admettre une forme de déclin, ou d'éloignement, de la constellation *Final Fantasy*.

PROMESSES. Pourtant, malgré les errements stratégiques de la maison mère, malgré l'arrogance de certains de ses concepteurs, malgré la rivalité mégalo-mane et néfaste entre les diverses équipes attachées au label, malgré les impasses avérées et les échecs attestés, il faut aussi faire valoir que c'est le monde qui a changé autour de *Final Fantasy*. Cela n'excuse rien des faiblesses internes à la licence, mais permet de remarquer que, dans sa substance profonde, sa disposition épique unique, son style romanesque et emphatique, la saga n'a que très peu varié. Certes, elle s'est modernisée, comme elle l'a toujours fait depuis ses origines : le renouvellement systématique de ses systèmes de combat fait par exemple partie des promesses implicites tenues par chaque épisode. Mais si le gameplay, les récits, les personnages, les contextes, les technologies, les graphismes et tous les ingrédients qui constituent la cuisine élémentaire du game-design



Dernier épisode en date, «Final Fantasy XIII-3» est sorti en février. PHOTOS DR

n'ont pas cessé d'évoluer, quelque chose d'immanent et d'indestructible a lui aussi sans cesse résisté. C'est évidemment ce qui fait aujourd'hui le charme contradictoire de la série : la sorte d'étanchéité têtue qu'elle oppose à un paysage industriel dont on ne compte plus les métamorphoses depuis les vingt-sept ans que la saga existe. Le miracle, bien sûr, c'est qu'elle soit encore là, en dépit de toutes les lois darwinistes qui prévalent dans le secteur. En dépit même des lois de l'équilibre : *Final Fantasy* fait l'effet d'une Sagrada Família du jeu vidéo, une cathédrale baroque éternellement en chantier, posée sur un échafaudage branlant, et dont les constructions s'échappent dans des directions opposées... Et pourtant, elle tient debout. Ou plutôt, elle continue de flotter sur son Aventin superbe, bouffie d'orgueil et de certitudes, mais aussi gardienne incontestable d'un état d'esprit.

COURONNE. De fantastiques chevaliers modernes ne craignent plus de prendre d'assaut et à revers la citadelle : depuis l'avènement de la série *Demon's Souls-Dark Souls*, la couronne JRPG de *Final Fantasy* a été sérieusement cabossée. Les armoiries dont elle se croyait l'éternelle dépositaire lui sont peu à peu arrachées, même si personne ne lui conteste ses quartiers de noblesse, trop anciens pour être ignorés. Mais, là encore, il est facile pour le joueur fidèle de tirer profit de ces vents défavorables : la bulle solitaire dans laquelle s'isole *FF*, la forme d'incompatibilité qu'elle cultive avec les tendances du moment la protègent aussi des agitations frivoles de la mode comme des perturbations cycliques du regard médiatique.

C'est vrai : aujourd'hui, *Final Fantasy* ne fait plus partie du cœur vibrant de la sphère du jeu vidéo, ce foyer ardent et dévorant qui alimente les charts des commerces, les comptes en banque des entreprises, les débats des gazettes et les rêves des joueurs.

Mais ce passage à l'ombre est relatif : il n'empêche pas une activité débordante de la licence, dont le tour de piste ci-contre donne un aperçu. Et il n'est peut-être que provisoire : la base de fans qu'agrège *FF* autour du globe reste considérable, formant un relais silencieux dont le potentiel n'attend qu'une cause imparable pour se déclencher. ◆



«Lightning Returns: FF XIII», dernier né. Eclair de génie

Troisième volet du treizième épisode de la saga centrale, c'est la production la plus récente de l'usine *FF*. Mis en chantier depuis une dizaine d'années, cet épisode, avec ses multiples routes secondaires, a agi comme un cœur atomique en fusion au centre de la galaxie *FF*. Son ambition démesurée a engendré des retards à répétition et des échecs commerciaux que le bon fonctionnement du studio Square Enix a fini par ne plus tolérer. Conséquence : atomisation du corpus et remise à jour générale de l'agenda *FF*, dont ce *Lightning Returns* est l'ultime rescapé. Malgré sa

réputation d'enfant fragile, le jeu développe une grâce nihiliste dont la radicalité est vertigineuse : le monde est à deux doigts de sa mort définitive et la mission principale consiste à sauver, en un temps réduit, quelques âmes. Même les monstres, splendides, émeuvent puisque chaque espèce finit par se réduire à sa forme la plus féroce en un dernier exemplaire unique, «the last one», qui n'aura plus l'occasion de se reproduire... Sa difficulté un poil aristo le réserve aux fans les plus exigeants.

«*Lightning Returns: Final Fantasy XIII*», pour PS3 et Xbox 360.



«FF X» et «FF X-2» remastérisés en HD. Esotérisme et falbalas

Avec une constance qui l'honore, le catalogue PS3 continue à s'enrichir de remakes de l'ère PS2 augmentés au pinceau de la HD. Deux épisodes de la saga *FF* ayant subi ce lifting stratégique sont compilés en une seule galette (ou disponibles en téléchargement). D'une certaine façon, ce sont les derniers témoins de l'ère innocente et prospère de la licence, qui profitait encore de l'énergie et du prestige de *FF VII*. Les deux titres ont cependant très peu de points communs. *FF X* est un épisode parfaitement classique et presque confor-

miste, ce qui ne nous empêchait pas d'écrire, lors de sa sortie un jour d'ouverture du Mondial de foot de 2002, qu'il était «long, profond, touffu, ésotérique et addictif à souhait». On ne retire rien. Le charisme de *FF X-2* est encore mieux caché mais une fois ses subtilités débloquées, on prend conscience de son incroyable audace avec son casting féminin et son gameplay fashionista, qui repose sur un changement de fringues permanent, dans un délire frivole et camp assumé.

«*Final Fantasy X*» et «*Final Fantasy X-2*» HD Remaster, pour PS3 et PS Vita.



«FF XIV» en version online améliorée. Le «Royaume» réformé

Cas d'espèce sur lequel l'industrie se penche avec perplexité, *FF XIV* est un vaste jeu de rôles multijoueurs en ligne (MMORPG) resté plus de cinq ans en développement puis sorti sous Windows en 2010 et qui a failli disparaître avec fracas dans les mois suivant sa naissance.

Ce n'était pourtant pas les premiers pas de Square Enix dans le multi online : depuis 2002, le rustique mais efficace *FF XI*, toujours en activité, fait le bonheur de ses abonnés. Mais *FF XIV* avait tout faux : contenu famélique et réalisation désastreuse, truffée de bugs inexcusables.

Le studio a encaissé les coups, puis a prolongé la gratuité du titre et, finalement, s'est décidé à refondre l'ensemble, virant le chef du projet, Nobuaki Komoto, remplacé par Naoki Yoshida.

Résultat : cette version *A Realm Reborn*, sortie l'année dernière sur PC, et qui vient de faire son apparition sur la console next gen PS4. Deux millions d'abonnés sont venus récompenser ce repentir massif : un franc succès par les temps «gratuits» qui courent. Et c'est cela qui intrigue l'industrie...

«*Final Fantasy XIV: A Realm Reborn*», pour PC, PS3 et PS4.



La vie romancée des héros de «FF VII». Destins entre les lignes

Un consensus s'est à peu près stabilisé autour de l'idée que *FF VII*, sorti en 1997 (photo ci-dessus), était à la fois le plus important historiquement, puisque c'est le premier succès mondial de la licence, le plus emblématique pour son impact sur la pop culture, et peut-être le meilleur jeu de sa génération dans cette catégorie. Sa réputation est telle que la rumeur (ou le fantasme, le vœu) d'un remake revient régulièrement sur le tapis. Avec le livre *On the Way to a Smile* («Sur la voie d'un sourire», hum), Kazushige Nojima (1), fan déclaré de

la saga, imagine les destins des personnages de cet épisode, qu'il fait se croiser dans des contextes empruntés à la cosmogonie du jeu.

N'étant entravé ni par les complexes ni par l'ambition littéraire, le récit mélange livre pour adolescents, romance modeste et allusions adressées aux gamers. Sa valeur serait plutôt expérimentale : la sphère du jeu offre sans doute de la matière à ceux que les techniques de la novellisation intéressent. On attend le chef-d'œuvre pour s'en convaincre tout à fait.

(1) Editions Lumen, environ 20 €.

LES GENS

ÉRIC ZEMMOUR
TOTALEMENT
À CRAN

On dirait bien qu'Éric Zemmour n'a pas pris sa verveine. Le 6 mai, dans la chronique qu'il tient sur RTL et qui lui a déjà valu moult rappels à l'ordre, il s'est lâché tout schuss sur son terrain de chasse préféré: l'immigration, et ce à l'occasion de la publication des derniers chiffres de la délinquance. Il démarre à fond: «Seules les sociétés homogènes comme le Japon, ayant refusé de longue date l'immigration de masse, et protégées par des barrières naturelles, si elles n'ignorent nullement les trafics de mafia, échappent à cette violence de la rue.» Et conclut pied au plancher: «Les grandes invasions d'après la chute de Rome sont désormais remplacées par des bandes de Tchétchènes, de Roms, de Kosovars, de Maghrébins, d'Africains, qui dévalisent, violentent ou dépouillent.» Des propos qui lui valent l'ire du Conseil représentatif des associations noires (Cran), qui demande sa tête à RTL et qui a saisi le CSA. PHOTO AFP

4^e

jour de grève, hier, au **Courrier picard**, pour obtenir la réintégration d'un journaliste licencié alors que la direction refuse de revenir sur sa décision. Le journaliste, chef d'édition de l'agence de Beauvais, a été licencié samedi pour une altercation lors d'une visite d'une délégation du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). «Licencié pour un frigo sale», affirmait une banderole déployée mercredi devant le siège du **Courrier picard**, lors d'un rassemblement de plusieurs dizaines de salariés. La sénatrice et maire UMP de Beauvais, Caroline Cayeux, et la députée PS de la Somme, Pascale Boistard, ont tweeté leur soutien au journaliste.

DÉBAT D'IP

Par ERWAN CARIO

Lève les yeux, mais clique sur «j'aime»

«J'ai 422 amis, et pourtant, je suis seul. Je parle avec eux tous les jours et pourtant, aucun d'entre eux ne me connaît vraiment.» Houla, mais quel est donc ce terrible purgatoire dans lequel semble croupir le narrateur de cette vidéo (1)? La réponse tombe quelques vers plus loin, dans ce slam au ton grave: «Ces médias que nous appelons sociaux mais qui sont tout sauf ça.» La vidéo s'appelle «Look Up», «lève les yeux» en VF. Mise en ligne le 25 avril, elle en est à plus de 30 millions de vues aujourd'hui. Avec un peu de chance, elle pourrait battre le score réalisé par «I Forgot my Phone», vidéo mise en ligne en août (2), où une jeune femme raconte ses déboires, entourée de gens avec le nez sur leur téléphone. Pauvre d'elle. A ce jour, 41 millions de vues. Gary Turk, auteur et réalisateur de «Look Up», poursuit sa complainte: «Nous ouvrons notre ordinateur et c'est notre porte que nous fermons. Toute cette technologie, c'est juste une illusion. [...] Nous sommes une génération d'idiots, téléphones intelligents et gens imbeciles.»

Il doit être bien embêté aujourd'hui. Si sa production cartonne autant, c'est qu'elle a été massivement partagée sur Facebook et Twitter. On n'en veut pas personnellement à ce pauvre

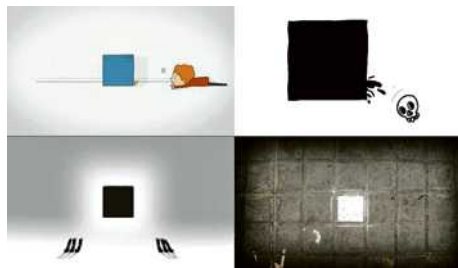
Gary, même si sa prose est dégoulinante — «vends ton ordinateur, tu pourras acheter une bague à la fille de tes rêves», misère —, mais on a toujours eu du mal avec la défense de la vie vraie de famille au coin du feu à se raconter des histoires lues dans des livres en papier. On comprend bien que voir les ados s'échanger des snapchats de leurs chaussettes à longueur de journée peut être déroutant pour Gary. Mais dénigrer cette pratique en la qualifiant, au choix, d'idiote, d'inutile ou de néfaste, c'est surtout faire l'économie de l'effort de compréhension. C'est vrai que c'est compliqué, tous ces nouveaux usages qui s'installent sans prévenir dans le paysage en quelques mois seulement. Mais y répondre par le réflexe quasi pavlovien des technophobes, «c'était mieux avant», est idiot, inutile et néfaste.

Finalement, la passionnante énigme qui accompagne le succès massif de «Look Up» reste la motivation de celui ou celle qui, après avoir subi ces rimes de vieux con, clique à partir de son smartphone sur le bouton «partager» de Facebook avec un commentaire du genre «A voir absolument».

www.youtube.com/watch?v=Z7dLU6fk9QY

www.youtube.com/watch?v=OINa46HeWg8

VU SUR LE WWW



ANIMATIONS AU CARRÉ

Profite, petit carré, invente-toi une vie extravagante, tout est permis, l'espace de dix secondes. Car telles sont les règles de l'Animation Sequence Project, un concours de vidéos animées lancé en 2012 par le studio néerlandais In60seconds: «La seule contrainte est que l'animation commence et se termine par un carré de 250 pixels en plein centre de l'écran.» Les résultats sont tombés et In60seconds a regroupé ses préférés dans une compilation de trois minutes. C.Gé.

animationsequence.com

A LA TELE CE SOIR

TF1

20h55. **The best, le meilleur artiste.** Série française: La plus belle fille ne peut donner que ce qu'elle a. La rose est l'amie de l'épine. Avec Mhamed Arezki, Raphaël Lenglet. 22h35. **Ce soir (ou jamais !)** Magazine présenté par Frédéric Taddei. 01h15. **La parenthèse inattendue.** Magazine.

ARTE

20h50. **La vie devant soi.** Téléfilm de Myriam Boyer. Avec Myriam Boyer, Julien Soster. 22h30. **Natropolis.** New York, la révolution verte. Documentaire. 23h20. **Je marcherai jusqu'à la mer.** Documentaire. 01h00. **Court-circuit.** Magazine.

FRANCE 2

20h45. **Candice Renoir.** Série française: La plus belle fille ne peut donner que ce qu'elle a. La rose est l'amie de l'épine. Avec Mhamed Arezki, Raphaël Lenglet. 22h35. **Ce soir (ou jamais !)** Magazine présenté par Frédéric Taddei. 01h15. **La parenthèse inattendue.** Magazine.

M6

20h50. **Bones.** Série américaine: Une star inconnue, Une part de mystère... La diva des affaires Beauté fatale. Témoignage. Avec Eric Millegan. 01h55. **New girl.** Les réchauffeurs, À la prochaine! Série. 2h00. **Hannah Mangold.** Téléfilm.

FRANCE 3

20h45. **Thalassa.** Voyages à Madagascar. Magazine présenté par Georges Pernoud. 22h40. **Soir 3.** 23h10. **Docs interdits.** Madoff, l'homme qui valait 65 milliards. Documentaire. 01h05. **Si près de chez vous.** Mort ou bluff, Réinsertion meurtrière. Série. 1h00. **Midi en France.**

FRANCE 4

20h45. **Droit devant.** Divertissement présenté par Maxime Martin. 21h55. **On n'demande qu'à en rire au Casino de Paris.** Spectacle présenté par Laurent Ruquier. 01h15. **Studio 4.0.** Magazine. 1h40. **Monte le son, le live - Printemps de Bourges.** Magazine.

CANAL +

20h45. **Rugby: Toulouse / Racing Metro.** Top 14 - Barrage. Sport. 23h05. **Broken city.** Policier américain d'Allen Hughes, 108mn, 2013. Avec Mark Wahlberg, Russell Crowe. 01h50. **The call.** Film. 2h20. **Le journal du hard.**

FRANCE 5

20h35. **On n'est pas que des cobayes!** Magazine. 22h20. **C dans l'air.** Magazine présenté par Yves Calvi. 23h35. **Entrée libre.** Magazine. 23h55. **Les 100 lieux qu'il faut voir.** Pays d'Auge. Documentaire. 01h45. **L'Algérie à l'épreuve du pouvoir - 1962-2012.**

LES CHOIX



Popof
LCP, 20h30
Histoire de bien désespérer de l'espèce humaine, regardons le doc **Russie, au cœur du goulag moderne**, sur la zonzon popof.



Madoff
France 3, 23h10
Et si nous reste encore une once d'espoir, on s'infligera, pour s'achever, le docu **Madoff, l'homme qui valait 65 milliards**.



Story of
Arte, 23h20
Et si on a survécu aux deux précédents, on aura le droit de (re)voir **Je marcherai jusqu'à la mer**, qui donne la vraie patate.

PARIS 1ERE

20h40. **La revue de presse.** Au théâtre Daunou, à Paris. Divertissement présenté par Jérôme De Verdière. 22h50. **Kill Bill: volume 2.** Film d'action américain de Quentin Tarantino, 130mn, 2003. Avec Uma Thurman, David Carradine. 1h15. **Paris dernière.**

TMC

20h45. **Les experts: Manhattan.** Série américaine: Les cicatrices du passé, Turbulences, Dent pour dent, Bons baisers de New York, Retour à la mort. Avec Gary Sinise. 01h55. **90' Enquêtes.** Paris: quand la délinquance envahit les quartiers chics. Magazine.

W9

20h50. **Enquête d'action.** Délinquance des plages: tolérance zéro! Magazine présenté par Marie-Ange Casalta. 22h50. **Enquête d'action.** Projet X, Skins Party: quand les nouvelles fêtes dégénèrent. Magazine. 23h55. **Enquête d'action.** Magazine.

GULLI

20h45. **Les aventures de Aussie et Ted.** Téléfilm américain. Avec James Ryan, Dean Cain. 22h20. **L'école des fans, nouvelle génération.** Best Of. Divertissement présenté par Willy Rovelli. 22h20. **L'école des fans, nouvelle génération.** Michael Gregorio. Divertissement.

NRJ12

20h50. **Les Bœuf-carottes.** Téléfilm français: Haute voltige. Avec Jean Rochefort, Philippe Caroit. 22h40. **Les Bœuf-carottes.** La manière forte. Téléfilm. 01h30. **La maison du bluff 4.** 2h00. **Programmes de nuit.**

D8

20h50. **La folle soirée du palmashow.** Avec Grégoire Ludig, David Marsais. Divertissement. 22h40. **Touche pas à mes jeux télé.** Divertissement présenté par Cyril Hanouna. 01h55. **Programmes de nuit.**

NT1

20h50. **Revolution.** Série américaine: Le dernier point, Le bout du tunnel, Derrière les lignes ennemies. Avec Zak Orth. 23h20. **Dexter.** Aveuglé par la lumière, Un peu de liberté!, Morpheus contre Trinité. Série. 2h25. **Une passion obsédante.**

D17

20h50. **Le zap.** Divertissement. 22h20. **Le zap.** Divertissement. 23h20. **Enquête très spéciale.** 2 épisodes. Documentaire. 01h20. **Enquête très spéciale.** 3 épisodes. Documentaire. 2h00. **Programmes de la nuit.**

REPERTOIRE

repertoire-libe@amaurymedias.fr Contact: Tél: 01 40 10 51 66

A VOTRE SERVICE

DIVERS RÉPERTOIRE

Disquaire sérieux
achète disques vinyles
33t/45t. Pop/Rock,
Jazz, Classique...
Grande qualité préférée.
Déplacement possible.
Tél. 06 89 68 71 43

DÉMÉNAGEMENTS

"DÉMÉNAGEMENT
URGENT"
MICHEL TRANSPORT
Devis gratuit.
Prix très intéressants.
Tél. 01.47.99.00.20
micheltransport@
wanadoo.fr

LIVRES - REVUES

LIBRAIRE ACHÈTE :
Livres modernes, pléiades,
anciens, bibliothèques,
service presse.
Me contacter :
06 40 15 33 23

CARNET DE DÉCORATION

ANTIQUITÉS/BROCANTES

Achète
tableaux
anciens
XIX^e et Moderne
avant 1960

Tous sujets, école de Barbizon,
orientaliste, vue de Venise,
marine, chasse, peintures de
génera, peintres français &
étrangers (russe, grec,
américains...), ancien atelier
de peintre décédé, bronzes...

Estimation gratuite
EXPERT MEMBRE DE LA CECOA
V.MARILLIER@WANADOO.FR
06 07 03 23 16

EMPLOI

mouamrane@amaurymedias.fr
Contact: Tél: 01 41 04 97 68

DEMANDES

Etudiante en Design
Graphique cherche en Ile de
France, entreprise pour BTS
Design Graphique en
alternance, 24 mois.
E-mail : vmilic@outlook.fr Pas
sérieux s'abstenir

ENTRE NOUS

entrenous-libe@amaurymedias.fr
Contact: Tél: 01 40 10 51 66

JOUR DE FÊTE

8 mai ! Voilà 33 ans que tu
offres chaque jour ta si jolie
présence au monde.
Joyeux anniversaire la douce.
Mantegna t'embrasse fou !

MESSAGES PERSONNELS

Oui...interférences...Plus de
malentendus...mais, comment
nous (re)joindre sans...? To
only You

St Bauzille de Putois. Eté 93.
Héloïse souffre de ta
violence Marc. Elle te la rejette
aujourd'hui.

SERVICE RECHERCHE

Université américaine
(EDUCO)
cherche familles Paris
(1er à 18^e arrdt)
pour hébergement rémunéré
(775€/mois) d'étudiants :
- chambres individuelles
- petit déjeuner tous les jours
- 3 repas par semaine.
Durée du séjour :
septembre à décembre et/ou
janvier à mi-juin.
Tél. 01 44 07 55 99

La reproduction
de nos petites annonces
est interdite

IMMOBILIER

immo-libe@amaurymedias.fr Contact: Tél: 01 40 10 51 66

VENTE

4 PIÈCES



PARIS (3^e)
Rue ND de Nazareth. 4 p.
ancien 75 m², 4^e ét. ss asc.
travers. N/S. Parquet, poutres.
Rénov. 2010, 2 ch., c.équ.,
sdb/wc. 750 000 €
Part.
nazarethlib@gmail.com

VENTE MAISON

PROVINCE



180 KM PARIS SUD
Belle longère sur
1500 m² env.
DPE G
Prix : 55 000 €
TRANSAXIA BOURGES
02 48 23 09 33
www.transaxia.fr
DOCUMENTATION
GRATUITE

VILLÉGIATURE

CAMPAGNE

LUBERON (84)
Mas provençal,
2/3 pers. piscine
Promotions en mai
www.location-gite-luberon.com
Part. 06 80 14 07 27

MER



Location
Saisonnière Nice,
Élegant F1 à louer 34 m² +
terrasse 17m²
2/4 personnes
Refait à neuf, cuisine
équipée, terrasse aménagée.
1er étage avec ascenseur.

Quartier de l'évêché, calme
et proche du centre ville et
de la gare.
Plage à 10mn en tramway,
arrêt à 3mn du studio. Bus n°
23 direct de l'aéroport
Terminale 1
Marché local de produits frais
quotidien à 3mn à pied

380 € semaine sauf
juillet - Août 450 € semaine
Location au mois 1 200 €
Caution 500 €
Ménage de sortie 35 €

Tel 06 47 08 76 82
alcouffe.nbc@gmail.com

Pour vos annonces immobilières dans



Professionnels, contactez-nous au 01 40 10 52 70,
Particuliers au 01 40 10 51 66 immo-libe@amaurymedias.fr



LIBÉRATION
www.libération.fr
11, rue Béranger 75014 Paris
cedex 05
Tél.: 01 42 76 17 89
Edité par la SARL
Libération
SARL au capital
de 8 726 182 €.
11, rue Béranger,
75003 Paris
RCS Paris : 382 028 199
Durée : 50 ans
à compter
du 3 juin 1991.
Associée unique
SA Investissements Presse
au capital de 16 098 355 €.
Directeur
François Moulias
Gérant
François Moulias
Directeur de la publication
François Moulias
Directeur de la rédaction
Fabrice Rousselet
Directeurs adjoints
de la rédaction
Stéphanie Aubert
Eric Decouty
François Sergent
Alexandra Schwartzbrod
Directrice adjointe
de la rédaction,
chargée des N° spéciaux
Béatrice Vallaeys
Rédacteurs en chef
Christophe Boulard (tech)
Olivier Costemalle
(éditions électroniques)
Gérard Lefort
F. Marie Santucci (Next)
Directeurs artistiques
Alain Blaise
Martin Le Chevallier
Rédacteurs en chef adjoints
Bayon (culture)
Michel Becquembois (édition)
Jacky Durand (société)
Matthieu Ecoffier
(politique)
Jean-Christophe Féraud
(éco-futur)
Elisabeth Franck-Dumas
(culture)
Florent Lathrie (éditions
électroniques)
Luc Peillon (économie)
Mina Roubah (photo)
Marc Semo (monde)
Richard Poirat
(éditions électroniques)
Sibylle Vincendon et
Fabrice Drouzy (spéciaux)
Fabrice Tassel (société)
Gérard Thomas (monde)
Directeur administratif
et financier
Chloé Nicolas
Directeur commercial
Philippe Vergnaud
diffusion@liberation.fr
Directeur du
développement
Pierre Hivernat
ABONNEMENTS
Marie-Pierre Lamotte
03 44 62 52 08
scaabo@liberation.fr
abonnements.libération.fr
Tarif abonnement 1 an
France métropolitaine : 371€.

PUBLICITÉ
Directeur général de
Libération Médias
Jean-Michel Lopes
Tél.: 01 44 78 30 18
Libération Médias, 11, rue
Béranger, 75003 Paris.
Tél.: 01 44 78 30 67
Amaury Médias
25, avenue Michelet
93405 Saint-Ouen Cedex
Tél. 01 40 10 53 04
hpiat@imanchettepub.fr
Petites annonces, Carnet.

IMPRESSION
Vieljeux (Sallanches)
POP (La Courneuve)
Rotocan

Imprimé en France
Tirage de 68 052 142
113 871 exemplaires.

Membre de OJD
Diffusion Contrôlée.
CIPP: 0330004 ISSN
0335-9795

La responsabilité du journal
ne saurait être engagée en
cas de non-restitution de
documents.
Pour joindre un journaliste
par mail: initiale du
prénom.nom@liberation.fr

► SUDOKU 2428 SUPÉRIEUR

		8		2					
	1		3					6	
	6			9			7		
				9	7	3			
3	5				4	8			
2	9		3						
4		9			6				
5				4		7			
		1		3					

SUDOKU 2427

4	7	2	3	9	1	6	8
5	6	1	1	2	4	3	7
9	1	3	8	7	8	2	4
3	8	6	4	5	1	7	9
2	4	9	9	6	7	8	3
1	9	7	2	3	3	4	5
6	5	4	2	1	2	9	8
7	3	1	2	9	5	6	2
8	2	9	3	4	8	5	1

MOT CARRÉ 2427

V	T	R	O	R	O	A	I	V	T
O	A	N	I	V	T	R	O	R	O
I	T	R	O	R	O	A	I	V	T
T	R	O	R	O	A	I	V	T	R
T	R	O	R	O	A	I	V	T	R
R	A	V	I	O	T	R	O	R	O
O	T	T	A	R	O	R	O	A	I
R	O	O	V	I	A	R	I	T	R
A	R	T	E	R	O	V	I	O	R

► MOT CARRÉ 2428

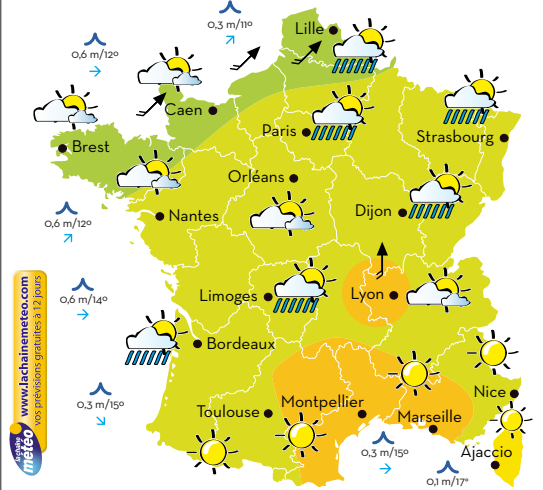
		S	D					I	
	N						A		
	I	S				N	D		
M		I							
					A		D		
Y	E	T							
	N				I	E	S		
S	A	M	E	T					
	T	N	D	M					

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

► Explosifs.

VENDREDI 9

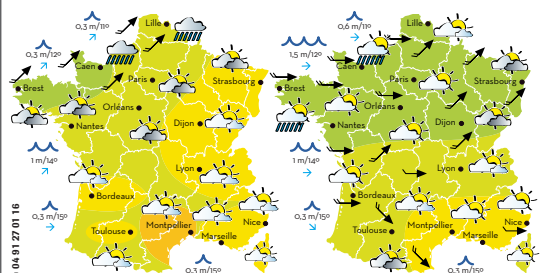
LE MATIN La faible perturbation de la
veille traverse une grande partie du pays
en perdant de son activité. Plus au sud, le
soleil se montre généreux. Températures
tout à fait convenables pour la saison.



FRANCE	MIN/MAX	FRANCE	MIN/MAX	SÉLECTION	MIN/MAX
Lille	11/15	Dijon	12/18	Alger	16/21
Caen	11/15	Lyon	9/23	Bruxelles	11/15
Brest	10/15	Bordeaux	13/16	Jérusalem	15/24
Nantes	10/17	Ajaccio	14/21	Londres	10/15
Paris	12/18	Toulouse	9/23	Berlin	12/17
Nice	15/21	Montpellier	12/28	Madrid	12/28
Strasbourg	12/17	Marseille	15/23	New York	11/16

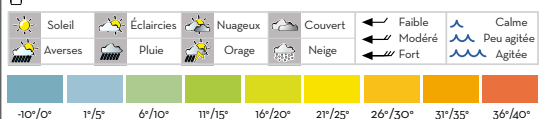
SAMEDI 10

De la pluie près de la Manche. Les nuages
continuent de gagner des régions,
essentiellement du nord-est. Ciel plus dégagé
dans le sud et en particulier dans le sud-ouest.



DIMANCHE 11

Généralisation d'un ciel de traîne avec des
averses dans le nord du pays. Le temps reste
sec au sud d'une ligne Bordeaux/Montélimar
avec même du soleil près de la Méditerranée.



Le discret traité transatlantfric

Enjeu mal connu des élections européennes, le PTCI, un partenariat de libre-échange entre les Etats-Unis et l'UE, menace certains acquis en matière d'énergie, de santé et d'agriculture.

Par **LAURE NOUALHAT**

Sil n'y avait qu'une seule raison de voter aux prochaines élections européennes, ce serait celle-ci : le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI), négocié en toute discrétion depuis juillet. Derrière ce projet d'accord commercial entre l'Union européenne et les Etats-Unis se profile une farandole de menaces sur les normes européennes chèrement acquises dans les domaines de l'accès aux médicaments, la sécurité alimentaire, l'énergie ou la santé. Quelle entreprise ne rêverait pas de faire son beurre dans un espace qui représente 40% du PIB mondial ainsi qu'un tiers des échanges internationaux ? Depuis le début des années 2000, multinationales et lobbys privés exigeaient l'ouverture de négociations visant à créer un gigantesque marché transatlantique fort de près de 800 millions de consommateurs. C'est chose faite depuis presque un an, puisque le Conseil européen a confié un mandat à la Commission pour négocier au nom des 28 Etats membres. Ce mandat, qui n'existe qu'en langue anglaise, n'a pas été officiellement publié.

«C'est une des aberrations de ce dossier : le secret qui entoure les négociations», analyse Raoul Marc Jennar, essayiste qui a traduit et décrypté les 46 articles du mandat de négociation (1) confié à la Commission. *«Il ne faut pas s'y tromper, le but est clair. Il consiste à confier aux*

firmes privées la possibilité de décider des normes sociales, sanitaires, alimentaires, environnementales, culturelles et techniques. Remplacer l'Etat est désormais l'objectif affiché des grandes multinationales, relayées par les gouvernements européens et américains. » D'après la Commission du commerce international américaine, plusieurs directives européennes sont considérées comme des obstacles au commerce : la directive Reach sur les produits chimiques, celles sur les agrocarburants ou sur l'eau, la réglementation sur les OGM ou la production de cosmétiques.

Quatre cycles de négociations ont déjà eu lieu en toute discrétion entre Karel De Gucht, commissaire européen au commerce, et Mike Froman, représentant au commerce américain. Ils se retrouveront pour de nouvelles discussions le 19 mai à Washington avec pour objectif de proposer un texte commun d'ici à la fin de l'année. Décryptage des risques potentiels encourus en matière d'agriculture, santé et énergie.

Poulet nettoyé au chlore et bœuf aux hormones

«Le but du Tafta [Transatlantic Free Trade Area, soit, en français, le PTCI, ndlr] est d'obtenir une libéralisation complète des droits de douane agricoles, prévient l'eurodéputé (EE-LV) Yannick Jadot, ce qui condamnerait l'agriculture euro-

«Si un produit chimique est validé aux Etats-Unis, il n'aura plus besoin d'être conforme à la directive européenne Reach qui est beaucoup plus contraignante que le système d'homologation américain.»

Yannick Jadot eurodéputé EE-LV

peñne à adopter un modèle encore plus intensif. » Alors que la France tente, tant bien que mal, de réduire le recours aux antibiotiques dans les élevages, d'interdire les OGM ou de diminuer de moitié l'usage des pesticides, la baisse des droits de douane permettrait d'inonder les assiettes européennes de denrées de piètre qualité. Qu'il s'agisse du poulet nettoyé au chlore ou du bœuf aux hormones, les normes américaines peuvent-elles réellement s'exporter ?

ter ? « Plus concentrée, plus industrialisée et plus polluante, l'agriculture américaine est à l'opposé du modèle paysan encore en vigueur en Europe », explique Yannick Jadot. L'un des enjeux de ce traité est l'harmonisation des normes réglementaires. D'après les opposants au PTCI, celle-ci se fera fatalement par le bas ; en toute logique, celui qui a le plus de réglementations a le plus à perdre. « Si un produit chimique est validé aux Etats-Unis, il n'aura plus besoin d'être conforme à la directive européenne Reach qui est beaucoup plus contraignante que le système d'homologation américain », poursuit Jadot. L'industrie agroalimentaire américaine se bat, par exemple, pour intégrer la ractopamine dans les pourpauls. Cet activateur de croissance, utilisé dans les élevages bovins américains, est interdit en Europe. On peut très bien imaginer une entreprise américaine fabricant des biberons avec du bisphénol-A envahir le marché français qui, pourtant, a interdit l'usage de cette substance.

Les sous-sols européens en accès illimité

Selon l'article 35 du mandat européen, «les négociations devraient viser à assurer un environnement commercial ouvert, transparent et prévisible en matière énergétique et à garantir un accès sans restriction et durable aux matières premières».

Intéressant si l'on relit cette phrase à la lumière du dossier explosif des gaz de schiste. Il faudrait donc permettre un accès illimité au sous-sol européen. En votant une loi interdisant la fracturation hydraulique, la France et la Bulgarie semblent s'être déjà prémunies contre la rapacité des compagnies pétrolières américaines. Reste 26 autres pays dont le sous-sol devient alors un potentiel à exploiter «sans restriction».

Le plus grave, pour les opposants au PTCI réside dans le mécanisme d'arbitrage Etats-investisseurs (ISDS) institué par l'accord, car il dépouille les Etats de leur souveraineté. L'Allemagne a demandé sa suppression, en vain. En cas de différends entre multinationales et Etats, un tribunal suprême national privé devra tran-





Voulu par les multinationales et lobbies privés le marché transatlantique pourrait compter près de 800 millions de consommateurs.

PHOTO EMMANUEL PIERROT AGENCE VU

cher. Imaginons que la firme de biotechnologies Pioneer conteste le choix de la France d'interdire le maïs transgénique TC1507, elle peut demander réparation devant ce tribunal. C'est ce qui s'est passé avec l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna) : l'entreprise Lone Pine Resources, basée au Canada, a contesté le moratoire du Québec sur la fracturation hydraulique. Elle a porté l'affaire devant le mécanisme de règlement des différends de l'Aléna. Low Pines a réclamé 250 millions de dollars canadiens (165 millions d'euros) de dommages et intérêts, considérant que « l'annulation » de son « droit d'extraction » a violé son « attente légitime d'un environnement économique et juridique stable ». « Comme si la décision démocratique du gouvernement du Québec était moins légitime et fondée que la prétention des entreprises à extraire coûte que coûte », s'énervait Maxime Combes, de l'organisation Attac, vent debout contre le PTCL. Idem dans le cadre d'un accord liant Hongkong et l'Australie : Philip Morris a porté plainte, via sa filiale hongkongaise, contre l'Australie pour sa campagne antitabac. Le cas est encore en arbitrage. « On les empêche d'avoir des profits sur ce secteur d'activité qui est le leur, c'est une forme d'expropriation indirecte qui pénalise des entreprises qui avaient planifié des investissements », explique Geneviève Hazam, également chez Attac.

«La résistance s'organise»

Face à cette salve de menaces, la mobilisation s'organise en Europe comme aux Etats-Unis. En France, les régions Ile-de-France, Bourgogne, Paca, ou des villes comme Besançon (Doubs) et Niort (Deux-Sèvres) ont demandé l'arrêt des négociations. D'autres petites communes se sont symboliquement déclarées « zones hors-Tafta ». *« Ce traité remet tellement en cause la souveraineté des Etats et de l'Union européenne, c'est si effrayant que c'est à se demander si ceux qui donnent leur feu vert à un tel accord l'ont vraiment lu »,* s'insurge Raoul Marc Jennar. La France a longuement bataillé pour sortir l'audiovisuel du mandat de négociation, ce qui peine un grand nombre d'élus. *« Le gouvernement français n'a pas jugé que les exceptions sanitaires ou environnementales avaient autant d'importance que l'exception culturelle, tranche Yannick Jadot. C'est regrettable. »*

« Des faucheurs d'OGM aux militants antigaz de schiste, la résistance s'organise », prévient Jennar qui enchaîne les réunions dans toute la France sur ce sujet, car chacun, dans son domaine d'intérêt, s'est rendu compte qu'il était concerné. Si le gouvernement et le président français sont favorables au traité, ce n'est pas le cas de la base du Parti socialiste qui s'y oppose. « Les élections européennes ont placé ce dossier au centre de la campagne, ajoute Hazam. Si ce traité arrive jusqu'au bout, il devra être voté par le Parlement européen. » Voilà pourquoi Raoul Marc Jennar propose de transformer les prochaines élections européennes en référendum « pour ou contre » le traité transatlantique. « Il faut envoyer au Parlement européen des députés qui voteront contre ce texte », explique-t-il. A ce jour, seuls EE-IV, le Parti communiste, le Front de gauche et le Front national se sont prononcés contre le traité. Les socialistes, quant à eux, sont partagés. ◆

(1) «Le Grand Marché transatlantique: menace sur les peuples d'Europe». Cap Béar Editions. 2014.

PORTRAIT GUY VERHOFSTADT



Libéral en économie et progressiste sociétal, l'ancien Premier ministre belge est tête de liste des libéraux aux européennes.

Eurogourmand

Par **JEAN QUATREMER**
Photo **YANN RABANIER**

O n se croirait dans une BD de Michel Vaillant, celle qui faisait le bonheur des ados des années 70. Une Elva (le nom vient d'« elle va », si, si) Sports Racer Mark III modèle 59 parcourt le circuit de Francorchamps, à la fabuleuse vitesse de 200 km/h. De cette voiture de course britannique de couleur bleue, seul le casque du conducteur émerge. Guy Verhofstadt s'est découvert, il y a deux ans, une nouvelle passion, la course automobile sur voitures anciennes. « Ça n'a l'air de rien, mais c'est un sport très dangereux », explique-t-il. Et d'éclater de rire : « Comme je ne fais plus assez de vélo, ma passion de jeunesse, je pèse plus lourd que le moteur de mon Elva ! »

On se demande pourquoi il a fallu aussi longtemps pour que l'actuel patron du groupe libéral au Parlement européen, candidat à la présidence de la Commission, découvre l'ivresse de la vitesse, lui qui a parcouru la scène politique belge puis européenne comme un météore. La politique, c'est moins un choix qu'un héritage, à l'image de son engagement libéral. «*En Belgique, le corporatisme se glisse jusque-là*», dit-il en souriant. Ce juriste, fils de magistrat, qui n'a donc pas été anar-

chiste à 18 ans, fait main basse à 28 ans sur la présidence du puissant parti libéral flamand PVV, aujourd'hui VLD. En 1985, à 32 ans, ce natif de Termonde, tout près de Gand, la ville natale de Charles Quint où il vit aujourd'hui dans une jolie maison du XVI^e siècle, est élu député. Dans la foulée, il obtient les postes de vice-Premier ministre et ministre du Budget du sixième gouvernement de Wilfried Martens. Au lendemain des législatives de 1995, après avoir échoué à former un gouvernement, il entame une cure d'opposition qui ne prend fin qu'en 1999. Une période de calme qu'il met à profit pour fonder une famille avec sa femme, la cantatrice Dominique Verkinderen. Charlotte et Louis naissent à ce moment-là. Celui que l'on surnommait *«Baby Thatcher»* à cause de son *«libéralisme offensif»*, comme il le qualifie, si peu conforme à la tradition du consensus mou en vigueur outre-Québécois, va profondément changer avec le génocide rwandais. *«Jusque-là, j'étais un dur, raconte-t-il. Lorsque le génocide a commencé, j'étais dans le bureau de Yitzhak Rabin, le Premier ministre israélien, qui m'a demandé ce qui se passait. J'ai répondu : "Oh, une énième querelle ethnique."»* En 1997, il obtient la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le Rwanda. Il en est l'un des deux rapporteurs. Sa conclusion : la communauté internationale et la Belgique ont une grosse

part de responsabilité. «En avril 2000, comme Premier ministre, j'ai présenté mes excuses au peuple rwandais. Pour mon pays, c'est l'équivalent de l'affaire Dreyfus, le triomphe de la raison d'Etat.» Il poursuit : «Après ça, j'ai commencé à faire de la politique autrement. Ça a marqué la naissance de ma conviction que la société doit être aidée par l'Etat, qu'il y a des souffrances à soigner.» Et Daniel Cohn-Bendit de glisser : «Maintenant, on passe thérapien à l'un de ses sujets de plaiser la faveur.» En juin 1999, à 47 ans, Verhofstadt devient enfin Premier ministre, son graal. Il préside une coalition de libéraux, de socialistes et d'écologistes. En poste jusqu'à la fin 2008, il transforme au pas de charge ce royaume catholique : mariage et adoption homosexuels, procréation médicalement assistée, euthanasie, tolérance à l'égard des drogues douces, lutte contre les discriminations raciales et sexistes, etc. Car Verhofstadt, comme le souligne son ami Cohn-Bendit, «est un libéral sur le plan économique, mais aussi social et sociétal, une catégorie qui n'existe pas en France». Rupture avec le catholicisme, mais aussi avec l'alignement sur les Etats-Unis, une révolution copernicienne pour ce petit pays qui accueille le siège de l'Otan. Il s'oppose avec panache à la guerre en Irak, en compagnie de Berlin, Paris et Luxembourg. Les quatre pays se retrouvent à Bruxelles pour une réunion que la presse anglo-saxonne qualifie avec mépris de «sommet des prulines». Cela lui coûte la présidence de la Commission en juin 2004. Londres et les pays d'Europe de l'Est mettent leur veto, s'opposent au candidat du couple franco-allemand, et l'Union hérite de Barroso pour dix longues années...

EN 6 DATES

11 avril 1953 Naissance à Termonde. **1982** Président du parti libéral flamand. **1999** Premier ministre belge. **2009** Député européen et patron du groupe libéral. **Septembre 2010** Lancement de la fondation Spinelli. **25 mai 2014** Tête de liste libérale aux européennes.

conversion date du désastreux sommet de Nice de décembre 2000. Lui qui fut longtemps flamingant, lui qui arriva à Nice si peu européen, accepte de sacrifier les intérêts de son pays pour parvenir à un compromis. Tel Paul sur le chemin de Damas, Verhofstadt se convertit au fédéralisme et ce Flamand refuse désormais la partition belge. Un an plus tard, il parvint à arracher la création d'une convention européenne chargée d'élaborer un nouveau traité pour l'Union, qui sombrera après le double «non» franco-néerlandais de 2005. En 2009, il entame sa troisième vie, celle de député européen. Il devient président du groupe libéral. Et c'est la rencontre avec le vert Dany Cohn-Bendit, avec qui il partage un engagement fédéraliste ainsi qu'un sens du spectacle et de la formule choc. «*Même si nos goûts et nos cultures sont très éloignés, on fonctionne bien ensemble*», reconnaît l'ex-patron des écolos. Les deux hommes fondent le groupe Spinelli, un intergroupe qui réunit les fédéralistes du Parlement. Si Verhofstadt aime mener sa vie publique tambour battant, il a toujours su se ménager des plages de calme. Il se raconte attablé au très discret Senzanome, un restaurant italien réputé de Bruxelles, l'une de ses cantines préférées. Ce choix n'est pas un hasard : l'Italie, c'est l'autre jardin secret de cet homme à l'allure toujours juvénile, cheveux mi-longs, «dents du bonheur» prononcées, qui ne fait pas ses 61 ans. Tombé amoureux de l'Italie, il y a acheté, il y a vingt ans, une magnifique propriété appelée Meone, à cheval sur l'Ombrie et la Toscane, «*entre Etats pontificaux et Granducato di Toscana*», précise ce passionné d'histoire européenne. C'est dans cet autre espace-temps qu'il se ressource. Ses vignes vont même donner leur premier vin : «*Ce sera un mélange de cabernet franc et de sangiovese*». Cet amour de l'Italie lui a permis d'ajouter la langue de Dante au néerlandais, au français et à l'anglais, qu'il pratique à merveille. Verhofstadt n'aime pas seulement tailler ses vignes, il adore aussi en consommer les nectars. Accompagnés par les meilleurs plats possibles, italiens surtout, mais sans exclusive. «*C'est un bon vivant*, raconte Cohn-Bendit. *Quand on parcourt l'Europe, le truc important, c'est le restaurant où on va dîner...*»

Après avoir transformé son pays, Verhofstadt aimerait changer l'Europe à la tête de la Commission. Il y croit, confiant dans la capacité des mastodontes socialiste et conservateur à se neutraliser. *«Je peux être le candidat de compromis.»* Sinon, il se verrait bien président du Parlement. Il tressaille de plaisir en pensant aux batailles qui l'attendent. ♦